

BASTIAT ET LE LIBRE ÉCHANGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 2 Juin 1931, à 14 heures

PAR

Louis BRUEL

MEMBRES DU JURY :

Président : M. DESCHAMPS

Suffragants { M. LESCURE } Professeurs.
 { M. PIROU }

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}

ÉDITEURS

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

— 1931 —

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

BASTIAT ET LE LIBRE ÉCHANGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 2 Juin 1934, à 14 heures

PAR

Louis BRUEL

MEMBRES DU JURY :

Président : M. DESCHAMPS

Suffragants { M. LESCURE } Professeurs.
 { M. PIROU }

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}

ÉDITEURS

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

— 1931 —



AVANT-PROPOS

Parmi les grandes questions qui, de tous temps, passionnèrent les économistes et les politiques, il en est une sur laquelle il n'y eut jamais complète unanimité, qui même, selon certains, devrait recevoir une solution différente suivant les états successifs de la civilisation : c'est la question du commerce international ou plus exactement des « échanges internationaux ». La politique du libre-échange est-elle la seule véritable ? faut-il lui préférer la protection des producteurs nationaux ? Voilà à quoi se ramènent les deux doctrines en présence.

Elles eurent chacune des partisans et des détracteurs, et chacun des camps chercha naturellement à justifier son opinion, à lui donner des bases solides.

La doctrine libre-échangiste compta d'énergiques défenseurs, mais un homme surtout se distingua tout particulièrement : Frédéric Bastiat.

Le premier, en effet, il sut rassembler les arguments qui militent le mieux en faveur du libre échange et

combattre, souvent d'une façon définitive de vieilles et fausses idées sur lesquelles se basaient faute de les avoir approfondies ou même quelquefois sciemment les protectionnistes.

Avant d'étudier les diverses raisons invoquées par Bastiat en faveur de cette doctrine ce qui formera l'objet du présent travail il m'est indispensable de dire quelques mots de la vie et des écrits de ce grand économiste ; car il fut un grand économiste trop peu connu hélas ! ayant paru probablement trop tôt à un moment où l'opinion publique ne s'intéressait pas encore suffisamment à ces questions.

J'évoquerai ensuite rapidement la méthode qu'il employa pour répondre et faire adopter ses idées, méthode toute nouvelle qu'il inaugura en France. Enfin, m'étant efforcé de mettre en relief le caractère particulier de Bastiat dans chacun de ses arguments pour le « libre échange » ou contre la « protection », car il employa indifféremment les deux procédés, je jetterai un rapide coup d'œil sur l'état actuel, en doctrine et en politique, de cette grande théorie.

I

BIOGRAPHIE

Frédéric Bastiat naquit à Bayonne, le 19 juin 1801. Fils unique d'un gros commerçant, en relations d'affaires avec l'Espagne, il resta orphelin à l'âge de neuf ans, ne conservant comme seuls proches parents que son grand-père qui lui servit de tuteur, et sa tante, Mlle Justine Bastiat, qui fut une vraie mère pour lui et qui, d'ailleurs, lui survécut.

Il fut envoyé d'abord au collège de Saint-Sever, puis à Sorrèze où l'on n'eut qu'à se louer de son travail. En 1818, il devint employé de commerce à Bayonne chez un oncle ; il s'intéressa aux affaires, mais, à cette époque, s'adonna surtout aux plaisirs. Cependant, il étudiait les langues étrangères, la musique, la littérature, et à partir de dix-neuf ans, l'économie politique, qui devait le passionner jusqu'à la fin de son existence. Un peu plus tard, il se fixa à Mugron, sur les bords de l'Adour, dans une propriété appartenant à son grand-père. Ayant hérité de ce dernier, il tenta sans grand

succès, des améliorations agricoles : son exploitation était morcelée en un trop grand nombre de métairies et il n'était personnellement ni très minutieux ni âpre au gain. Il fit, en 1831, un mariage malheureux. Au point de vue de son œuvre et de la formation de son esprit, cette période fut cependant essentielle. C'est en effet à cette époque qu'il se lia d'amitié pour la vie avec Félix Coudroy, ancien élève de l'école de droit de Toulouse.

Bastiat, à ce moment, avait déjà lu Smith et Say, et croyait aux bienfaits de la liberté dans tous les domaines. Il finit par convaincre Coudroy qui avait étudié la philosophie religieuse et considérait au début de leur amitié les tendances naturelles de l'humanité comme mauvaises et la liberté et le sentiment de la dignité individuelle comme des principes de désordre. Mais, il reçut de Coudroy le caractère religieux qui domina ou tout au moins influença toute son œuvre. Dès lors, et pendant vingt ans, les deux amis collaborèrent et si Coudroy n'écrivit pas, il fournit à Bastiat l'élément de suite et de continuité qui lui manquait. Ils étudiaient ensemble et discutaient tous les livres nouveaux et ainsi, ayant beaucoup médité, Bastiat fut capable de produire en cinq ans une œuvre remarquable de nouveauté et de justesse.

Dès ce moment, il avait commencé à écrire, dès 1825, il se préoccupa de la réforme douanière ; il entreprit, en 1829, un ouvrage sur le régime restrictif, puis

publia en 1834, des « Réflexions sur les pétitions de Bordeaux, Le Havre et Lyon, concernant les douanes ». Concuremment, il s'occupait un peu de politique, mais ses discours tendaient uniquement à éclaircir les masses sur des points utiles à connaître et non à obtenir une place du gouvernement : c'est ainsi qu'il s'adresse « Aux Electeurs du département des Landes » en 1830, pour soutenir la candidature d'un ami à la députation. Il fut lui-même membre du conseil général des Landes depuis 1832, et se laissa porter de temps à autre sur les listes électorales. S'intéressant beaucoup au sort de ses compatriotes, il rédige en 1841 pour les défendre « Le Fisc et la vigne » et en 1843 le « Mémoire présenté à la Société d'agriculture, commerce, arts et sciences du département des landes sur la question vinicole ».

Enfin, un petit ouvrage, modèle de statistique « De la répartition de la contribution foncière dans le département des Landes » (1844). Et, ayant à cœur surtout la question du Libre Echange, il ne se fait pas faute, à toute occasion, dans ses écrits, de combattre et de ridiculiser la politique de protection. Dès lors, sa vie privée s'absorbe, si l'on peut dire, dans sa vie publique tant cette dernière l'accapare.

Nombreux furent les discours qu'il prononça par la suite, toujours plein d'ardeur et d'amour pour la vérité je ne m'y attarderai pas, ce n'est pas là le point le plus important de son œuvre. Nombreuses furent également ses réponses immédiates et tranchantes aux

idées socialistes qui se firent jour en 1848. Mais le voilà répandant en France les idées libre-échangistes dont il a découvert en Angleterre le si bel essor. Par un effet de pur hasard il s'est abonné au journal anglais « *The Globe and Traveller* » et il peut ainsi envoyer au Journal des Economistes son premier article « De l'influence des tarifs français et anglais sur l'avenir des deux peuples » (octobre 1844) qui fait grosse impression. Il écrit dans les journaux et surtout lance en 1845 la première série des « Sophismes économiques », puis il commence à écrire l'histoire de la ligue anglaise. En mai 1845, il part à Paris la faire imprimer sous le titre « Cobden et la Ligue ou l'Agitation Anglaise pour la liberté des échanges » livre qui lui vaut quelques mois plus tard le titre de membre correspondant de l'Institut.

On le presse alors de prendre la direction du Journal des Economistes et d'accepter une chaire d'économie politique. Puis, après une courte visite à Cobden, il revient à Mugron. En février 1846, Bastiat organise, à Bordeaux, l'Association pour la liberté des Echanges. ensuite il retourne à Paris, réunit, à force de démarches, un petit nombre d'adhérents et organise avec eux la commission centrale dont il est nommé secrétaire. A cette époque, il prononce de nombreux discours devant les étudiants et les ouvriers, à Paris et en province, et il publie sa deuxième série de « Sophismes » en janvier 1848.

Tout cela au milieu de luttes et de calomnies qui allaient l'assaillir jusqu'à Mugron.

Le mouvement qu'il avait déclenché fut arrêté par la révolution de 1848, mais l'idée, bien que circonscrite au début aux seuls écrivains et journalistes, ne cessa de faire son chemin.

Démocrate et républicain par conviction et parce que, selon lui, c'était le but vers lequel s'acheminaient toutes les nations, Bastiat se rallia franchement à la république de 1848. Il fut député du département des Landes à la Constituante et à la Législative, et huit fois de suite, vice-président du Comité des finances. Il siégeait à gauche avec modération et fermeté. Ne pouvant parler à la tribune, à cause de la faiblesse croissante de ses poumons, il écrivit ses « Pamphlets », vrai chef-d'œuvre de logique. Ses votes étaient toujours motivés par la volonté de faire triompher les idées justes, aussi n'était-il d'aucun parti.

Cependant, peu à peu ses conceptions s'étaient élargies, et il fut amené par ses efforts constants vers la liberté à considérer que tout était parfaitement bien ordonné dans la nature, qu'il n'y avait aucun véritable désaccord entre les forces naturelles, bref que tout était harmonie. Aussi, désirait-il depuis longtemps tracer un exposé nouveau de la science sur ces bases ; et, sentant ses forces diminuer, il se recueillit trois mois et écrivit le premier volume des « Harmonies » intitulé « Harmonies Economiques ». C'est pour cette raison

que Bastiat fut le véritable chef des libéraux optimistes : il marqua à la fois l'aboutissement et l'apogée de la doctrine contenue en germe dans Dunoyer.

Voyant s'étendre, à mesure de ses travaux, le champ d'application des harmonies, il voulut ensuite écrire les « Harmonies sociales ». Malheureusement la maladie devait l'empêcher de terminer son œuvre ; il essaya de gagner de vitesse avec elle, mais ne put y parvenir. C'est pourquoi, à côté de divers travaux comme l'article « Abondance » du dictionnaire de l'économie politique, qui pourrait presque servir de base à sa doctrine libre-échangiste, il s'acharna surtout aux « Harmonies sociales ». Bastiat fut en effet un homme trop actif et il n'eut pas la résistance nécessaire. Il voulait à la fois détruire les fausses théories existantes et réédifier une théorie nouvelle, encore dans sa lutte en faveur du libre-échange, fut-il bien soutenu, la question étant, comme je l'ai dit déjà, depuis longtemps discutée ; mais, dans sa polémique contre le socialisme et sa croyance à l'universelle harmonie, ses amis l'abandonnèrent ; il était ici trop absolu et trop nouveau. Il souffrit de ce fait, mais resta d'humeur bienveillante ; la mort approchait, il ne désirait plus lutter, et la maladie atténuait ses sensations. Les eaux des Pyrénées avaient cessé de le soulager, sa voix s'était altérée, il ne pouvait plus que difficilement respirer et se nourrir, alors il partit en Italie. Dès son arrivée à Pise on annonçait sa mort et il eut la satisfaction de voir qu'il laissait quelques regrets.

Il mourut chrétiennement, car s'il n'avait jamais pratiqué sa vie durant, il avait accepté depuis longtemps le dogme. Il garda sa lucidité jusqu'au dernier moment et ses dernières paroles furent pour la Vérité qu'il avait toute sa vie cherché à répandre. C'était le 24 décembre 1850, il avait quarante-neuf ans et demi. Bref, Bastiat fut un apôtre de ce qu'il croyait en tout et partout être le vrai, et si, au dire de certains, son style fut parfois un peu terre-à-terre, c'était pour pouvoir mieux se faire entendre des masses et ainsi propager plus largement ses idées.

II

MÉTHODE

Je me trouve ainsi amené tout naturellement à parler de la méthode de Bastiat. Cette méthode, il faut le dire dès maintenant, était toute nouvelle en France. Jusqu'à même les plus grands vulgarisateurs d'idées comme J. B. Say, s'étaient contentés de faire des ouvrages très clairs et facilement intelligibles pour les masses. Bastiat alla plus loin. Il fut toujours, en effet, convaincu que mieux vaut obtenir l'esprit libre échangiste que le libre échange lui-même. « Quant à moi, je ne désire même pas de modifications actuelles. Arrière les lois qui précèdent le progrès de l'opinion ! et je ne désire pas pour mon pays autant le free-trade que l'esprit du free-trade, c'est la réforme de l'intelligence même, c'est-à-dire la source de toutes les réformes » (1) dit-il

(1) Bastiat, *Œuvres complètes*, tome I, page 156. Petite édition : tome I, 1862 ; tome II, 1862 ; tome III, 1864 ; tome IV, 1878 ; tome V, 1863 ; tome VI, 1860 ; tome VII, 1864.

dans une lettre à Cobden. Aussi s'efforça-t-il de découvrir et d'employer les meilleurs moyens pour parvenir à ce but. Ces moyens il les trouva presque tout tracés chez les Anglais. Son grand ami, Richard Cobden, était parvenu au résultat qu'il convoitait, il n'y avait donc qu'à appliquer en France sa méthode : ligue, journaux, meetings que Bastiat admirait d'autre part au plus haut point, ainsi qu'en témoigne une lettre de 1846, au grand libre-échangiste anglais : « Vous avez conduit votre immense agitation avec une vigueur, un ensemble, une prudence, une modération qui seront un éternel exemple pour tous les réformateurs futurs ; et, je le dis sincèrement, le perfectionnement que vous avez apporté à l'art d'agiter sera, pour le genre humain, un plus grand bien que l'objet spécial de vos efforts quelle qu'en soit la grandeur. Vous avez appris au monde que la vraie force est dans l'opinion, et vous lui avez enseigné comment on met cette force en œuvre. De ma propre autorité, mon cher Cobden, je vous décerne la palme de l'immortalité et je vous marque au front du signe des grands hommes » (1). Cependant, il jugea bon de la modifier légèrement, car l'état de la France n'était pas exactement semblable à celui de l'Angleterre à ce moment. En Angleterre, pour réussir, il fallait agir d'abord sur le peuple et ensuite sur le parlement, alors qu'en France, on ne pouvait rien faire à l'époque en

(1) Bastiat, *op cit*, tome I, p. 135.

commençant par le peuple, mais il était facile, par contre, d'avoir de suite une grande influence, en cherchant des partisans dans l'élite de la nation : Lamartine, par exemple, que Bastiat s'efforça toute sa vie de conquérir. Il s'attira, en tous cas, l'amitié du duc de Broglie, d'Arago, de Béranger, de Lamennais et de Rothschild. Puis, en Angleterre aussi, il suffisait de faire abroger les droits de douane protégeant les céréales pour amener, par la suite, le libre-échange : les parlementaires formaient une aristocratie uniquement composée de gros propriétaires qui après avoir perdu leurs propres privilèges, auraient à cœur de supprimer tous les autres. En France, il n'y avait rien de semblable.

Bastiat créa donc à Bordeaux, une Ligue « l'Association pour la liberté des échanges » ayant bien des points communs avec la Ligue anglaise, mais en différant déjà par la généralité nettement indiquée de son but. Il tenait d'ailleurs beaucoup à conserver intacts le nom et le principe du libre-échange dans son association. Et, comme on lui reprochait d'être si absolu, il s'écriait : « Libre-échange ! Ce mot fait notre force. Il est notre épée et notre bouclier. Libre-échange ! C'est un de ces mots qui soulèvent des montagnes. Il n'y a pas de sophisme, de préjugé, de ruse, de tyrannie qui lui résiste. Il porte, en lui-même et la démonstration d'une Vérité et la déclaration d'un Droit et la puissance d'un Principe. Croyez-vous que nous nous sommes associés

pour réclamer tel ou tel changement partiel dans la pondération des tarifs ! Non. Nous demandons que tous nos citoyens libres de travailler, soient libres d'échanger le fruit de leur travail ; et il y a trop de justice dans cette demande pour que nous essayions de l'arracher à la loi par lambeaux et à l'opinion, par surprise » (1). Intransigeant sur le principe, il ne l'était pas moins sur les convictions de ses adeptes, et il déplora amèrement l'adhésion, à sa Ligue de Bordeaux, de bon nombre d'indifférents ne s'associant que par snobisme. Il entendait aussi bannir, chez ses adhérents tout esprit de parti : une seule chose devait les occuper ; le libre-échange. Résolu à créer une ligue à Paris, pour faire une centralisation indispensable des efforts des diverses organisations de province, comme cela existait en Angleterre il écrivait à Cobden « J'aimerais mieux mille fois réussir à former un noyau d'hommes bien convaincus que de provoquer une manifestation bruyante comme celle de Bordeaux. Je sais que l'on parle déjà de modération, de réformes progressives, d'expériences. Si je le puis, je conseillerai à ces gens-là de former entre eux une association sur ces bases, et de nous laisser en former une autre sur le terrain du principe abstrait et absolu : no protection, bien convaincu que la nôtre absorbera la leur » (2).

(1) Bastiat, *Œuvres complètes*, tome II, p. 4.

(2) Bastiat, *op. cit.*, tome I, p. 126 et 127.

Ainsi d'abord comme les Anglais, mais avec un but plus net et plus large, Bastiat voulait une Ligue avec des principes intangibles, fortement centralisée, mais avec des ramifications en province aussi nombreuses que possible. Cette première idée était nouvelle en France dans le domaine économique ; elle fut vite très appréciée et imitée par les protectionnistes.

L'Association était la base de tout le mouvement et permettait de toucher directement l'élite, mais il fallait encore atteindre les masses, répandre le plus possible ses idées. C'est à cette seconde nécessité que se rattacha, chez Bastiat, la volonté de créer un journal. « Un journal c'est la vie, la pensée, le lien, l'organe de toute association (1), dit-il, dans un discours à la salle Duphot.

Les Anglais, sur ce point, avaient agi très largement ils étaient bien soutenus pécuniairement, des souscriptions nombreuses et importantes avaient afflué à leur Ligue ; elles venaient surtout des industriels, qui avaient tout avantage à l'établissement du libre-échange. Aussi purent-ils avoir de nombreux journaux et distribuer des brochures et des pamphlets de toutes sortes. Bastiat fut réduit en France à faire une faible parodie de ce très bon moyen de propagande. On n'était pas habitué aux souscriptions, bien des producteurs ne voyaient pas nettement leur intérêt dans la question ou craignaient d'être des dupes, et l'argent fit toujours défaut à l'as-

(1) Bastiat, *Œuvres complètes*, tome VII, page 171.

sociation. De plus, la liberté de la presse n'était pas complète. Il créa donc un journal hebdomadaire : Le libre-échange, et battailla sans cesse pour le répandre partout, même en Angleterre et en Italie, grâce à l'intermédiaire de Richard Cobden. Malgré cela, il n'eut jamais beaucoup d'adhérents. Il attira à sa doctrine le plus grand nombre de quotidiens qu'il put il y réussit assez bien car il obtint le concours du *Journal des Débats*, du *Courrier français* et en général de la grosse majorité des journaux de l'époque. Il fit aussi quelques affiches, par exemple dans le *Jacques Bonhomme* journal éphémère de 1848, et mit le plus possible ses écrits sous les yeux et à la portée du public, spécialement son livre sur *Cobden et la Ligue*.

Enfin, et surtout, il prononça fréquemment des discours et profita de toutes les circonstances pour faire des meetings. Les Anglais, là encore, lui avaient montré la route. Ils avaient fait une quantité considérable de meetings et tenaient leurs séances en public. Ils se déplaçaient sans cesse, et voulant, par exemple, atteindre les agriculteurs, allaient les haranguer dans leurs pays. Ils faisaient en moyenne une réunion publique tous les huit jours et « Cobden et la Ligue » n'est en somme qu'un compte rendu par Bastiat des principaux et plus intéressants meetings des ligueurs anglais. En France, notre auteur parla à Bordeaux, à Paris, à Lyon, à Marseille. Ses discours eurent toujours beaucoup de succès : parlant à des gens déjà fatigués par plusieurs

orateurs successifs, il obtenait cependant une attention soutenue. Il savait, quand cela était nécessaire pour mieux frapper son auditoire, employer la forme de petits contes. Il prenait par contre un tour plus sérieux en présence des étudiants en droit. En somme, il s'adaptait parfaitement au milieu, mais ici, de même que pour la propagande par journaux, Bastiat ne put que suivre de loin l'exemple anglais. Beaucoup venaient l'entendre mais il n'y avait pas, de la part du public, un engouement semblable à celui d'Outre-Manche et l'orateur fut, d'ailleurs, beaucoup moins fécond que Cobden.

Bien souvent en effet le malheureux dut se taire à cause de sa maladie de poitrine. Aussi quoiqu'il ait eu la plus grande foi dans ce système « Il ne semble que c'est le plus grand instrument de propagation. N'est-ce rien déjà que plusieurs milliers d'auditeurs qui vous comprennent bien mieux qu'à la lecture ? Puis, le lendemain, chacun veut savoir ce que vous avez dit et la vérité fait son chemin (1) écrit-il, il ne put pas l'utiliser comme il l'aurait voulu. Puis les déplacements que les Anglais pouvaient déjà faire facilement étaient encore compliqués en France vu l'inexistence à peu près complète des chemins de fer.

Ainsi Bastiat par sa méthode de propagande n'a pas été un inventeur. Il l'a d'ailleurs reconnu expressément n'ayant pas du tout de jalousie nationale. L'important

(1) Bastiat, *Œuvres complètes*, tome I, page 139.

pour lui était que le progrès existe, de quelque endroit qu'il vienne. « Je voudrais bien que mon pays donnât de bons exemples, mais à défaut j'aime encore mieux qu'il en reçoive que s'il fallait attendre un siècle pour qu'il prît la tête » (1) dit-il dans une lettre à Cobden. Il a néanmoins fait l'impossible pour acclimater ce système chez nous et il est certain qu'il a employé le meilleur moyen pour propager ses idées. La preuve la plus frappante, il me semble, de l'excellence de sa méthode et spécialement de la méthode des meetings, est le succès qu'obtint en 1848 la campagne des banquets. Et il est permis de croire que, si Bastiat s'était trouvé en face de gens mieux préparés et ayant l'esprit plus enclin aux idées libre-échangistes, son succès eût été bien plus considérable.

Enfin, Bastiat voulait, comme les Anglais, arriver à ses fins légalement et pacifiquement. Nous verrons en effet dans l'étude qui va suivre qu'il tenait avant tout à la paix, et que c'est une des raisons les plus fortes de sa conviction libre-échangiste.

(1) Bastiat, *op. cit.*, tome I, page 143

III

POLÉMIQUE

Bastiat a donc beaucoup écrit en faveur du libre-échange, il a beaucoup prêché cette doctrine, examinons maintenant sa dialectique.

A

LE LIBRE-ÉCHANGE EST L'INTÉRÊT DES CONSOMMATEURS
DES PRODUCTEURS NON PROTÉGÉS, ET DE L'ÉTAT
C'EST DONC L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

I

D'abord, comme on va le prouver, le libre-échange entraîne l'abondance en général et par conséquent le bon marché de tous les produits, donc ce système est l'intérêt des consommateurs. Que désirent-ils en effet ? Avoir, avec le minimum de peine, le maximum de résultat ; c'est ce que Bastiat exprime en ces termes : « La

richesse des hommes, c'est l'abondance des choses (1) » et encore « Le consommateur est d'autant plus riche qu'il achète toutes choses à meilleur marché en proportion de ce qu'elles abondent, donc l'abondance l'enrichit » (2). D'autre part, la protection tend à favoriser le producteur et pour cela, que fait-elle ? Elle s'efforce d'éloigner tout produit similaire à celui que fabrique le producteur considéré, et ainsi d'entraîner la rareté qui engendre tout naturellement la cherté. « C'est sur la disette des choses qu'elle prétend fonder le bien-être des hommes » dit notre auteur (3). Il semble alors évident que la protection enrichit les producteurs protégés, mais elle ne le fait qu'en provoquant la cherté qui accroît le profit, mais lèse les intérêts des consommateurs. En un mot, dans le système protecteur, les consommateurs sont soumis aux producteurs, ils sont la matière inerte qui sert à réaliser les profits des producteurs. « On ne se souvient d'eux, dit Bastiat, que pour en disposer, selon l'heureuse expression de M. de Saint-Cricq (grand défenseur de la protection) et le réserver comme une proie aux producteurs » (4). Sans parler de l'iniquité de ce procédé, il y a lieu de se demander de prime-abord, si, puisqu'il faut assujettir les consommateurs aux pro-

(1) Bastiat, *Œuvres complètes*, tome IV, p. 5.

(2) Bastiat, *op. cit.*, tome IV, 7.

(3) Bastiat, *op. cit.*, tome I, p. 364.

(4) Bastiat, *op. cit.*, tome I, p. 338.

ducteurs, ou les producteurs aux consommateurs, il n'est pas normal de choisir, de préférence le second système. Bastiat étudie la question dans son livre des Harmonies. Pour lui, c'est le consommateur qui profite ou souffre de tout ce qui atteint, au début le producteur : ce dernier ne pouvant, à cause de la concurrence, garder longtemps pour lui seul, l'invention qu'il a faite, par exemple, ou repassant automatiquement et volontairement les impôts qui le frappent sur le consommateur. Puis, l'initiative, dans la production, vient du consommateur, c'est lui qui, par sa demande, dirige la production ; il est donc juste qu'ayant la responsabilité, il ait le profit. Enfin la consommation est le but définitif de la production. Par conséquent, c'est du point de vue du consommateur, qu'on doit étudier les faits économiques, c'est la seule façon de voir leurs résultats définitifs. Alors, la protection est déjà mauvaise puisqu'elle soumet le producteur au consommateur et provoque la cherté tandis que le public veut le bon marché ; le libre-échange est le système rationnel. On a bien objecté que tout consommateur est aussi producteur, mais tout consommateur n'est pas producteur protégé ; et même si la production était générale ce qui est impossible, il n'en résulterait aucune amélioration du sort des hommes il n'y aurait pas d'abondance.

Ceci posé, il faut voir comment le libre-échange entraîne l'abondance, source de ce bon marché. Ici, se place une théorie que Bastiat n'a cessé de soutenir dans

tous ses écrits : pour lui, tout ce que la nature nous fournit gratuitement dans un produit, est par nous transféré, gratuitement aussi, à nos semblables. Nous ne payons, dans une marchandise, que le service qui nous est rendu par notre co-contractant, et ce service, dont la valeur peut dépendre non seulement du travail, mais de bien d'autres circonstances subjectives et objectives, est toujours évalué indépendamment des avantages naturels dont il a pu bénéficier, et qui se sont incorporés à lui. On ne fait jamais payer les avantages naturels. Alors, ainsi l'échange libre a cet immense attrait de faire jouir tout le monde des bienfaits que la nature a prodigués à chaque pays. Si, par exemple, l'Angleterre est favorisée au point de vue du sous-sol et peut fournir de la houille à bien meilleur compte que la France, l'échange de cette houille contre des produits français, nous fera profiter des avantages naturels de son sol qui nous seront donnés « par dessus le marché ». Elle, de son côté, profitera, par nos exportations, des avantages de notre sol que nous lui fournirons aussi gratuitement. Et ainsi l'on obtiendra l'abondance par le bon marché. Au contraire, sous un régime protecteur, tous ces avantages naturels seraient complètement perdus pour l'étranger. Et Bastiat s'exprime ainsi : « Voici un protectionniste ; il gémit de la libéralité de la nature envers d'autres climats. Il craint que la France n'y participe par l'échange et ne veut pas qu'elle soit libre parce que, si elle l'était, elle ne manquerait pas d'attirer sur elle-

même le fléau de l'invasion et de l'inondation. Que redoute-t-il ? l'abondance » (1). Et il insiste sur cette idée, exposant que, plus un pays étranger faisant le commerce avec nous est favorisé par la nature, plus nous gagnons à échanger avec lui. Nous obtenons en effet toujours gratuitement d'autant plus de choses que la nature s'est montrée plus prodigue envers lui ; et les marchés les plus avantageux sont ainsi faits par les pays les plus pauvres. En dehors de celà, le libre-échange amène encore l'abondance, en permettant d'avoir en face de soi un marché mondial au lieu d'un marché borné aux limites naturelles ou politiques de la nation. Or, il est de toute évidence que l'on trouve toujours plus facilement le placement de sa marchandise dans un marché étendu que dans un marché restreint, et surtout que l'on peut se procurer plus aisément ainsi et à meilleur compte tous les objets désirés. Il ne faut pas craindre enfin, comme le disent encore les partisans de la protection, que tout le monde se ligue pour ne pas acheter une certaine sorte de produits, car il en pourrait être exactement de même avec le marché national.

En réponse à ces arguments, les protectionnistes prétendent assimiler les échanges à la guerre, où le plus fort accable le plus faible. Mais là encore ils font erreur. Que, dans les batailles, le vainqueur écrase le vaincu, que toute mort humaine soit une source d'affaiblisse-

(1) Bastiat, *Œuvres complètes*, tome V, page 394

ment, c'est certain. Mais il n'y a rien de semblable dans le libre échange. Il se peut évidemment que la supériorité du pays exportateur provoque des pertes dans l'industrie similaire du pays importateur, mais à côté de cela elle lui permettra une économie de travail tout en lui laissant les mêmes satisfactions. La supériorité de l'exportateur vient en effet de ce que ses avantages naturels sont plus considérables. Et, en définitive, le consommateur bénéficiera des avantages de l'étranger par le bon marché de ses produits. C'est ce que Bastiat résume ainsi : « Dans la guerre ; le plus fort accable le plus faible. Dans le travail, le plus fort communique de la force au plus faible. Cela détruit radicalement l'analogie » (1), et aussi « En guerre, les plus forts tuent les plus faibles. En industrie, ils les servent en leur épargnant une inutile déperdition de travail » (2).

Les protectionnistes disent aussi que sous le libre échange des industries nationales pourront totalement disparaître et que l'étranger, pour ce genre de production, nous dominera. Le raisonnement qui précède annihile déjà cet argument. Puis, même, si l'une de nos industries disparaît, le travail utilisé ne disparaîtra pas, il sera simplement employé autrement, de façon à créer la contre-valeur de la marchandise étrangère importée. Il restera même encore ainsi du travail disponible, donc

(1) Bastiat, *Œuvres complètes*, tome IV, page 269.

(2) Bastiat, *Œuvres complètes*, tome VII, page 121.

une autre source de richesse en puissance. Nous créerons en effet sans effort une valeur que la nature nous fournit déjà en grande partie. Nous accomplirons plus aisément un travail plus approprié aux avantages naturels de notre sol. Ainsi donc la liberté reste bien supérieure à la protection et satisfait le consommateur.

Parfois le libre-échange provoque une hausse des prix, cela pourrait donner des doutes sur l'étendue de ses bienfaits pour la multitude ; et les protectionnistes de triompher. Mais, si l'on regarde de près ce phénomène, l'on décèle bientôt sa véritable cause. Le prix dépend du rapport de l'offre et de la demande. Il peut ainsi hausser dans deux cas bien distincts : d'abord, lorsque l'offre diminue, c'est ce qui se produit la plupart du temps quand on instaure la protection, et c'est le but même que se propose cette méthode, mais aussi lorsque la demande augmente et c'est ce que peut déclencher le libre-échange, en accroissant la richesse générale. Par contre, il diminue lorsque la demande diminue, ce qui se produit dans la protection qui appauvrit le consommateur en lui faisant surpayer sa subsistance, et il diminue aussi lorsque l'offre augmente, ce qui est le résultat du libre-échange, qui admet sur le marché les fournitures du monde entier. Il est clair qu'ici encore, même si le prix s'élève sous la liberté, c'est l'intérêt des consommateurs, puisque cette élévation provient de l'accroissement de leurs richesses. Naturellement, d'autre part, et je n'y reviens pas, si c'est

le bon marché qui se produit, c'est aussi l'intérêt des consommateurs. Donc, peu importe l'influence de la mesure sur le prix il ne faut pas tenir compte des prix absolus, mais seulement du résultat pour l'acheteur, et à ce point de vue aussi il a tout avantage au libre-échange.

Bastiat envisage également à plusieurs reprises la position du consommateur sous un aspect légèrement différent : « Toute faveur du tarif, dit-il, entraîne nécessairement, 1° un profit pour une industrie, 2° une perte égale pour une autre industrie, 3° une perte égale pour le consommateur (1) » et pour faire cette démonstration il se base sur divers exemples. Il expose ainsi que lorsque des Anglais peuvent fournir un couteau pour deux francs, alors qu'en France on ne peut acquérir le même objet qu'avec trois francs, si le coutelier français obtient d'être protégé, c'est-à-dire empêche l'entrée du couteau anglais, les résultats sont les suivants : d'abord pour les deux francs, peu importe qu'ils aillent favoriser un coutelier ou un gantier, par exemple, il n'y a là qu'un changement de direction insignifiant ; mais pour le franc qui subsiste il est à n'en point douter gagné par l'industrie coutelière française mais il est en même temps perdu par la librairie française à qui l'on aurait acheté un roman, et il est perdu aussi par le consommateur français qui avec ses trois francs n'a qu'un couteau au

(1) Bastiat, *Œuvres complètes*, tome II, page 378.

lieu d'avoir un couteau et un livre. De ce côté-là encore, le consommateur est lésé par la protection.

Et qu'on ne vienne pas dire que la protection n'est que le préliminaire du libre-échange, car ce système ne laissera les échanges libres que lorsque les prix de l'étranger seront semblables aux nôtres, par conséquent lorsque l'échange ne sera plus d'aucune utilité pour nous. On peut être sûr alors que ces transactions n'auront pas lieu : donc condamner le libre-échange tant qu'il amène le bon marché, c'est le condamner entièrement et indéfiniment.

La protection nuit donc au consommateur par la cherté des produits, par la disette qu'elle entraîne, mais elle le grève aussi autrement. Lorsqu'on crée des droits de douane, il faut créer des organismes pour percevoir ces droits, il faut, à toutes les frontières, une armée de douaniers uniquement occupée à entraver la liberté des échanges. Or, qui va payer ces fonctionnaires ? l'Etat qui tire lui-même ses revenus de l'impôt, c'est-à-dire du consommateur. Ainsi, dans ce système, non seulement le consommateur paie ses produits plus cher, mais il verse de lourds impôts pour assurer le maintien de cette cherté. Puis, comme nous le verrons bientôt, l'Etat perd aussi dans le régime protecteur ; il lui faut alors, ses besoins ne changeant pas, se rattraper d'un autre côté, et c'est encore le consommateur qui fera les frais de cet impôt supplémentaire. Il est donc amplement prouvé que le libre-échange est l'intérêt de la consom-

mation et, réciproquement, que la protection lui est tout à fait désavantageuse.

Encore quelques mots néanmoins sur cette question, des protectionnistes redoutent que la liberté commerciale ne soit pas instaurée en même temps dans tous les pays, et que cela entraîne l'impossibilité, pour le premier pays libre-échangiste d'exporter ses produits. Mais c'est là une vaine crainte. Préoccupons-nous toujours du consommateur : son intérêt est évidemment la liberté des échanges, qui lui permet d'avoir, à meilleur compte tout ce dont il a besoin. Peu lui importe, que l'étranger veuille ou non agir aussi selon son intérêt véritable. S'il préfère acheter cher ce qu'il pourrait avoir à bon marché, tant pis pour lui. La protection prétend également qu'il faut égaliser les conditions de production, et par exemple, que si nos produits sont grevés de taxes, il faut prohiber le produit étranger jusqu'à concurrence de la valeur de cette taxe pour rétablir l'équilibre. Mais qu'est-ce à dire ? Le producteur payait un impôt et le consommateur aussi, maintenant le producteur ne paiera plus sa part qui sera payée par le consommateur. Ainsi donc, le consommateur paiera sa part, plus celle du producteur. Que devrait-on faire, au contraire pour se débarrasser des impôts trop lourds ? Le libre-échange : car, nous l'avons vu, à la longue, c'est le consommateur qui paye les taxes mises primitivement à la charge du producteur même indépendamment de toute production alors ainsi, c'est le consommateur

étranger qui paiera la taxe. Voilà les termes exacts de Bastiat : « Je dis que plus nos impôts sont lourds, plus nous devons nous empresser d'ouvrir nos portes et nos frontières à l'étranger moins grevé que nous. Et pourquoi ? Pour lui repasser une plus grande partie de notre fardeau » (1). De plus, les protectionnistes s'indignent que, dans les cas de disette, on achète des produits étrangers et qu'on exporte de l'argent pour les payer. Mais l'homme ne se nourrit pas d'or ; et, dans les cas envisagés, il fallait choisir entre deux maux : exporter des capitaux ou mourir de faim. Evidemment l'hésitation était impossible. Si d'ailleurs, le libre-échange avait été pratiqué de longue date, il est probable que l'exportation des capitaux aurait été remplacée par l'exportation de marchandises, ce qui est, certes, meilleur. Mais, si l'on a eu tort au début, il ne faut pas pour cela continuer. Voilà comment Bastiat justifie rationnellement cette assertion que le libre-échange est l'intérêt des consommateurs.

Et, il invoque encore, à l'appui de ses dires, des raisons de fait. D'abord, aussi bien en France qu'en Angleterre, poussé par la nécessité, on a dû recourir à des mesures libérales, tout en décrivant le libre-échange. Il en a été ainsi en France, lorsque les moyens de transport ont fait défaut entre Marseille et Lyon en 1846 ; et de même en Angleterre, on a dû abroger les lois sur

(1) Bastiat, *Œuvres complètes*, tome IV, p. 51.

les céréales à la suite de mauvaises récoltes. Les consommateurs, dans ces deux cas, furent plus forts que les producteurs, et le résultat ne se fit pas attendre. Et surtout, chaque fois que le peuple a été consulté sur la question, il s'est prononcé en faveur du libre-échange. Il en a été ainsi aux Etats-Unis, en Suisse où le peuple vote, chez les Hollandais qui sont républicains, chez les Italiens et les Anglais démocrates. Et, en France, chaque véritable referendum a ramené les tarifs à de justes proportions, a supprimé leur caractère protecteur. On peut ajouter encore l'exemple tiré de l'approvisionnement des grandes villes. On constate que les grandes villes sont remarquablement approvisionnées. Or cela n'est évidemment réalisable qu'avec la liberté qui est d'ailleurs guidée par l'intérêt. Il serait impossible d'arriver à un résultat aussi parfait avec une réglementation même très bien faite. Il en est de même pour l'approvisionnement des peuples. Ainsi donc, voilà l'intérêt du consommateur, à quelque point de vue qu'on se place, amplement démontré.

II

L'intérêt des producteurs non protégés est semblable à celui des consommateurs, eux aussi auraient tout avantage au libre-échange. En premier lieu, en effet, la protection ne peut développer une industrie qu'en restreignant d'autant l'industrie non protégée. Si, suivant l'exemple de Bastiat, avec quinze francs sous le libre-échange, un particulier peut acheter un article

de modes pour dix francs, et grâce à lui importer un quintal de fer belge et 2° avec les cinq francs de surplus se procurer un livre, la production nationale sera encouragée en tout de quinze francs. Si la protection vient prohiber le fer belge, le particulier livrera ses quinze francs au marchand de fer français, la production recevra toujours quinze francs, mais le libraire sera découragé dans la mesure des cinq francs qui profiteront au marchand de fer. Donc, ici perte déjà très nette pour le producteur non protégé et en tous points semblable à celle éprouvée par le consommateur.

De même, si l'on préfère présenter la chose sous une autre face : la protection amène la cherté, par conséquent limite la consommation au strict indispensable pour vivre et alors les ateliers non protégés sont lésés. Et Bastiat de dire : « Le pain est hors de prix. Chacun emploie à s'en procurer tout ce qu'il gagne ; l'énorme dépense qui en résulte arrête la consommation en sorte que l'industrie souffre, les ateliers se ferment » (1). Puis, dans le système prohibitif l'industrie non protégée vendra ses matières premières, comme le fait, par exemple l'agriculture au prix de la concurrence et les rachètera ensuite au taux du monopole, d'où seconde perte, et en ne considérant que des entreprises déjà existantes, car, pour la création d'entreprises, c'est bien pis. En effet, la protection se plaint de la rareté des capitaux

(1) Bastiat, *Œuvres complètes*, tome II, page 110.

qui nous place en état d'infériorité vis-à-vis de l'étranger. Il semblerait alors normal de chercher à obtenir un rendement meilleur des capitaux dont nous disposons. Or, que fait la protection ? Elle diminue encore leurs possibilités. Il est clair qu'élevant le prix de tout ce qui est indispensable au premier établissement d'une entreprise, elle gênera et même très souvent empêchera complètement sa création. C'est donc, à cet égard, la mort du producteur non protégé. Ensuite, le producteur non protégé achète sa nourriture plus cher que sous le libre-échange ; il ne peut donc pas accumuler des capitaux qui lui permettraient de se développer ; et il perd encore ses débouchés à l'étranger car les services s'échangeant contre des services si l'on importe pas, on n'exportera pas non plus. Enfin, le dernier perfectionnement de la douane consiste à taxer les produits importés suivant leur usage. A cet égard, alors le producteur non protégé sera annihilé, car une telle réglementation suppose des contrôles très minutieux des agents des douanes, l'exercice à l'usine, la production des livres, en un mot enlève, à ceux qui y sont assujettis, toute liberté. Les producteurs non protégés sont donc victimes de tous côtés de la protection et ont, par conséquent, tout lieu d'aspirer à la liberté des échanges.

III

L'Etat au moins profite-t-il de ce système ? Non, lui aussi en est dupe. D'abord, c'est la richesse des indi-

vidus qui fait la richesse de l'Etat, or, la protection appauvrit le consommateur, elle doit donc entraîner un appauvrissement de l'Etat. Il faudrait au contraire favoriser la consommation par le libre-échange ; ainsi, on assurerait des revenus plus forts à l'Etat. Les Anglais, et Robert Peel en particulier, comme dit Bastiat, l'avaient compris à son époque. « C'est une politique qui a été constamment suivie depuis la paix, soit par les Whigs, soit par les Torys, que de chercher, dans la diminution des taxes des ressources pour le trésor. Seulement, ce que les précédents cabinets avaient fait pour les taxes intérieures (et je citerai entre autres la réforme postale) Sir Robert l'a appliqué aux droits de douane. Par là il a introduit un germe de mort au cœur du régime prohibitif » (1). Puis, la protection paralyse complètement la douane fiscale. Les partisans de ce régime le reconnaissent d'ailleurs franchement. Il est évident que, comme le but de la protection est d'empêcher l'entrée des produits étrangers, l'Etat ne pourra pas percevoir d'impôts sur eux. Pour qu'un impôt fasse un effet quelconque, il lui faut un objet à taxer, or, dans le cas envisagé, cet objet fait défaut ; d'où déficit pour l'Etat. Il arrive même sous ce régime ce fait curieux que l'Etat perdra sur le produit français protégé, fabriqué et vendu en France, et gagnera sur le produit étranger, s'il vient à pénétrer chez nous au même prix que le produit

(1) Bastiat, *Œuvres complètes*, tome I, p. 351,

français protégé. Car, dans le premier cas, la hausse amenée par la protection va dans la poche du protecteur protégé, à supposer que celui-ci y trouve un égal bénéfice, mais certainement est perdue par l'Etat ; et dans le second cas, c'est l'Etat qui profite de la différence existant entre le prix que fait payer l'exportateur étranger et celui que débourse le consommateur français. Enfin, comme nous le dirons plus loin, le régime prohibitif est le meilleur ferment de discordes internationales et de guerres. Pour se prémunir contre ces calamités, il faut entretenir une forte armée et une forte marine. Qui supportera encore ces charges ? L'Etat : d'où nouvelle source de déficit pour lui. Bref, bien des gens consentiraient à affermer à l'Etat ses droits de douane sur un produit pour un prix cinquante fois supérieur à leur rapport sous le régime prohibitif, à la seule condition qu'on établisse le libre-échange. Et Bastiat s'écrie : « Que le monopole ne parle donc plus du Trésor, qu'il opprime comme il opprime le consommateur » (1). Ajoutons encore que le libre-échange soulagerait l'Etat de l'énorme responsabilité qu'on lui impose, en voulant lui faire répartir justement, entre tous, les profits. Désormais, il serait libre d'agir et chacun ne pourrait plus s'en prendre à lui de son inexpérience.

Ainsi, consommateurs, producteurs non protégés, Etat, tous ont intérêt au libre-échange, c'est donc l'in-

(1) Bastiat, *Œuvres complètes*, tome VII, page 95

térêt général, de toute évidence, d'ailleurs, puisque cela revient à dire que pour tous il vaut mieux acheter à autrui ce qu'il en coûte plus cher de faire soi-même.

Pour en terminer avec cette première question, c'est-à-dire, surtout avec la justification du libre-échange par l'intérêt des consommateurs, car Bastiat n'a considéré qu'accessoirement, et comme une sorte de corollaire de sa première démonstration, le rapport de la liberté des échanges avec les producteurs non protégés et l'Etat, il nous reste à voir dans quelle mesure notre auteur a fait œuvre nouvelle.

Par rapport aux économistes français de l'époque, il a le premier considéré véritablement le consommateur comme la base, le pivot de toute étude économique et spécialement de l'étude des relations internationales, et, partant de cette idée, il revient sans cesse au consommateur, et répète dans tous ses écrits et dans tous ses discours que le libre-échange est leur avantage. Mais, en France, il n'a innové que de cette façon. Les physiocrates, et parmi eux, spécialement Quesnay avaient déjà fait observer que les droits de douane à l'importation étaient payés par les consommateurs ; ils avaient repoussé également l'idée de réciprocité nécessaire et d'utilité de représailles contre les pays étrangers protecteurs. Mais ces mêmes physiocrates ne considéraient le commerce extérieur que comme un pis aller, comme un mal nécessaire, le troc n'amenant pour eux qu'une perte ; le gain du commerçant, et ils ne s'occupaient pas

autrement du consommateur. Say considérait que le centre de toute organisation était l'entrepreneur et il basait son libre-échange sur sa loi des débouchés ; « Les produits s'échangent contre les produits ». Bastiat a élargi cette dernière formule en disant : « Les services s'échangent contre les services » mais n'en a pas fait l'assiette de toute sa théorie. Say avait aussi exposé le principe de la gratuité des agents naturels. Enfin, Dunoyer admirait surtout la liberté en général et démontrait ses bienfaits sur la généralité des hommes, sans distinguer spécialement les consommateurs. Les socialistes n'admettaient pas l'organisation sociale existante. Ainsi, chez nous, l'idée n'est pas nouvelle, il n'y a de nouveau que la façon de la présenter, que la place et l'importance qui lui est donnée.

Mais cette prééminence même donnée à la question par Bastiat lui avait été suggérée. Elle lui venait d'Angleterre, non d'Adam Smith qui ne s'intéressait guère qu'aux producteurs et voulait pour eux la liberté des échanges, et demandait la taxe des produits étrangers quand les nationaux en étaient grevés, ni de Ricardo qui reconnaissait que le libre-échange provoquait le bon marché, mais n'y voyait que le maintien possible des profits du producteur, mais bien de la Ligue anglaise et de Richard Cobden ; si nous nous reportons en effet aux discours des Ligueurs, nous retrouvons à chaque instant, les consommateurs ; ils sont les victimes de la protection ; ils veulent et ont intérêt au

libre-échange. Bastiat à même purement et simplement reproduit un argument anglais quand il a montré la prohibition amenant la mauvaise cherté et le mauvais bon marché, et le libre-échange ayant des effets diamétralement opposés quel que soit son effet sur les prix absolus.

Bref, Bastiat n'a fait ici que développer en France un argument déjà mentionné, en suivant les directives données par les Anglais.

B

LE LIBRE-ÉCHANGE EST SEUL JUSTE VIS-A-VIS DE TOUS

L'ÉCHANGE LIBRE EST D'AILLEURS UN DROIT NATUREL

ET UNE FORME DE LA PROPRIÉTÉ

Bastiat a beaucoup insisté également sur le fait que le libre-échange est seul juste vis-à-vis de tous. Il a surtout ici procédé par antithèse : critiquant violemment toute l'injustice du système protecteur. La protection ne peut, en effet, donner aux uns qu'en prenant aux autres « Il n'y a donc pas eu création, dit-il, mais translation injuste de richesses » (1). On ne peut pas raisonnablement favoriser les uns aux dépens des autres, l'on devrait au contraire s'efforcer de traiter tous les citoyens de la même façon. La protection, de ce côté, est bien une véritable spoliation. Notre auteur considère en effet que la spoliation est passée par divers états successifs : d'abord le vol pur et simple qui a été organisé plus tard et développé par la guerre, puis l'esclavage consistant par un raffinement de la première méthode, à profiter sans aucune compensation, des travaux des vaincus, le régime féodal, qui est une

(1) Bastiat, *Œuvres complètes*, tome I, p. 472.

forme un peu atténuée du servage ; l'exploitation de la crédulité publique par l'abus des diverses religions , enfin les monopoles et la protection qui sont les formes actuelles plus détournées certes, mais semblables en leurs résultats et aussi odieuses à l'esprit de justice. Par exemple, si un droit de douane prohibe l'entrée de la viande étrangère, il en résultera bien une spoliation faite par les bouchers aux dépens du public forcé d'acheter sa nourriture au taux du monopole. Si encore on pouvait protéger également tout le monde, l'injustice n'apparaîtrait pas, il n'y aurait qu'une disette générale qui, pour être pernicieuse, pèserait au moins également sur tous. Mais il ne peut pas en être de la sorte ; la douane n'atteint et ne peut jamais atteindre que des objets matériels ; il faut donc, pour qu'une profession puisse être protégée de cette façon que les services qu'elle rend s'incorporent dans un objet, un produit matériel. Or beaucoup de métiers n'offrent pas ce caractère. D'abord tous ceux qui veillent à notre sécurité : ministres, militaires, marins, gardes de toutes sortes, juges, par exemple ne peuvent être ainsi protégés, le même raisonnement s'applique à tous ceux qui exercent des professions libérales : notaires, avoués, médecins, greffiers, artistes, professeurs, prêtres, à ceux qui ne font que distribuer les richesses : banquiers, négociants, assureurs, voituriers, à ceux qui font un travail qui se consomme sur place et immédiatement : tailleurs, cordonniers, maçons, jardiniers, à ceux qui

s'adonnent à des travaux dans lesquels notre pays excelle tout particulièrement : vigneron, fabricants d'articles de Paris, enfin et surtout aux ouvriers. Il est certain que la classe ouvrière forme la plus grosse partie de la population. Or, la prohibition douanière ne s'intéresse qu'à des articles produits par de gros fabricants, et n'interdit jamais la main d'œuvre étrangère. Donc la plus grosse partie de la population est injustement lésée. Bien plus, même à l'égard des industries protégées, la protection ne peut réaliser un véritable équilibre, elle n'en a pas d'ailleurs la prétention. Certaines personnes veulent, au besoin, la libre concurrence, c'est-à-dire l'application du libre-échange pour les matières premières, sous prétexte qu'elles sont vierges de tout travail humain, donc susceptibles d'en engendrer, et la protection pour les objets fabriqués, qui ne peuvent plus servir au travail national. Or, cette idée est fausse ; on ne paye jamais dans un produit que le travail qui y est incorporé et non les dons de la nature ; elle est encore souverainement injuste, car on ne peut trouver aucun motif plausible pour traiter différemment les producteurs selon le stade de leur production. Ainsi la protection, ne pouvant pas, ou ne voulant pas protéger tout le monde, est d'une criante iniquité. Quand on veut encourager une industrie, deux systèmes s'offrent au législateur : ou bien la prohibition dont nous venons de parler, ou bien le système des primes, qui consiste à donner aux entreprises des subventions que l'on se

procure par des impôts. Ce second procédé est injuste lui aussi puisqu'il crée des inégalités, mais il est moins mauvais que le précédent, car au moins tous participeront au paiement de l'impôt qui sera le complément de cette mesure. Si donc il fallait choisir, mieux vaudrait encore prendre les primes, qui ont aussi pour avantage de montrer plus clairement l'injustice qu'elles accomplissent.

Qu'on ne cherche pas à prétendre d'ailleurs que l'injustice de la protection disparaît, du fait qu'elle est permise et voulue par la loi. Le principe reste toujours en effet, de « prendre législativement aux uns pour donner aux autres » (1) ; la loi intervenant pour sanctionner une injustice ne saurait la détruire. Cela a pour seul effet de rapprocher beaucoup la protection du communisme qui veut, lui aussi, que l'Etat assure par ses lois ce qu'il considère, comme la prohibition, être une juste répartition des richesses, et à ce point de vue, d'en faire l'avant-coureur de cette forme du socialisme. La seule conséquence de ce système est aussi de rendre plus immoral l'acte des monopoleurs. Il est déjà immoral et injuste de prendre sans raison de l'argent à autrui mais c'est bien pis quand on se sert pour cela de douaniers payés en grande partie par les opprimés eux-mêmes. On arrive donc à ce résultat au moins étrange de spolier ses semblables en leur faisant payer

(1) Bastiat, *Œuvres complètes*, tome IV, page 295.

les auxiliaires indispensables à cette inique entreprise.

Ce système de spoliation légale a aussi l'inconvénient d'effacer ou tout au moins d'estomper dans les consciences la notion du juste et de l'injuste. Le rôle de la loi devrait être d'assurer partout et de toutes façons la justice pour tous, c'est-à-dire ici la liberté des échanges et c'est un vrai détournement de pouvoir qu'on accomplit en la transformant en adjuvant de la protection. Il ne faut pas dire non plus que le système protecteur, s'il lèse les uns avantagé les autres, et ainsi en définitive rétablit l'ordre détruit et perd tout caractère inique ; c'est là un argument spécieux. L'injustice exactement consiste à prendre aux uns pour donner aux autres ; peu importe que l'on donne autant que l'on prend. C'est le déplacement de richesse qui est contraire à l'équité parce qu'il est artificiel et ne correspond à rien de raisonnable.

Les protectionnistes prétendent aussi qu'il y a opposition entre l'égalité et la liberté et, se trouvant forcés d'opter entre l'une et l'autre, ils préfèrent l'égalité qui pour eux va de pair avec la prospérité, et sacrifient la liberté qui se confond ici avec la justice.

Et alors qu'arrive-t-il ? « Pierre rencontre Paul et lui dit : « Mon ami, je fais de la toile et je vous en vendrai pourvu que vous me permettiez de mettre la main dans votre poche et d'en retirer un prix qui me satisfasse. » Paul répond « Ne prenez pas cette peine je sais quelqu'un qui me donnera de la toile à moitié prix ».

De quel côté est le bon droit ? La loi tranche la question en mettant au service de Pierre la baïonnette du douanier » (1). Donc, cette théorie est contraire à l'équité et de plus les faits prouvent qu'il n'y a aucune antinomie entre justice et liberté, égalité et prospérité. Voilà donc l'iniquité de la protection prouvée vis-à-vis des nationaux, mais son caractère reste le même vis-à-vis des différents pays, les uns par rapport aux autres. Cela provient d'un « perfectionnement » de la douane : le système des droits différentiels. Dorénavant, on ne taxe plus uniformément tous les produits exotiques : on varie selon le pays de provenance, en tenant compte du cours des produits dans le pays d'origine, de la distance plus ou moins considérable qui nous sépare et aussi des relations plus ou moins courtoises que nous entretenons avec lui. On conçoit de la sorte l'énorme part laissée à l'arbitraire dans des tarifs ainsi établis. C'est bien le moyen le plus sûr d'être souverainement injuste vis-à-vis de tous et d'amener, mentionnons-le en passant, des difficultés internationales. Bref, complications et iniquités, voilà ce qu'entraîne ici le système protecteur.

Que faut-il donc pour obtenir la justice vis-à-vis de tous ? La liberté, la liberté des échanges « Quand aucune violence, aucune restriction, aucune fraude, ne vient altérer l'équivalence des services prétend Bastiat,

(1) Bastiat, *Œuvres complètes*, tome VII, page 65.

on peut dire que la justice règne » (1) Et il invoque spécialement deux raisons à l'appui de cette idée et comme complément au simple fait de l'antithèse naturelle existant entre les effets de la protection et ceux du libre-échange. D'abord libre-échange, c'est abondance et abondance c'est bon marché : Bastiat montre maintenant que bon marché c'est égalité et justice universelle. En effet, on le constate aisément, devant les choses qui existent en quantité illimitée, l'air par exemple, nous sommes tous parfaitement égaux, jamais, les plus déshérités du sort n'ont pu se plaindre de ne pas respirer à satiété. L'eau, qui est un peu moins répandue et qui suppose une légère dépense, nous classe déjà, si je puis dire, un bien un peu plus rare ne serait permis qu'à certains et ainsi l'égalité qui se confond bien là avec la justice dans la répartition est en raison directe de l'abondance des choses. Puis le libre-échange impartial dispensateur des biens, conserve ce même caractère vis-à-vis des charges. Avec lui, comme on l'indiquera par la suite, il n'y aura plus besoin d'armée ni de marine, et l'Etat n'aura plus que des fonctions très délimitées et très restreintes ; alors il ne restera que très peu d'impôts. Les impôts ne sont nombreux et excessifs qu'en raison des attributions beaucoup trop élargies de l'Etat, d'où complications et rouages administratifs multiples et abusifs ; limiter les travaux du

(1) Bastiat, *Œuvres complètes*, tome VI, p. 482.

gouvernement, c'est donc limiter les taxes et le résultat d'une telle politique sera la meilleure et la plus juste répartition de toutes ces taxes. L'on conçoit et constate fort bien en effet que, lorsque les impôts sont trop nombreux, il devient impossible de les faire peser également sur chacun, ne serait-ce que par l'obligation où l'on se trouve de prendre l'argent où on peut l'atteindre en plus grande quantité, c'est-à-dire de taxer en bloc les masses. Avec le libre-échange et des charges légères, plus rien de semblable : il suffit d'une contribution unique que l'on peut sans aucune peine répartir équitablement. Par contre, à ce point de vue, on s'en souvient, le système protecteur tend à faire retomber, sous prétexte d'égaliser les conditions de production, l'impôt du producteur sur le consommateur qui paye ainsi deux taxes. Enfin, il est facile à comprendre que, dans ces conditions, puisque le libre-échange se pose comme une question de justice et comme un élément essentiel de la justice, on ne puisse pas transiger, et à aucun prix, avec la protection. Cette raison de justice devrait être suffisante pour rallier tout le monde à la doctrine libre-échangiste.

D'ailleurs, la liberté des échanges est un droit naturel. Notre conscience ne peut pas se représenter ce qu'il y a d'inique et d'immoral dans le fait, pour un artisan français d'échanger le produit de son travail quotidien contre une marchandise étrangère plutôt que contre une marchandise nationale. Dans tous les pays où

la loi n'a pas prohibé ce trafic, on le considère comme parfaitement honnête et on cherche à lui conserver une entière liberté. Est-ce parce que la loi l'a interdit chez nous que cet acte va changer de caractère ? Non, bien-entendu cela prouvera simplement qu'elle a été mal faite, qu'elle a manqué son but véritable ou s'est détournée de ses fins premières. Si l'échange international était immoral, il le serait en tous temps et en tous lieux. L'échange libre est un droit ancré au plus profond de nous-mêmes, comme le droit de propriété. Écoutons Bastiat : « Ainsi qui nous l'avons dit dans notre programme, nous considérons l'échange, non seulement comme un corollaire de la propriété, mais comme se confondant avec la propriété elle-même, comme étant un de ses éléments constitutifs. Il nous est impossible de concevoir la propriété respective de choses que deux hommes ont créés par le travail, si ces deux hommes n'ont pas le droit de les troquer, l'un d'eux fut-il étranger » (1). On ne peut pas se considérer comme véritablement propriétaire de son œuvre si l'on ne peut aussi bien l'échanger avec un étranger qu'avec un compatriote : d'autant plus que ce qui pousse à cet échange international, c'est un avantage naturel et évident. Être propriétaire d'une chose c'est pouvoir s'en servir, soit directement, en l'utilisant ou même en la consommant, soit indirectement, en l'échangeant. Si

(1) Bastiat, *Œuvres complètes*, tome II, p. 249.

donc on veut limiter les possibilités d'échanger une chose, on attente par cela même au droit de propriété. Et Bastiat insiste surtout sur le fait qu'on supprime ainsi la libre disposition du fruit du travail des ouvriers. Le manœuvre qui s'est fatigué tout le jour, doit pouvoir tirer le meilleur parti possible de ses peines et il est inadmissible que la protection vienne limiter pour lui ce droit primordial.

Bastiat a donc étudié l'injustice de la protection, les raisons que la liberté avait au contraire d'amener la juste répartition des profits et des charges, enfin il a identifié la liberté des échanges avec le droit de propriété. Est-ce lui qui, pour la première fois, a envisagé la question sous cet aspect ? Examinons ce point en France d'abord et ensuite à l'étranger.

En France, les physiocrates ne se sont pas spécialement préoccupés de la justice dans le laissez-passer ; surtout pour cette raison qu'ils ne considéraient le troc que comme une perte de richesse en faveur du commerçant. Le Trosne cependant, souhaitait que les pays entre eux agissent équitablement et cherchent à s'entr'aider. Say ne s'y est pas beaucoup attaché non plus et surtout il douta toujours de l'équité de la répartition des richesses. Dunoyer ne pouvait également pas voir la justice pour tous dans le libre-échange, puisqu'il ne comptait pas les commerçants pour des producteurs, déniaut à leurs occupations toute utilité véritable. Tous, par contre, défendaient avec ardeur le droit de propriété et

plus simplement la propriété, mais ils n'y rattachaient pas d'une façon spéciale le libre-échange. Enfin les socialistes ne voyaient qu'injustice, mauvaise répartition et illégitimité de la propriété.

Donc, vis-à-vis de notre pays, Bastiat s'est montré ici novateur. Il ne le fut peut-être pas entièrement puisqu'il ne s'agissait, au moins pour la propriété, que d'en creuser plus avant la notion, mais personne ne pouvait avoir et n'avait, en France, mis ces idées aussi en relief avant lui.

Cependant, si ce fut une innovation pour la France, ce ne fut pas de la part de notre auteur une invention. Il trouva ici encore ces arguments en Angleterre, un peu chez Smith déjà, qui considérait la protection comme une atteinte à la propriété, et s'attachait surtout, comme Bastiat plus tard, à faire ressortir le fait vis-à-vis du travail des ouvriers. Mais plus encore comme il l'avait déjà fait pour son premier argument, chez Cobden et ses Ligueurs. Ces derniers en effet, ont insisté beaucoup sur ces mêmes considérations. Malgré cela, Bastiat n'a trouvé chez eux que les germes et quelques parcelles de sa théorie.

Aussi peut-on dire que, pour cette seconde question, il a approfondi, poussé à bout, systématisé et introduit en France, une idée émise d'abord sur des points particuliers par les Anglais.

C

LE LIBRE-ÉCHANGE DONNE SEUL UNE DIRECTION NORMALE
AU TRAVAIL ET AU CAPITAL ET UNE BONNE DIVISION
DU TRAVAIL

Au point de vue de la direction du travail, Bastiat insiste surtout sur le fait que la protection déplace anormalement la main d'œuvre, et tend aussi à donner à l'industrie une impulsion différente de celle qu'elle reçoit de son propre intérêt. Nous avons déjà vu, en effet, que le régime prohibitif prenant aux uns pour donner aux autres, retirait à un commerce ce qu'il donnait à un autre ; par conséquent, il oriente ainsi le travail d'une façon tout à fait arbitraire. S'il n'y avait encore qu'un déplacement de travail, sans perte définitive pour qui que ce soit, si le travail nouveau créait autant de valeur que l'ancien, peut-être le régime restrictif serait-il, sur ce point au moins, soutenable, mais il n'en est pas du tout ainsi. Le travail déplacé est en réalité un travail dévoyé.

D'abord il n'y a pas de la sorte création d'un travail nouveau ; c'est ainsi que, comme le montre Bastiat d'une façon très vivante, le fait de combler un canal reliant

deux villes et de le remplacer par une route, sur laquelle le commerce se développe, n'est qu'un déplacement de travail, car à l'époque du canal, ce commerce se serait tout aussi bien fait mais ailleurs, et le travail des ouvriers qui construisaient la route aurait été employé aussi d'une autre façon. Puis, surtout, il y a fausse direction donnée ainsi au travail, puisque la protection doit employer la force pour pouvoir se maintenir. Qu'on essaye, seulement par la persuasion, de changer le cours des occupations, qu'on propose aux uns de perdre pour faire gagner les autres, et l'on peut être sûr d'un échec si le gendarme n'est pas là pour forcer à obéir. Pourquoi donc en est-il ainsi ? D'abord c'est certain, parce que l'on n'admet pas de bon gré d'être dépouillé sans raison en faveur d'autrui ; mais aussi parce que le résultat de la mesure va être de faire perdre tous les avantages que la nature pouvait fournir dans le pays considéré, d'où accroissement de travail inutile pris, d'ailleurs, à une autre industrie, où il avait un rendement bien supérieur. Le seul résultat de la loi protectrice, comme le dit notre auteur « c'est de substituer une direction artificielle à la direction naturelle du travail ; c'est de le forcer à solliciter un agent avare de préférence à un agent libéral ; c'est en un mot de le diviser, de le disséminer, de le dévoyer, de le mettre aux prises avec des obstacles supérieurs, mais jamais d'en accroître (1) »

(1) Bastiat. — *Œuvres Complètes*, tome I, page 273.

Puis, la protection va aussi, de cette manière, faire sortir les capitaux des entreprises où ils s'accroissaient pour les mettre là où ils seront détruits. En effet, on ne va pas soutenir de bonnes industries, des industries qui donnent de bons dividendes ; celles-là n'ont pas besoin qu'on les aide, elles fonctionnent d'elles-mêmes. Celles qu'on va encourager seront par conséquent des industries mauvaises, en pertes. Peut-être encore, par hasard, l'aide ainsi fournie suffira-t-elle à rendre ces organisations prospères et à leur faire gagner, en partie au moins, ce qu'auront perdu les bonnes maisons, mais la plupart du temps il n'en sera pas ainsi. Quand l'Etat décide de subventionner une entreprise, c'est presque toujours parce qu'elle est très déficitaire et alors on tendra tout simplement à assurer à l'industrie privilégiée ses frais rigoureux. Ainsi donc, le capital déplacé qui autrefois, sous le régime libre, rapportait de gros intérêts, c'était la raison d'être de son emploi dans cette industrie, ne va plus rien rapporter ; bien heureux encore s'il ne finit pas par sombrer complètement avec l'usine à laquelle il est artificiellement attaché. Remarquons aussi qu'en agissant de cette manière, tous les travaux, même les plus fastidieux et
* ridicules, comme par exemple, la création d'une entreprise pour dessaler l'Océan, pourraient devenir possibles. Naturellement, d'ailleurs, ce sera le public qui supportera à la fin tous les frais, toute la perte, provoqués par ce malheureux procédé. Et Bastiat parlant d'une association espagnole pour la « défense du travail national » résume

bien son opinion au point de vue qui nous occupe, en disant : « L'objet qu'elle a en vue est celui-ci : étant donné un capital et le travail qu'il peut mettre en œuvre, les détourner des emplois où ils donneraient du profit pour les lancer dans une direction où ils donneront de la perte, sauf, par une taxe déguisée, à reporter législativement cette perte sur le public » (1). La protection n'amenant d'autre part, ces détournements de travail et de capital que par la force, il faudra, sous peine de déclencher de terribles perturbations dans toute l'économie d'un pays, maintenir la prohibition indéfiniment, et malgré celà, la production nationale n'aura pas de bases solides puisqu'il suffirait de la suppression d'un tarif pour tout transformer. Ainsi donc, c'est bien une mauvaise et fragile direction que la protection donne au travail et au capital.

Que va faire par contre ici, le libre-échange ? Il va d'abord donner une direction normale au travail, puisqu'il laissera chacun absolument libre d'exercer ses facultés à sa guise. Il pourrait être nuisible s'il ne parvenait ainsi qu'à créer des activités divergentes désordonnées et, si l'on peut dire, anarchiques. Heureusement l'expérience prouve qu'il n'en est rien, et qu'au contraire, toutes ces forces libres tendent à se coordonner pour arriver à tirer le meilleur parti de toutes leurs facultés et des avantages qui leur sont offerts gratuitement par la nature. C'est la

(1) Bastiat. — *Œuvres Complètes*, tome II, p. 429.

concurrence corollaire du libre-échange, qui amène ce merveilleux résultat « Sous un régime libre, dit Bastiat, chacun est non seulement porté, mais contraint à tirer le meilleur parti de ses pensées, de ses facultés, de ses capitaux et des avantages naturels qui sont à sa disposition. Il y est contraint par la concurrence » (1). Grâce à la concurrence, en effet, tant que nous n'aurons pas découvert l'emploi où nous sommes le plus aptes, nous n'arriverons pas à nous procurer toutes les richesses que nous convoitons ; d'autres faisant mieux que nous, nous nous trouverons dépourvus. Or, notre intérêt personnel nous pousse à acquérir beaucoup en donnant peu, et pour ce faire, nous chercherons ce qui nous rapporte le plus, c'est à dire ce que nous faisons le mieux. Donc la concurrence et notre intérêt nous obligeront à tirer le maximum de nos aptitudes, et, par suite, à bien diriger nos efforts. Ce système aura de plus l'avantage de la stabilité que nous avons vu manquer totalement au régime prohibitif. Nous serons bien « forcés » ici comme sous la protection, d'exercer tel métier de préférence à tel autre, mais la contrainte viendra d'éléments naturels et non de lois. Or, si les lois sont à la merci d'une assemblée, il n'en est pas de même de la nature qui, elle, est immuable. Par conséquent, la permanence des industries nées de la liberté sera aussi complètement assurée.

A cela les protectionnistes répondent que le libre-

(1) Bastiat. — *Œuvres Complètes*, tome II, p. 412.

échange et la concurrence amèneront dans chaque pays, le développement d'un seul genre d'industrie, à l'exception de toutes les autres et que cette spécialisation excessive peut avoir de graves inconvénients. Mais, d'abord, la prospérité de l'agriculture amène le développement de l'industrie et vice-versa ; les diverses formes d'activité humaine sont interdépendantes, puis, malgré tout, il y a toujours avantage à employer sur place les matières premières existantes, et enfin une grande industrie voisine n'empêche pas le développement d'une petite industrie à côté d'elle. Par conséquent, pour la direction du travail, on a tout avantage au libre-échange.

Il permet aussi la division du travail. Nous savons déjà qu'il amène l'abondance, l'abondance elle-même, pousse au développement de la population ; et plus la population s'accroît plus est grande la division du travail. Ce fait n'a pas besoin d'être démontré, l'observation suffit pour se rendre compte que plus il y a d'individus, plus ils sont amenés à se spécialiser. L'échange, de plus et l'échange libre surtout ne peuvent qu'aller de pair avec la séparation des occupations. Tout échange serait impossible et n'aurait d'ailleurs aucun intérêt si tous les hommes faisaient des choses semblables. Donc, et par l'accroissement de la population, et par son essence même, le libre-échange amène la division du travail. Reste alors à savoir quelle est la valeur de la division du travail à se demander si elle est oui ou non, avantageuse pour tous. Sur ce point, il est un fait certain : l'on réussit mieux

en se spécialisant qu'en voulant exercer par soi-même des professions multiples. D'abord, si l'on entreprend de créer un objet qui est l'œuvre habituelle d'un autre, l'on n'y parvient pas ou mal, au prix de gros efforts et bien moins avantageusement que si l'on s'était procuré cet objet en donnant à son exécutant normal une chose que l'on est accoutumé de faire. Et l'on peut appliquer aux services le même raisonnement qu'aux produits. Par exemple, il vaut mieux compter sur les intermédiaires, sur les commerçants que sur soi-même pour se procurer des matières premières. Il en est ainsi parce que le spécialiste acquiert un très grand degré d'habileté, qu'il économise beaucoup de temps par la continuité de ses occupations, enfin parce qu'il découvre à force de se préoccuper du même travail, des méthodes meilleures et plus expéditives pour l'accomplir. Il est aussi tout à fait normal que la division du travail amène de nombreuses personnes à coopérer à la fabrication d'un même produit et, dans ce cas, tous, intermédiaires ou autres, ont leur utilité et arrivent à d'excellents résultats. De plus, c'est l'échange et la division du travail qui poussent l'homme à se mettre en société et lui permettent de tirer de ses efforts des résultats surprenants. « J'ose dire, s'écrie Bastiat, que dans une seule journée il consomme des choses qu'il ne pourrait produire lui-même dans dix siècles » (1). L'échange libre avec la division du travail

(1) Bastiat. — *Œuvres Complètes*, tome VI, p. 24.

donnent aussi une économie de capitaux. Si chaque pays veut fabriquer tout ce qui lui est nécessaire pour vivre, il fabriquer tout ce qui lui est nécessaire pour vivre, il doit avoir un nombre considérable et très varié d'outils de toutes sortes tandis qu'avec la spécialisation chaque outil sert beaucoup plus et n'existe que dans un pays ; d'où économie considérable de capitaux puisque l'utilisation sera supérieure et le nombre moins considérable. La division du travail amène enfin une meilleure utilisation des avantages naturels inégalement répartis sur la surface du globe. Si par exemple, un terrain est fertile en blé, l'autre en vigne, et le troisième en pâturage, chacun des habitants de ces trois régions aura intérêt à utiliser la totalité de son fonds à l'usage auquel il est le plus propre, sauf ensuite à échanger librement une part de son produit contre une part du produit des deux autres. Si d'ailleurs leur avantage n'était pas là, ils auraient tôt fait de cesser d'échanger, or cela ne se produit jamais. Bref, pour résumer les avantages que l'on tire de l'échange, sur le point qui nous préoccupe : « Echange c'est division mieux entendue du travail, c'est application plus lucrative des capitaux, c'est coopération plus efficace des forces de la nature » (1).

Bastiat, sur cette question, a-t-il innové ? C'est ce qu'il nous faut voir maintenant. En France, d'abord, les physiocrates ont montré l'interdépendance existant entre

(1) Bastiat. — *Œuvres Complètes*, tome VII, p. 43.

les diverses grandes professions : agriculture, industrie et commerce ; ils l'examinèrent d'un point de vue un peu spécial, mais c'est à eux cependant que l'on est redevable de l'idée. Par contre, ils se sont peu rendu compte des bienfaits de la spécialisation et ne se sont pas préoccupés des effets du libre-échange sur la direction et la division du travail. Say étudia ces questions au point de vue de l'entrepreneur. Dunoyer fit surtout ressortir les avantages de la concurrence. Par contre, les socialistes repoussaient comme mauvaises et la concurrence et la spécialisation. Ainsi, chez nous, Bastiat trouvait déjà bon nombre de ses idées, mais vues sous un jour un peu différent.

En Angleterre, Smith a parfaitement montré à l'égard du travail l'extrême avantage de la spécialisation et Bastiat, d'ailleurs, s'en est expressément référé à lui pour cette partie de son argumentation ; mais il ne s'occupait que du travail. Il a fait ressortir aussi l'avantage du libre-échange pour se procurer d'abondants capitaux ; car seuls les particuliers économisent, et, si la protection permet à certains d'épargner, elle ne le fait qu'aux dépens des épargnes des autres. Il a exposé aussi que l'intérêt personnel était bien supérieur à l'Etat pour guider les hommes là où ils avaient le plus à gagner. Ricardo a remarqué que le libre-échange amenait une division du travail très profitable. Cobden et la Ligue enfin ont précédé Bastiat en faisant constater la fausse direction donnée aux capitaux par la protection et toute la faiblesse

d'un régime, tenant à une simple législation artificielle.

Bref, Bastiat, ici, n'a pour ainsi dire en rien innové il n'a fait que coordonner et envisager spécialement au point de vue de l'échange, ces réflexions en n'y ajoutant que très peu d'aperçus personnels. Il s'est d'ailleurs assez peu étendu sur ces matières.

D

LE LIBRE-ÉCHANGE EST L'INTÉRÊT DES OUVRIERS
ET SUPPRIME LA LUTTE DES CLASSES

Vis-à-vis des ouvriers, le raisonnement des protectionnistes est le suivant : « Le travail constitue la richesse d'un peuple parce que seul il a créé les choses matérielles que réclament nos besoins, et que l'aisance universelle consiste dans l'abondance de ces choses ». Voilà le principe. « Mais il faut que cette abondance soit le produit du travail national, si elle était le produit du travail étranger, le travail national s'arrêterait promptement » (1). Et l'on conclut à la protection qui encourage les ouvriers. Mais il ne faut argumenter de cette façon. Il est certain d'abord, et nous l'avons constaté dès le début de cette étude, que la protection constitue un véritable obstacle artificiel ajouté aux obstacles naturels déjà nombreux que nous avons à vaincre. Par là elle entraîne une diminution dans la quantité de produits créés et par conséquent une diminution de satisfactions. Ainsi le régime prohibitif va appauvrir les travailleurs puisqu'il appauvrit tout le monde.

(1) Bastiat *Œuvres Complètes*, tome I, p. 235.

Il serait bien extraordinaire d'ailleurs, que les monopoleurs qui font les lois aient été par elles généreux envers les ouvriers au point de supporter à leur place la part de perte générale qui leur incombe inévitablement. Donc la disette, fruit de la protection, est une première cause de perte pour eux. Si l'on veut exposer d'une façon différente la même idée la prohibition va forcer les ouvriers à travailler plus pour obtenir autant. Ils seront comparables à un homme qui serait privé d'un de ses sens, la vue, par exemple, il mettrait beaucoup plus de temps ainsi qu'un homme normal pour accomplir la même tâche, il aurait plus de travail, mais le même résultat. Par conséquent, il y a bien là une perte indiscutable. Bastiat insiste encore sur ce point, et constate que la protection provoque des pertes semblables à une baisse des salaires, pour ainsi dire, légale. De plus encore, nous le savons, la prohibition amène la cherté à cause de la disette et, sous cet angle, c'est bien toujours un déficit qui en résulte. Les protectionnistes désirent bien l'abondance mais seulement si elle provient du travail national, mais en réalité, l'on paye toujours les marchandises, quelles qu'elles soient, et d'où qu'elles viennent, avec du travail national. La protection est aussi nuisible car elle pousse volontairement à créer ou à développer dans le pays des industries qui n'existaient auparavant qu'à l'étranger. De la sorte, nous n'achetons plus au dehors et nous ne pouvons plus exporter la contre-valeur de la marchandise que nous importions primitivement. Alors les ouvriers

des industries les plus en harmonie avec les avantages naturels du pays vont être dans la souffrance. Les faits d'ailleurs viennent corroborer cette assertion : car en France, pays agricole par excellence, ce sont les agriculteurs qui se trouvent dans le plus grand dénûment, et en Angleterre pays essentiellement manufacturier, les ouvriers des usines sont de beaucoup les plus à plaindre. Cela se produit déjà au cas où les étrangers sont protectionnistes comme nous, nuisent donc ainsi d'eux-mêmes à leur commerce extérieur ; mais si par hasard ces pays comprennent enfin leur intérêt et se font libre-échangistes, ce sera bien plus néfaste encore. En effet, dès ce moment, nous serons évincés de tous les marchés étrangers par le bas prix rendu possible chez eux grâce à leur richesse croissante, et nos ateliers se fermeront ou diminueront le taux de leurs salaires ; donc malheur encore aux ouvriers ; enfin ces maux se répandront dans toutes nos industries à cause de leur interdépendance. Le régime prohibitif est également contraire à la division du travail, il va donc empêcher tout bon rendement et nuire en première ligne aux travailleurs. « Personne ne nie que l'isolement des peuples, l'effort qu'ils font tout pour produire en dedans de leurs frontières ne nuise à la bonne division du travail. Il en résulte donc une diminution dans l'ensemble de la production, et par une conséquence nécessaire, une diminution correspondante dans la part de chacun au bien-être et aux jouissances de la vie. Et, s'il en est ainsi, comment

croire que le peuple en masse ne supporte pas sa part de cette réduction ? Comment imaginer que la restriction douanière agit de telle sorte que, tout en diminuant la masse des objets consommables, elle en met plus à la portée des classes laborieuses, c'est-à-dire de la généralité, de la presque totalité des citoyens ? » (1). Le régime prohibitif ne fait vraiment que déplacer le capital et le travail. D'abord, il est certain pour le capital que la protection ne l'a pas créé, il faut qu'il vienne de quelque part et il est arraché, nous avons déjà eu l'occasion de le montrer, à des industries non protégées, et de cette façon le salaire qui avait tendance à s'élever du côté des monopoleurs, a tendance à s'abaisser chez les autres, donc se trouve sans changement définitif, si ce n'est cette seule cherté que nous avons vue si nuisible à l'ouvrier. Il n'est pas douteux non plus que la protection donne du travail supplémentaire dans l'industrie protégée mais elle ne crée pas de travail en réalité. Là encore il n'y a que déplacement, car si l'on va au fond des choses, il est aisé de s'apercevoir que ce travail a été pris d'ailleurs dans un endroit où il eut, au surplus été plus productif. On peut dire aussi que le taux des salaires dépend du nombre des travailleurs et du capital existant dans un pays. Or la protection ne peut pas agir sur le nombre des travailleurs, la concurrence reste entière entre eux malgré la prohibition et empêche les salaires des

(1) Bastiat *Œuvres Complètes*, tome II, p. 94.

ouvriers des industries privilégiées de hausser, et nous avons vu qu'elle ne fait que déplacer les capitaux. Donc elle ne peut absolument rien sur eux. D'ailleurs les faits concordent parfaitement avec la théorie ; quand on a, par la protection, permis et même créé des profits dans une industrie il fut remarquable de constater que les salaires des ouvriers de ces industries n'avaient pas augmenté d'un centime. Aussi l'on comprendrait fort bien un ouvrier qui, parvenu au parlement, réclamerait l'abolition de toutes les douanes puisqu'elles ne profitent qu'aux autres et jamais à lui et sont donc, de ce fait, souverainement injustes à son égard. La protection a aussi pour effet de gêner la création des entreprises non protégées par la hausse qu'elle entraîne dans les frais nécessaires à leur premier établissement. Ce fait est non seulement fâcheux pour les producteurs non protégés mais pour les ouvriers, car, de cette façon, il y aura beaucoup moins d'entreprises, ou il n'y en aura qu'un petit nombre de plus considérables, et dans les deux cas, la demande de bras diminuera, par conséquent le taux des salaires baissera. Si l'on veut bien y réfléchir, on constate que la protection, avec beaucoup d'habileté, d'ailleurs, met imperceptiblement sur tous des taxes pour ensuite leur rendre en partie cet argent sous forme de salaire, et le jeu de ses partisans consiste à faire bien ressortir ce travail fourni par elle et à dissimuler la hausse factice, qui est la base essentielle du travail en question. Enfin, le régime restrictif fait em-

ployer les fonctionnaires à pondérer les divers travaux. Alors, c'est l'arbitraire qui remplace la justice dans l'évaluation des rémunérations, et cela ne saurait profiter aux salariés. Aussi les travailleurs, malgré tout, se rendent parfaitement compte des méfaits de ce régime à leur égard, Bastiat put en avoir une idée exacte en faisant une enquête dans les sociétés de secours mutuels de sa région, toutes, sans exception, condamnèrent la protection qui, selon elles, les affecte surtout au triple point de vue de la cherté, de la diminution des exportations et de l'impôt de compensation de l'Etat. Ainsi, partout et toujours, et Bastiat l'a démontré clairement, le régime prohibitif est nuisible à la classe ouvrière.

L'effet du libre-échange est complètement opposé. Nous savons que seul il entraîne l'abondance et le bon marché. « Quand les objets de première nécessité sont à bas prix, chacun dépense pour vivre une moindre partie de ses profits. Il en reste plus pour se vêtir, pour se meubler, pour acheter des livres, des outils, etc... Ces choses sont plus demandées, il en faut faire davantage, cela ne se peut sans un surcroît de travail et tout surcroît de travail provoque la hausse des salaires » (1). Voilà un premier avantage pour la classe ouvrière. Les protectionnistes ont naturellement cherché à contester ce fait, ils ont pour cela dénié à cette amélioration d'état

(1) Bastiat *Œuvres Complètes*, tome II, p. 78.

un effet permanent. Si le bien-être des travailleurs s'accroît, disent-ils, ils auront par cela même plus d'enfants ; la population se développant, ainsi le fera le nombre de bras, de sorte qu'au bout d'une vingtaine d'années les ouvriers se retrouveront dans leur situation primitive. Mais peut-être pendant cette période, les capitaux se seront-ils accrus dans la même proportion que le travail ; les ouvriers auront peut-être été prévoyants ; et, en tous cas, vingt ans de bonheur sont toujours bons à prendre, même si l'on n'a rien trouvé au bout de cette période pour la prolonger d'autant ; ce n'est que de cette façon que l'homme progresse et qu'il en va de toutes ses inventions. Alors, le premier argument en faveur du libre-échange reste entier. La liberté commerciale, permettant d'employer au mieux ses facultés, va aussi favoriser la formation des capitaux dont dépend le taux des salaires. Par conséquent, les capitaux s'élevant accroîtront par cela même la rémunération ouvrière, car tous ces capitalistes auront besoin de travailleurs. De plus, les ouvriers, s'ils sont économes, pourront ainsi mettre de l'argent en réserve, devenir capitalistes à leur tour, et l'augmentation des salaires pourra être constante. La protection ici objecte encore que l'achat des produits à l'étranger va nuire au travail national, et, au besoin même, le détruire. Mais cette remarque est sans valeur, car c'est avec du travail national qu'on va solder ces achats au dehors et par conséquent notre travail n'y perd rien. Il faut bien observer en

effet que « Les produits s'échangent contre les produits » ou plus exactement, pour égaliser, comme on doit le faire, toutes les formes d'activité productrices « les services s'échangent contre les services », par conséquent, toute importation de marchandise étrangère impliquant une importation de travail étranger, suppose une égale exportation de marchandise nationale impliquant également un travail national. Le fait peut être moins net si l'on solde les importations avec de l'argent, mais, cet argent ayant été lui-même acquis grâce à du travail national. Le résultat réel est absolument le même. Il peut se compliquer encore si l'on solde l'importation étrangère avec un produit provenant d'un autre pays étranger, mais comme pour se procurer ce dernier produit il a bien fallu du travail national, le raisonnement subsiste. Aussi, même si l'on étend indéfiniment le commerce international, le travail du pays ne sera aucunement atteint. En réalité, la liberté des échanges est absolument comparable, vis-à-vis des ouvriers, aux machines ; elle favorise beaucoup plus le travail qu'elle ne lui nuit. Evidemment, au moment même de la transition, l'ouvrier peut souffrir du déplacement fatal de ses occupations, mais cela est purement passager. Au surplus, ces souffrances mêmes, dues au changement de régime ne sont pas provoquées par le libre-échange mais par la protection qui avait faussé toute l'économie nationale, et ces gênes passagères ne doivent pas faire hésiter à revenir à la vérité.

C'est ce que Bastiat exprime ainsi : « Car, si la prohibition n'eût jamais existé, le travail se serait classé de lui-même selon la loi de l'échange, et nul déplacement n'aurait eu lieu. Si, au contraire, la prohibition a amené un classement artificiel et improductif du travail, c'est elle, et non la liberté, qui est responsable du déplacement inévitable dans la transition du mal au bien » (1). Les protectionnistes ont tort aussi, de considérer le travail comme un but. Il n'est en réalité que le seul moyen, en notre possession, pour arriver à satisfaire nos besoins, mais c'est ce produit du travail qui est le but de notre activité et non le travail lui-même. En sorte que nous devons chercher, non pas à développer indéfiniment les obstacles pour nous créer du travail nouveau, mais à tirer le plus possible de nos efforts, à avoir, avec la même peine, le maximum de résultat. Il est bien certain que si nous ne travaillons pas, nous n'acquérons aucune richesse, mais l'important est de travailler où nous pouvons gagner le plus. Aussi les protectionnistes ne doivent pas voir avec inquiétude la protection diminuer nos efforts, diminuer notre travail : il n'y a rien à craindre de ce côté, surtout parce que tout travail supprimé n'est pas du travail perdu. Il ne va pas disparaître, mais s'emploiera autrement. Sa rémunération lui sera justement fournie par l'argent resté disponible grâce au libre-échange,

(1) Bastiat, *Œuvres complètes*, tome IV, p. 105.

aux économies qu'il a permis de réaliser. Pour que du travail se trouve inoccupé, il faudrait qu'il n'y ait plus d'obstacles à vaincre dans la nature, et nous sommes encore bien éloignés de cet âge d'or. Il n'y a pas non plus à redouter jamais l'arrêt du travail, car les besoins de l'homme sont illimités, il suffit de contempler l'humanité à un siècle de distance pour se rendre compte de l'accroissement de ses désirs ; le superflu d'hier est devenu l'indispensable d'aujourd'hui et nous ne cessons de souhaiter davantage. Tous ces progrès ne sont évidemment dus qu'au travail, ne craignons donc pas de le voir cesser d'un côté, il aura toujours quelque nouvelle fantaisie à satisfaire. Il n'y a pas à tenir compte non plus de l'argument contre le libre-échange basé sur le mécanisme des ricochets. « La cherté des produits nous encourage à en faire davantage ; dit la prohibition ; pour cela il nous faut plus d'ouvriers. Cet accroissement de demande de main d'œuvre hausse nos salaires et c'est ainsi que nos privilèges s'étendent par ricochet » (1). Là encore elle est en défaut. Pour que les salaires augmentent, il faudrait que la protection ait créé des capitaux nouveaux, or, nous avons vu qu'elle ne peut pas le faire et qu'elle se contente de les déplacer. Par conséquent, aucun ricochet ne se produit et le salaire des ouvriers reste le même. La meilleure preuve, d'ailleurs de toute la vanité d'un tel rai-

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome II, p. 455.

sonnement tient dans cette remarque : si des ouvriers demandaient aux patrons qui ont pleine confiance dans ces ricochets, de protéger les salaires et de les hausser, puisqu'ils y trouveraient eux-mêmes leur compte, par ricochet, grâce aux nombreux achats des travailleurs, ils refuseraient sans hésitation. Enfin, les démocrates reconnaissent en principe la valeur du libre-échange, son intérêt pour les ouvriers. Il est vrai qu'à côté de cela ils ne cessent de le critiquer en pratique, mais ils n'ont, pour ce faire, aucune raison valable, seuls des buts inavouables peuvent les pousser à agir de la sorte. Le peuple lui, d'ailleurs, quand il a été consulté, a bien montré, et par deux fois, qu'il ne se méprenait point sur ses avantages. Il n'avait pas les yeux bandés par la prohibition, et il s'est toujours montré partisan de la liberté des échanges, qui est le seul moyen pour lui d'améliorer un peu sa condition.

Le second grief que l'on peut faire à la protection dans ses rapports avec les ouvriers est de se présenter comme un adjuvant à la lutte des classes. D'abord elle entraîne, avons-nous dit, le monopole des industries privilégiées, ce monopole provoque la cherté et c'est l'ouvrier surtout qui en pâtit. Il ne se rend peut-être pas bien compte du fait, ou tout au moins de sa cause déterminante, mais il voit l'inégale répartition des richesses et il est parfaitement compréhensible que cette constatation fasse naître chez lui un sentiment de haine violente contre les bénéficiaires du système : la lutte,

par conséquent, de la classe ouvrière contre les riches. Par contre, le libre-échange entraînant l'abondance et le bon marché de tous les produits de première nécessité, donnera de l'aisance aux travailleurs et les apaisera. Avec le bien-être, ils ne tarderont pas à vivre en bonne harmonie avec leurs employeurs. Cela sera encore un ferment de prospérité générale du pays, tous travaillant de bon cœur et s'entr'aidant. Par conséquent, pas d'hésitation possible ici entre la protection et la liberté commerciale. La prohibition, insiste Bastiat, amenant l'injustice pousse par cela même les ouvriers vers les doctrines les plus chimériques, comme le communisme, et pour erronées qu'elles soient, ces doctrines n'en sont pas moins dangereuses, prêchant les révolutions, et très fortes, promettant une amélioration sensible au sort des travailleurs. Au contraire, elles se révéleraient sans fondement et par suite sans effet ni durée possible, si les employeurs et les bourgeois en général pouvaient dire aux ouvriers : « De quoi vous plaignez-vous ? de ce que nous jouissons de quelque bien-être, mais nous l'avons acquis par le travail, l'ordre, l'économie, la privation, la persévérance. Pouvez-vous l'attribuer à d'autres causes ? Examinez nos lois. Le travail y est traité avec la même impartialité que le capital ; l'un et l'autre sont soumis sans restriction à la loi de la concurrence. Nous n'avons rien fait pour donner à nos produits une valeur artificielle et exagérée. Les transactions sont libres, et si nous pouvons employer des ouvriers étrangers, de

votre côté, vous avez la faculté d'échanger nos salaires contre des aliments, des vêtements, du combustible, venus du dehors, quand il arrive que nous tenons les nôtres à un taux élevé » (1). Or, la classe riche ne peut tenir de semblables raisonnements qu'avec le régime du libre-échange ; c'est donc encore bien lui qui l'emporte à cet égard.

La protection amène la disette et la cherté, disions-nous, et gêne donc l'ouvrier qui, parfois, a peine à vivre, et d'autre part elle amène la baisse des salaires : si ces deux circonstances viennent à s'ajouter, il en résultera une véritable famine chez les travailleurs. Ils se mettront alors en grève, c'est à dire que la lutte des classes prendra la forme active ; donc sous cet aspect encore la protection conserve le caractère que nous venons de lui voir.

Son résultat peut être quelquefois un peu différent

La lutte des classes, qu'elle favorise peut se manifester sous la forme de pétition des ouvriers, pour obtenir du gouvernement un monopole semblable à celui dont jouissent leurs employeurs. De cette façon, elle ne peut encore être que très funeste et amener des discordes et des bouleversements. Aussi, ne fût-ce que par prudence, il faut en revenir au libre-échange. On a pu jusqu'ici maintenir la prohibition en cachant la vérité à la classe ouvrière en lui faisant croire que ses souf-

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome II, p. 123.

frances ne venaient pas du régime douanier, mais il arrivera un jour où la vérité éclatera, aux yeux de tous. Alors, ce jour-là ce sera forcément la guerre sociale, la révolution pour arracher aux bourgeois monopoleurs leurs privilèges comme 89 a arraché les leurs à la noblesse. Si l'on veut alors éviter ces terribles résultats, il n'est qu'un seul moyen en notre pouvoir : le libre-échange. Evidemment, il serait préférable de l'appliquer de bon gré et en sachant apprécier ses avantages. Mais, si l'on ne veut pas comprendre, si l'on ne se décide à agir que sous la menace d'un châtement, encore vaut-il mieux réformer ainsi que d'attendre des effusions de sang.

Voyons maintenant en quoi les idées de Bastiat vis à vis des ouvriers diffèrent de celles de ses prédécesseurs.

En France, l'école physiocratique ne s'intéressa pas du tout au sort réservé aux ouvriers sous le régime de la liberté des échanges. Ils ne le préconisaient en effet que dans l'intérêt des agriculteurs qui étaient leur unique souci. Jean-Baptiste Say n'a pas non plus étudié la question sous cet aspect. Dunoyer, en mettant en lumière tout le profit que pouvait tirer de la libre concurrence donc, du libre-échange, le travail national, a laissé entrevoir, par ce fait même, que le libre-échange était aussi tout à l'avantage des ouvriers. Les socialistes, d'un autre côté, ont toujours vu, dans la concurrence,

un système destiné à opprimer les travailleurs. En somme chez nous Bastiat eut très peu de devanciers.

En Angleterre et à l'étranger en général d'ailleurs il n'en eut pas beaucoup non plus. Smith ne s'est jamais inquiété des travailleurs ; tout au plus recommandait-il de faire une réforme progressive pour passer de la protection au libre-échange, pour ne pas leur occasionner de trop vives souffrances. Il était d'ailleurs persuadé que la rente et le profit mangeaient le salaire. Ricardo ne croyait pas le libre-échange susceptible de faire hausser les salaires, mais au contraire y trouvait un moyen de les maintenir au taux existant. Malthus voyait, dans le développement de la population, une entrave à la durée des avantages que l'homme pouvait à un moment se procurer ; il ne croyait d'ailleurs pas non plus, aux bienfaits du libre-échange ; il était même protectionniste. Cobden et les Ligueurs ont montré, dès avant notre auteur, que le libre-échange amenait, en fait, la richesse des ouvriers, et que la protection, par sa flagrante injustice, poussait à la lutte des classes. Bref, ici, Bastiat ne trouve encore que très peu d'idées et des idées tout à fait générales.

Son rôle a donc été, sur ce point, de rassembler et de développer des arguments qui n'avaient été jusqu'à lui qu'entrevis et de répandre en France ces observations. Il a de plus, beaucoup insisté sur l'avantage qu'avaient les ouvriers à une politique libre-échangiste. On comprend d'ailleurs très facilement son sentiment,

car, à cette époque, le socialisme était en plein essor et gagnait beaucoup d'adhérents ; il sentait donc spécialement le besoin de réagir contre une fausse tendance qui était très alléchante pour les ouvriers et de leur montrer où se trouvait leur véritable intérêt. Par là, il commençait la lutte qu'il devait si vaillamment soutenir, contre toutes les formes du socialisme, et en particulier contre des doctrines de Fourier, de Louis Blanc et de Proudhon.

E

LE LIBRE-ÉCHANGE EST PRÉFÉRABLE A LA PROTECTION
MÊME POUR LES INDUSTRIES QUE CE RÉGIME PROTÈGE
IL EST AUSSI L'INTÉRÊT DE L'ARMEMENT MARITIME

I. — Notre auteur s'efforce de démontrer aussi que, même à l'égard des industries qu'elle protège, la protection est une véritable déception : elle manque son but, elle n'arrive même pas à soutenir réellement quelques industries privilégiées. Voyons comment il en peut être ainsi.

D'abord, et Bastiat va approfondir cette idée, la tourner et la retourner en tous sens, la protection est à deux tranchants : elle permet de tirer un plus grand bénéfice de chaque produit, mais éloigne en même temps les acheteurs. Prohibant systématiquement l'entrée des marchandises étrangères, elle va permettre aux nationaux fabricant des objets similaires, de hausser

leurs tarifs, puisque l'offre générale de cette marchandise va décroître, mais cette hausse des prix entraînera aussi la baisse de la demande. Il y aura moins de gens susceptibles d'acheter la chose puisqu'elle supposera de leur part, une richesse relative plus considérable. Par conséquent, déjà de ce côté, la protection est inefficace « car, dit Bastiat, vouloir enrichir tout à tour chaque industrie en faisant successivement le vide autour d'elle c'est un effort aussi vain que d'entreprendre de sauter par-dessus son ombre » (1). Mais la protection a encore bien d'autres funestes effets. Elle ferme non seulement aux privilégiés leurs débouchés intérieurs, mais aussi leurs débouchés extérieurs. Nous savons qu'elle amène la rareté et la hausse des prix dans le pays, qu'elle fait vendre plus cher les produits protégés, mais l'étranger n'est pas obligé, lui de suivre une aussi mauvaise politique. Il arrivera donc facilement au bon marché, tandis que nous aboutirons à la cherté. Il est facile alors de comprendre que tout notre commerce extérieur disparaîtra, que nous ne pourrons plus rien exporter, battus que nous serons par la concurrence étrangère des pays libre-échangistes. Et cela retombera directement sur les industries en faveur desquelles les tarifs avaient été créés, et de plus, elles seront atteintes aussi indirectement, car la mévente ne manquera pas de produire ou l'arrêt total de toute fabrication ou l'abaissement

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome IV, page 163.

des salaires. Dans les deux cas elle entraînera la misère. D'où resserrement encore plus considérable des débouchés intérieurs surtout qu'avec l'interdépendance des diverses branches d'activité humaine, si par hasard une industrie n'était pas atteinte directement, elle le serait par les embarras suscités à ses voisines. Bastiat répète souvent ici que « ce qui fait la richesse d'un négociant, c'est la richesse de sa clientèle » (1). Et la protection repose justement sur cette erreur grossière qu'une industrie, et même un pays, ont avantage au malheurs de leurs semblables qui sont cependant leurs clients. C'est ainsi par exemple, comme le montre notre auteur d'une façon tout à fait pittoresque, que si les échevins de Paris décidaient de faire des octrois protecteurs, prohibitifs, au lieu de leur laisser leur simple caractère fiscal, Paris aurait tôt fait de devenir un désert. Il assimile ici l'octroi à la douane, car leurs effets seraient les mêmes en cette circonstance. Et cette destruction de notre capitale proviendrait de l'arrêt simultané provoqué par mesure prohibitive, de la concurrence entre vendeurs et de la concurrence entre acheteurs. Aussi la protection fait bien un acte comparable à celui d'un architecte qui, pour élever une colonne prendrait des matériaux à sa base. — Cette double perte de débouchés ne constitue pas encore, pour les industries privilégiées, toute la déception du système protec-

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome II, p. 217.

leur. Elles en trouvent encore une dans le prix d'achat de beaucoup de leurs objets de consommation ou de leurs matières premières. Nous savons que, sous peine d'être horriblement injuste et d'ailleurs de l'avis de beaucoup de ses partisans, la protection doit être générale. De cette façon, elle va entraîner entre autres, la hausse de tous les aliments et le producteur protégé perdra de cette façon ce qu'il peut gagner par l'élévation du prix de ses propres produits. Il perdra aussi, pour la même raison en achetant des instruments de travail ou des matières premières. Aussi, finira-t-il par avoir même plus de perte que de gain. Bastiat cite, sur ce point, en exemple, les agriculteurs. Cette classe très importante à son époque, est protégée, par conséquent, elle peut faire payer très cher les bœufs qu'elle vend. Mais cette même classe mange de la viande et rend, sous cette forme le bénéfice artificiel qu'elle a pu retirer de la vente de ses bœufs. De plus, elle achète des bœufs de travail et les paye encore au taux du monopole; elle a donc, en somme, deux chances de perte contre une chance de gain. Il est même remarquable ici de constater que la protection de la seule race bovine, arrive à ces résultats pour l'agriculteur « privilégié » ; et il n'y a même pas besoin, pour en arriver là, d'une prohibition générale. Mais, si cette prohibition générale s'applique, il ne s'agit plus seulement d'une mystification et d'une perte définitive pour la classe agricole, mais de la misère générale provoquée

par la rareté, le dénuement sévissant sur toutes les classes de la population. En somme il est clair que, sous sous prétexte d'encourager les industries du pays, la protection ne fait qu'accroître le prix de revient de leurs produits ; elle hausse en effet tous les éléments constitutifs de ce prix de revient ; les machines, les combustibles, les matières premières nécessaires à la fabrication des aliments et vêtements des ouvriers et des patrons, et encore oblige-t-elle, si elle veut malgré tout maintenir quelques débouchés extérieurs à payer de lourds impôts pour entretenir la force armée, sans compter les taxes que l'Etat percevra pour compenser les vides causés par ce régime. Et pour élevés que soient les droits de douane, ils ne parviennent pas à compenser les pertes multiples que nous venons d'énumérer. Aussi est-il bien certain que les protégés, les privilégiés, auraient tout intérêt à s'expatrier et à monter leur exploitation dans un pays libre-échangiste comme les tisserands lyonnais qui, à cause de l'octroi, s'installent à la campagne, pour vivre à meilleur compte.

D'ailleurs, même en ne considérant qu'une protection limitée à une seule classe, non générale, elle ne tend qu'à assurer à ses bénéficiaires leurs frais rigoureux. Il ne s'agit donc pas de leur procurer des profits mais seulement de les empêcher de mourir. Ce seul fait suffirait à montrer la faiblesse du système. Il inflige des pertes à tous les nationaux, sans même avantager une

minorité. Il suffit pour s'en rendre compte, d'examiner le cas de Decazeville. Cette entreprise métallurgique a été protégée, de ce fait, les acheteurs de fonte et de fer ont perdu des sommes considérables. Or, si l'on examine quels ont été les gains des actionnaires pendant ce temps, on découvre que, tantôt ils n'ont touché aucun dividende, tantôt un dividende très faible, et, en définitive, qu'ils ont, pendant vingt ans, placé leurs capitaux à $1\frac{1}{2}$ %, alors que, partout ailleurs, pendant cette même période l'argent rapportait 4,5 % par an. Il y eut donc bien ici, perte générale. — De plus, quand il s'agit de produits de première nécessité, par exemple de denrées agricoles, la protection est toujours inefficace. Quand la récolte du pays est bonne, et qu'on ne craint pas la concurrence étrangère, les droits de douane existent bien, mais leur effet n'est que théorique, si au contraire, la récolte est mauvaise, si par conséquent, les droits devraient servir à quelque chose, on s'empresse de les diminuer. Il en est ainsi, nous l'avons dit, parce que l'on craint la famine, parce que les consommateurs sont les plus forts, et que sous leur pression on est contraint de laisser entrer les produits alimentaires étrangers. Par conséquent, ici, la protection n'est que nominale et n'engendre aucun avantage pour personne.

Encore si les droits de douane pouvaient rester faibles, et particuliers à un seul genre d'industrie, peut-être en certains cas, rares d'ailleurs, arriveraient-ils à

provoquer des gains pour leurs bénéficiaires. Mais ils devraient rester peu élevés, car dès que leur taux s'accroît un peu, ils perdent tout avantage. Ils ont en effet en ce cas, le même caractère que les impôts; si le pays est trop pressuré, il ne rend plus rien. Là, si les droits sont trop forts, ils amènent, nous le savons, une telle impuissance chez l'acheteur, que le résultat final est une perte pour le monopoleur sur le prix de vente comme sur la quantité vendue. Comme le dit Bastiat s'adressant aux monopoleurs « Le question est de savoir si vous ne subissez pas le sort du fisc ; s'il n'y a pas un moment où cet anéantissement des forces de la consommation vous prive de débouchés dans une telle mesure que cela fait plus que compenser le taux de la protection ; en d'autres termes, si dans cette lutte entre l'exhaussement artificiel du prix dû au droit protecteur et l'abaissement du prix occasionné par l'impuissance des acheteurs, ce dernier effet ne prévaut pas sur le premier, auquel cas évidemment vous perdriez et sur le prix de vente et sur la quantité vendue » (1). Or les droits de douane pour conserver leur caractère protecteur ne peuvent pas rester bas. L'on peut bien, évidemment, réglementer à sa guise chez soi, mais pas au dehors. De plus en plus, les étrangers, comprenant enfin leur véritable intérêt, adoptent le libre-échange. Ils font ainsi des économies, peuvent donc facilement

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome II, pp. 192 et 193.

baisser leurs prix de revient et baissent en conséquence le prix de vente de leurs produits. Pour pouvoir rester prohibitive, la douane française va alors forcément atteindre des taux énormes, étant donné qu'à une baisse d'un quart sur les marchandises étrangères, devra correspondre, pour maintenir l'équilibre, une hausse du double dans le tarif protecteur. Les consommateurs alors, trop pressurés, feront perdre aux industries privilégiées, qui seront forcées de baisser leurs prix pour pouvoir écouler leurs produits et qui auront en plus de très insuffisants débouchés. — Il est également remarquable que la protection, si elle a des effets avantageux, en certains cas très rares, pour les personnes qu'elle veut encourager, ne les a que d'une façon tout à fait passagère. Voyons comment les choses se passent. Si un tarif a pour but d'évincer par exemple, les produits agricoles et étrangers, il va profiter au propriétaire actuel du sol. Mais, que ce propriétaire vienne à vendre sa terre, et l'avantage n'existera plus pour son successeur : il aura vendu, grâce à la protection, son terrain plus cher, avec plus de bénéfice, mais ce bénéfice lui sera resté strictement personnel, son successeur ne retirera plus qu'un revenu tout à fait normal de la propriété, puisqu'il l'aura payée à un taux correspondant aux avantages que la protection lui conférait déjà. Il n'y a donc ici qu'un véritable don, fait aux dépens des consommateurs aux personnes propriétaires de terres, au moment de l'application de la loi protectrice.

Enfin, les industries demandent surtout et avant tout à l'Etat des débouchés ; tous les raisonnements qui précèdent montrent clairement que bien loin de satisfaire ces désirs, la prohibition ne fait que resserrer ou même détruire complètement les débouchés tant intérieurs qu'extérieurs. Donc, pour conclure, même pour les producteurs protégés, la protection est bien inefficace, elle manque totalement son but.

Comment, en face même des producteurs, qui, sous la prohibition, étaient théoriquement privilégiés, va alors se comporter le libre-échange ?

L'idée fondamentale à laquelle on doit toujours revenir est que la liberté commerciale entraîne l'abondance, c'est-à-dire la richesse générale. De cette façon par conséquent, les anciens protégés vont se trouver dans un milieu plus aisé, plus prospère. La question est alors de savoir si l'on a plus de chances de gagner dans un milieu prospère ou dans un milieu pauvre. Il suffit pour cela de regarder autour de soi. L'on ne tarde pas à remarquer que tous les métiers, quels qu'ils soient, donnent de gros bénéfices quand la clientèle est riche, quand ils sont installés dans une grande ville, tandis qu'ils ont bien des peines à se maintenir dans des régions peu développées. C'est ainsi, par exemple, que les commerçants de Paris gagnent beaucoup plus que ceux d'un simple village. Leur richesse vient de l'accroissement de la demande qui compense l'accroissement de l'offre et atténue ou annule la baisse des prix.

nuisible aux producteurs. Et, comme le dit Bastiat : « L'homme a d'autant plus de chances de prospérer qu'il est dans un milieu plus prospère » (1). — De plus, si la famine vient à sévir dans un pays, tous en souffrent : les producteurs protégés par des tarifs douaniers comme les autres. Mais comment alors remédier à ce fléau ? Encore avec le libre-échange. La première idée qui vient à l'esprit quand on craint de manquer d'un certain aliment est, certes, de prohiber au moins son exportation ; de cette façon, croit-on, on conservera le peu que l'on possède. Mais cette mesure n'est en rien curative. Elle empêche simplement de s'approvisionner au dehors. Les étrangers en effet évitent, quand ils font des escales, les ports du pays protecteur, craignant qu'on ne leur défende de repartir ailleurs avec leur cargaison. Si au contraire on maintient la liberté des échanges, beaucoup viendront dans les ports puisqu'ils sont sûrs de pouvoir les quitter librement. Mais, très souvent, en fait, ils laisseront là leur chargement ne serait-ce que pour ne pas prolonger inutilement leur parcours, et ainsi le libre-échange évite ou au moins atténue les misères de la famine et avantage donc, entre autres les anciens protégés. — Le libre-échange va encore favoriser les privilégiés d'autrefois par la baisse qu'il permettra dans le prix de revient de leurs produits ; ils obtiendront les matières premières, les

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome VI, p. 108.

machines, le combustible, et leur subsistance à bien meilleur compte ; cela sera donc une source de bénéfices pour eux et enfin le régime de la liberté les poussera à progresser, les empêchera de s'encroûter dans la routine ; ils auront beaucoup d'émulation et chercheront à conquérir ainsi des débouchés à l'étranger. Aussi, suivant Bastiat « Avec le libre-échange, l'industrie indigène a trois voies ouvertes pour se mettre au niveau de l'industrie étrangère : 1° l'intervention d'une plus grande dose d'habileté stimulée par la concurrence ; 2° l'abaissement du prix des matières premières, des moteurs, de la subsistance, etc... ; 3° l'accroissement de la consommation, de la demande, et son action sur le prix rémunérateur » (1). L'on conçoit donc aisément que tous ces avantages font plus que compenser, les pertes qui peuvent venir, rarement d'ailleurs, de la suppression, pour eux, du régime protecteur. En définitive, souvent l'accroissement de la demande est tel que le prix de la marchandise autrefois protégée, bien loin de diminuer, hausse. — Les protectionnistes objectent alors qu'ainsi, les débouchés ont dû se restreindre ; mais en réalité, le libre-échange a amené une aisance générale qui permet de vendre plus tout en vendant plus cher. Qu'on ne vienne pas non plus faire craindre que le libre-échange fasse disparaître les industries les moins favorisées du pays. Il suffit d'observer pour se rendre

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome II, p. 224.

compte que des industries de valeur différente peuvent facilement coexister ; c'est ainsi que l'on voit l'agriculture se maintenir dans des départements à terre pauvre, aussi bien que dans ceux à terre riche. Cela est possible car le prix d'achat de ces terres a été différent et par conséquent, permet, sans nuire, des bénéfices divers. Il en est de même pour les commerçants de province qui vivent fort bien, à côté de commerçants parisiens, tout en ayant des gains apparents beaucoup moins élevés. De plus, si l'on considère les diverses sortes d'industrie entre elles, la richesse des unes, due au libre-échange entraînera celle des autres, à cause de leur interdépendance ; c'est ainsi que dans des pays agricoles, l'agriculture aidera l'industrie, et que, dans les pays industriels, l'industrie soutiendra les travailleurs de la terre. Il est d'ailleurs toujours avantageux, d'utiliser sur place quelques minimes qu'ils soient, les avantages naturels d'une région. Enfin, il n'y a pas à craindre non plus qu'un pays parce que moins riche qu'un autre, ne se trouve bientôt complètement désert. En effet, les choses vont se passer de la manière suivante : d'abord, étant donné la richesse plus grande du pays voisin, le travail et les capitaux y seront très demandés et, par conséquent ne tarderont pas à renchérir au contraire, dans le pays pauvre, tout étant délaissé baissera de prix, ce dernier pays verra aussi partir beaucoup de son numéraire puisqu'il devra beaucoup acheter à son voisin. Il y aura cherté réelle et nominale,

à cause de l'accroissement de numéraire dans le pays riche, et bon marché réel et nominal dans le pays pauvre. Naturellement alors, un mouvement inverse se produira et une bonne partie du travail, des capitaux, et du numéraire retourneront à leur pays d'origine. Et il finira par s'établir une juste et équitable répartition des richesses entre ces deux pays.

Les protectionnistes défendent aussi leur thèse en disant que seul le régime prohibitif permet l'égalisation des conditions de production. Mais ici, comme bien souvent d'ailleurs, ils se trompent. La seule égalisation que peut réaliser la protection est l'égalisation des conditions de vente et non de production. Si par exemple, on peut fournir comme le dit Bastiat, des oranges au Portugal à dix centimes, la protection ne pourra jamais permettre d'en faire autant en France : elle ne peut que créer un droit d'entrée sur les oranges portugaises portant le prix de vente à un franc, taux auquel les Français peuvent également en fournir. Mais ce tarif n'aura en rien changé le climat et les aptitudes des deux pays. C'est même en réalité le libre-échange qui seul est susceptible d'égaliser vraiment les conditions de production ; il permettra en effet d'importer des oranges portugaises à dix centimes et donc de se procurer aussi avantageusement une orange, que l'on soit Français ou Portugais. Si d'ailleurs on veut savoir quel a été pour les anciens protégés le résultat du libre-échange, il suffit de regarder la Suisse. Ce pays était

libre-échangiste : en 1820 il se prit à faire un peu de protection en face des tarifs créés par ses voisins. Même ceux qui bénéficiaient alors de ce nouveau régime ont dû reconnaître qu'il ne leur était pas avantageux. La Suisse l'a abandonné et l'on a constaté son progrès, son développement et l'accroissement toujours grandissant de ses exportations, malgré la terrible concurrence que la France et l'Angleterre lui ont faite. Ainsi donc de cette façon encore le régime de la liberté a montré toute sa valeur vis-à-vis même des anciens privilégiés. Enfin il est complètement déraisonnable de compter sur des ministres pour diriger les industries d'un pays. Ils ne sont aucunement qualifiés à cet égard, et les intéressés sont parfaitement capables de trouver seuls où est leur véritable avantage. Donc, même pour les industries protégées sous le régime prohibitif, il faut préconiser le libre-échange.

II. — Parmi les diverses industries que la protection peut atteindre, Bastiat a étudié spécialement l'armement maritime ; les législateurs s'en étaient toujours préoccupés et les effets du régime prohibitif sont pour lui très marqués. Etudions les donc brièvement. D'abord, la protection nuit aux armateurs en diminuant les échanges internationaux. Ce résultat est fatal puisque le but avoué du régime prohibitif est d'empêcher les importations de certaines marchandises étrangères, ce qui entraîne par contre-coup la suppression des exportations.

La protection va donc enlever en partie à l'armateur la base même de son industrie, diminuer ses cargaisons. Et si par hasard, malgré la protection, nous parvenons à exporter certaines marchandises, notre marine se trouvera néanmoins dans un grand état d'infériorité vis-à-vis des marines étrangères. Celles-ci en effet ont des chargements à l'aller et au retour, si elles n'en trouvent pas directement pour leur pays, elles en trouvent facilement pour un pays proche du leur, par conséquent, n'ont pas à faire entrer en ligne de compte dans le prix du transport aller le prix du retour de leur navire. Les armateurs du pays protecteur, eux, seront sûrs de revenir à vide puisqu'on ne peut rien importer chez eux et alors ils seront forcés de faire payer double fret aux exportateurs nationaux ; s'ils ne le font pas pour conserver de la clientèle en face de la concurrence étrangère, ils gagneront moins ou seront même en déficit. Il arrive souvent que le régime protecteur cherche à favoriser sa marine marchande en surtaxant les marchandises importées sur navires étrangers, mais cela peut entraîner des représailles de même sorte à l'extérieur et alors les marines des deux pays protecteurs doivent faire payer double fret aux nationaux, les navires des importateurs devant aller à vide chercher leur importation. Aussi les marines des deux pays déclinent, perdent, et vendent leurs bateaux à des étrangers libres-échangistes qui, eux, profitent de l'aubaine obtenant à bon compte des navires dont

le propriétaire ne peut plus se servir, dont il se défait, en somme, contraint et forcé. Mais nous n'avons encore pas épuisé tous les méfaits de la protection. Les armateurs du pays protecteur sont encore lésés parce qu'ils achètent leurs vaisseaux au taux du monopole et les payent ainsi beaucoup plus cher que ne les paieraient des étrangers. C'est pourquoi Bastiat faisait dire à un constructeur de Marseille « Le navire que je livre aux Italiens pour 70.000 francs coûte aux Français 100.000 francs à cause des droits » (1). Aussi, les surtaxes de pavillon ne peuvent suffire à combler les énormes pertes que subissent nos armateurs et par la diminution de leur trafic et par le double fret, et par l'élévation du prix de leurs navires. On parle alors de faire entrer en franchise les matériaux servant à la construction navale : mais ce système serait inefficace, il ne ferait qu'entraîner l'exercice à l'usine, de grosses difficultés, et de gros frais. Le seul procédé susceptible d'arriver au moins pour le coût des vaisseaux à un bon marché égal à celui de l'étranger est de permettre d'acheter en tous lieux, de supprimer les droits de tonnage, de faire ici encore le libre-échange. En tous cas, si notre marine marchande, sous une liberté intégrale, ne peut pas subsister, et si l'on croit qu'il faut cependant la maintenir pour servir au besoin de moyen de défense et donc créer des taxes et des primes pour la protéger,

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome VII, p. 94.

on devra bien se persuader que toute cette réglementation ne rendra pas pour cela le métier lucratif, qu'il n'y aura pas ainsi privilège donné aux armateurs, mais seulement compensation avec large part encore laissée à leur esprit de patriotisme pour combler leur déficit. Et, en général, la nation devra se rendre compte qu'elle s'impose ainsi des sacrifices pour assurer sa sécurité.

Cette démonstration de l'inanité du régime protecteur même vis-à-vis des privilèges, est, on le conçoit, très importante, la question navale, quoique plus secondaire, n'est pas sans intérêt non plus. Bastiat a-t-il le premier envisagé le problème sous ces deux aspects ?

Chez nous, les Physiocrates s'étaient parfaitement rendu compte de la valeur du régime de la liberté commerciale vis-à-vis de l'agriculture qui, à leur époque était fort réglementée. Ils étaient sûrs que le laissez-passer ferait hausser les prix des produits de la terre en permettant surtout d'exporter : c'était même le but plus ou moins avoué qu'ils poursuivaient. Ils n'ont pas par contre, envisagé les effets du libre-échange, vis-à-vis de la marine marchande. Jean-Baptiste Say, sans approfondir spécialement ces deux points, fit bien sentir, par sa théorie des débouchés, la suppression d'exportation qu'entraîne la prohibition d'importer et l'erreur qui consiste à croire que l'on ne peut être riche qu'aux dépens d'autrui, qu'il faut, en somme, désirer le malheur des autres. Dunoyer exposa que les échanges entre pays pauvres et riches ne sont pas plus nuisibles

que ceux entre provinces pauvres et riches, mais il n'étudia pas spécialement la marine marchande. Ainsi Bastiat avait quelques données très vagues chez nous.

En Angleterre, Smith ne croyait pas que les monopoleurs tireraient un avantage supérieur du libre-échange, il professait ces mêmes idées vis-à-vis de la marine privilégiée. Il reconnaissait d'autre part que la protection de la marine marchande était nuisible au développement économique général, mais indispensable pour assurer la défense du pays, et donc qu'il fallait la maintenir. Pour Ricardo, les différences de prix tendent, sinon à amener la balance complète du commerce, du moins à provoquer une égale répartition de l'argent. Enfin, Cobden et les Ligueurs ont montré quelques avantages du libre-échange vis-à-vis de la marine, et Bastiat, sur ces quelques points, s'en réfère expressément à eux.

Bref, dans ces deux pays, car les autres n'ont pas fourni à cette époque de grands économistes s'intéressant aux échanges internationaux, ou, tout au moins, prêchant le libre-échange, Bastiat a trouvé des indications, mais très vagues et portant sur des points spéciaux. Son œuvre ici a donc consisté à développer ces notions, et à en tirer un vraiment nouvel argument, et des plus convaincants, en faveur de la doctrine qu'il n'a cessé de défendre et de chérir.

F

LE LIBRE-ÉCHANGE EST UN GAGE DE PAIX ET D'ÉCONOMIE-PATRIOTISME

I. — « Le profit de l'un est le dommage de l'autre ». Voilà l'un des principes de l'école protectionniste. On conçoit dans ces conditions, que la protection soit le meilleur ferment des guerres interminables. Tous les peuples voulant avoir des bénéfices, et ne voyant de prospérité possible que dans la destruction et la ruine des autres, la guerre sera l'état naturel de l'homme. C'est exactement ce que voulut faire Napoléon. Il établit le blocus continental non seulement pour enrichir la France, mais surtout pour nuire à l'Angleterre, étouffer complètement son commerce extérieur et sa marine. Naturellement, cette dernière se défendit énergiquement, et surtout ce système obligea l'empereur, il le reconnut parfaitement lui-même, à faire et la guerre à l'Espagne et la guerre à la Russie, il s'exprime d'ailleurs ainsi : « La lutte n'est devenue périlleuse que depuis lors. J'en reçus l'impression en signant le

décret. Je soupçonnai qu'il n'y aurait plus de repos pour moi, et que ma vie se passerait à combattre des résistances » (1). Ainsi donc, la prohibition, non seulement entraîne des guerres avec les pays étrangers visés, mais en provoque d'autres pour être plus complète. Elle est une source de discordes toujours renouvelées.

La protection est aussi attachée encore au système dit « de la balance du commerce ». Pour elle, un pays gagne et prospère quand ses exportations sont supérieures à ses importations, il perd en sens contraire, c'est-à-dire quand il importe plus qu'il n'exporte. Nous examinerons plus loin la valeur réelle d'un tel raisonnement. Il suffit de noter ici que la protection a foi encore en cette théorie, pour se rendre compte de tous les risques qui en peuvent résulter. Puisqu'il faut exporter plus qu'on importe, il faut peu acheter à l'étranger et lui vendre le plus possible. Mais alors, comme les autres pays vont tenir des raisonnements analogues, tout le monde voudra vendre, personne ne voudra acheter. Il n'y aura qu'une solution ; les plus forts obligeront les plus faibles à acheter, mais ceux-ci se défendront âprement, ce sera donc la source d'éternels conflits, et il suffira qu'un pays cesse à un moment quelconque, d'avoir la suprématie la plus complète pour qu'il soit à son tour, ruiné par tous les autres. Donc ce système implique le maintien d'une supé-

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome I, p. 375.

riorité indiscutable, c'est alors le germe d'un autre grave inconvénient. La supériorité ne peut s'acquérir ni se maintenir sans une forte armée et une forte marine ; toutes organisations qui coûtent très cher. Aussi l'état devra prélever des impôts considérables, peut-être même sera-t-il obligé de recourir aux dispendieux emprunts. Et Bastiat de s'écrier : « Ainsi, entraves, gênes, impôts, privilèges, inégalités, renchérissement des objets de consommation, renchérissement des matières premières, infériorité industrielle, jalousies nationales, principe d'antagonisme, armées permanentes, puissantes marines, guerres imminentes, développement de la force brutale, voilà le programme du régime restrictif » (1). Enfin, nous l'avons montré déjà, la protection amène aussi des haines intérieures, des luttes de classes, à cause des inégalités, des injustices dont elle est la cause. Le régime restrictif se manifeste sous divers aspects : Mais de quelque côté qu'on l'examine, il apparaît toujours comme un ferment de discorde. Le système colonial, que nous étudierons plus spécialement au chapitre suivant et qui consiste en un monopole réciproque entre les colonies et la métropole entraîne la haine chez les indigènes asservis à la domination du vainqueur, forcés d'obéir à ses lois et de développer les cultures dans le sens exigé par les conquérants. Il amène aussi des craintes et donc l'inimitié de la part des

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome II, p. 269.

autres pays susceptibles de subir le même sort ; enfin de grandes jalousies et des difficultés sans nombre avec les autres nations européennes qui poursuivent une politique semblable. Ce procédé force, cela va de soi, à des dépenses énormes également. Le système des droits différentiels, qui est la forme la plus perfectionnée de la protection, est encore beaucoup plus dangereux. Il consiste à créer des droits divers suivant la provenance des marchandises importées. On traite différemment les pays étrangers d'après leur distance, le cours de la denrée chez eux et surtout les relations plus ou moins cordiales que l'on entretient avec eux. L'on conçoit donc combien de mécontentements, de représailles, et de guerres cela peut provoquer. La protection pure et simple était déjà fort périlleuse ; mais, ce système, basé sur l'inégalité et l'arbitraire, l'est encore bien davantage. Il n'est pas de meilleur procédé pour déchaîner des conflits internationaux : il suffira à un pays d'élever exagérément son tarif vis-à-vis d'un seul autre pour provoquer une guerre immédiate avec lui. Les monopoleurs d'ailleurs s'efforcent à dessein d'attirer les haines nationales, car leur système ne pourrait pas se maintenir longtemps si l'on étudiait de près ses résultats. Aussi, craignant de perdre par le bon sens populaire, ils cherchent à tourner les esprits d'un autre côté, à porter la discussion sur un terrain légèrement différent. Quoi de plus aisé, en effet, que de soutenir

leur théorie si l'on est en guerre imminente avec tous les états voisins ? Ici, à moins de regarder bien attentivement, il semble que pour être sûr de ne manquer de rien, en cas de conflit, il faut produire de tout soi-même et donc protéger les industries peu favorisées du pays, et de plus ce procédé empêche de faire des unions douanières ou même de simples traités de commerce avec l'étranger. Ainsi, l'opinion perd de vue les véritables causes de ses maux et la protection se trouve raffermie. Alors le régime restrictif apparaît comme un adjuvant des guerres à deux points de vue ; et par ses décrets mêmes, et par les machinations machiavéliques imaginées par ses adeptes pour le maintenir. Le fait que la guerre n'est pas permanente sous ses lois tient alors à ce que tous les peuples ne sont pas au même moment d'égale force ; il y en a un qui domine et qui maintient un temps sa supériorité ; mais s'il venait à s'affaiblir, la guerre reprendrait aussitôt : les autres peuples ne se laissent diriger que contraints et forcés. C'est une véritable paix obligatoire et donc précaire comme tout ce qui repose sur la force brutale.

Mais toutes ces guerres, toutes ces conquêtes, ne tendent de l'avis des protectionnistes eux-mêmes, qu'à établir partout la liberté des échanges, qu'à ouvrir partout des débouchés. On veut, pour son pays, une conquête mondiale pour obliger le monde entier à échanger librement avec soi ; pourquoi alors tant combattre et

faire tuer tant d'hommes pour arriver au résultat que l'on peut obtenir par une simple loi ?

Pourquoi ne pas proclamer tout simplement le libre-échange ? lui seul est susceptible d'amener et de maintenir des débouchés extérieurs et la paix. D'abord seul il est capable de procurer les débouchés tant désirés par l'industrie : c'est par le bon marché et non par la force que l'on conquerra des marchés étrangers. « Et puis, dit Bastiat, qu'est-ce qui commande les débouchés ? une seule chose : le bon marché. Envoyez où vous voudrez des produits qui coûtent cinq sous de plus que les similaires anglais ou suisses, les vaisseaux et les canons ne vous les feront pas vendre. Envoyez-y des produits qui coûtent cinq sous de moins, vous n'aurez pas besoin pour les vendre de canons et de vaisseaux (1). Le libre-échange est aussi seul susceptible de maintenir la paix : tant que les Anglais ont été protectionnistes ils ont aspiré à la conquête du monde et en particulier à la conquête des colonies. Au contraire, si, comme ils semblaient vouloir le faire, à l'époque ils abandonnaient le système colonial, revenaient au régime de la liberté, comme ils n'auraient plus alors aucun privilège spécial dans chacune de leurs dépendances, ils n'auraient plus aucun intérêt à les accroître et par conséquent les guerres de cette sorte disparaîtraient complètement faute d'objet. Puis avec le libre-échange les rivalités entre nations ne seront plus que de l'émulation indus-

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome V, p. 457.

truelle, et les progrès de l'un, bien loin de provoquer le malheur des autres, leur profiteront car dans l'échange le vaincu participe à la victoire ; c'est même lui qui finalement en retire les plus gros bénéfices. Aussi les peuples bientôt s'apercevront de leur mutuelle dépendance et il se créera entre eux des liens d'amitié et de fraternité.

Surtout, grâce aux nombreux échanges qui ne tarderont pas à s'établir entre les divers pays, sous le régime de la liberté, la guerre deviendra impossible parce qu'elle serait trop onéreuse. On admet, sans beaucoup de peine, les guerres contre des pays avec lesquels on n'a aucune relation commerciale, on ne perd tout au moins pas ainsi des fournisseurs ou des clients. Mais, si les rapports commerciaux sont nombreux et variés au contraire, les industriels et les commerçants feront l'impossible pour empêcher une conflagration ; cela ruinerait leurs affaires, et, en voulant maintenir la paix, ils agiraient non seulement par esprit de bonté et d'humanité, mais par intérêt. Or, on sait que l'intérêt personnel est le véritable moteur et directeur du monde. L'Etat, devant ces résistances, hésitera et la plupart du temps cherchera une solution amiable, d'autant qu'il évitera lui aussi de cette façon bien des pertes qui ne seraient compensées d'ailleurs par aucun gain véritable. Il faut bien reconnaître cependant que si le libre-échange entrave les guerres et supprime celles qui ont pour cause des insuffisances de débouchés et en général des motifs commerciaux, il ne peut pas toujours empêcher la guerre venant de rai-

sons politiques. Mais, si une telle éventualité se produit, comment selon toute vraisemblance, le conflit devrat-il se résoudre ? Par la victoire de la nation libre-échangiste. D'abord, cette nation sera plus riche puisqu'elle aura, d'ores et déjà, écrasé commercialement son ennemie par la concurrence, et, c'est avec de l'argent qu'on fait des canons, puis, surtout, elle aura beaucoup d'alliés : tous les pays en relations commerciales avec elle la soutiendront nécessairement ; ils sentiront trop leur mutuelle dépendance pour pouvoir agir d'une façon différente. Au contraire, l'ennemi protecteur n'aura pas forcément des alliés ; il lui faudra trouver des pays qui lui soient attachés par le sentiment ; or, on sait combien les sentiments sont faibles en face des intérêts. Ainsi, inférieur déjà sous le rapport pécuniaire, il ne le sera pas moins sous le rapport des alliances, et il s'exposera à une défaite certaine. Voilà donc le libre-échange assurant et la paix et une supériorité incontestable en cas de guerre. Aussi Robert Peel eut tort le jour de l'établissement définitif de la liberté de demander un crédit de vingt-cinq millions pour l'armée ; il aurait dû avoir pleine foi dans son système et il pouvait sans aucun danger, après avoir proclamé la neutralité de l'Angleterre licencier la majeure partie des soldats et des marins. Le libre-échange fait en effet disparaître toute crainte d'envahissement et rend la nation non seulement invincible mais inattaquable. D'ailleurs, les protectionnistes savent parfaitement que la liberté des échanges amènera la suppression

de l'armée, de la marine, et des ambassades et gouvernements coloniaux. C'est pourquoi en Angleterre les aristocrates qui occupent ces diverses situations font l'impossible pour faire croire à des dangers de guerre ; ils essaient ce dernier moyen pour conserver au moins certains de leurs privilèges. Ce licenciement d'une grosse partie des forces de terre et de mer, qui est une conséquence du libre-échange, est aussi tout en sa faveur. Nous savons que l'entretien de ces armées est très onéreux, plus donc on les restreindra plus on fera d'économies ; cela permettra bientôt un allègement considérable des impôts. La richesse nationale se trouvera aussi accrue du fait que les anciens soldats qui ne produisaient absolument rien, deviendront, une fois rendus à la vie civile, des producteurs, et cesseront d'avoir comme auparavant, la seule qualité de consommateurs. Puis, avec la liberté, les habitants de tous les pays profiteront de toutes les inventions faites par les hommes à quelque nation qu'ils appartiennent, puisque, nous l'avons vu, tout ce qui atteint d'une façon quelconque la production se trouve finalement reporté sur le consommateur. Enfin rien ne peut être moins coûteux que de laisser faire ; il n'est besoin pour cela d'aucune administration, d'aucun agent. Rappelons pour terminer que la douane fiscale rapporte beaucoup plus que la douane protectrice. Ainsi, diminutions de dépenses, augmentations de richesses, voilà à quoi tend la liberté des échanges.

Il ne s'agit pas d'ailleurs, pour en revenir à la ques-

tion militaire, pour un peuple de désarmer seul, quand tous les autres conservent ou renforcent leurs effectifs ; il n'y a de possible que le désarmement en masse. Evidemment un peuple doit commencer, doit donner l'exemple, et Bastiat adjure alors l'Angleterre de le faire. C'est elle qui eut l'initiative du libre-échange, elle doit aussi avoir celle du désarmement. La France s'empresera alors d'obtenir, avec elle, l'abandon de toute idée de conquête de la part de la Prusse et de déposer les armes. Bien plus, il s'agit même d'élémentaire prudence pour l'Angleterre. La France, en effet est accablée d'impôts et a des déficits budgétaires. Si la Grande-Bretagne reste armée, la France est obligée de conserver ses troupes, par conséquent elle ne peut faire aucune économie sérieuse. Pour se tirer de peine, elle sera alors tentée et même presque forcée de faire des guerres, d'utiliser au moins ainsi la forte armée qu'elle doit entretenir. Si donc, l'Angleterre ne veut pas courir ces dangers, qu'elle désarme, nous l'imiterons, réduirons nos charges et pourrons nous développer tous dans la paix et l'amitié.

La protection combat ici la doctrine libre-échangiste en disant que certains pays se trouveront asservis à d'autres et que l'échange est un tribut payé à l'étranger. Que faut-il penser de cette façon de voir ? D'abord, en même temps qu'elle flétrit la dépendance entre peuples, la protection prétend permettre seule l'indépendance nationale vis-à-vis de tous les étrangers. Mais cette prétendue indépendance est en premier lieu nuisible au pays en ce

qu'elle le force à produire des choses que sa nature ne lui permet pas de créer, et en réalité l'indépendance provoquée par la protection n'est que de l'isolement. On n'est plus en rapports avec aucun étranger, mais on est moins riche, comme le fut cet agriculteur qui, pour ne dépendre de personne, sépara son héritage en une multitude de parcelles qu'il cultiva différemment. Cet isolement d'autre part, comme nous l'avons déjà vu sous un autre aspect, facilite, en les rendant moins onéreuses pour tous, les guerres entre pays. De plus, la dépendance que le libre-échange est censé entraîner, n'est pas, ne peut pas être unilatérale. Il ne s'agit, dans l'échange, que de mutuelle dépendance qui, par suite, ne crée de dangers pour aucun des contractants. Ils ont intérêt l'un et l'autre à l'échange et seraient affaiblis tous deux par sa suppression. Le premier argument du régime restrictif est donc sans valeur. Le second consiste à assimiler l'échange libre à un tribut payé par une nation à la nation étrangère. Peut-on identifier ces deux sortes d'opérations? Evidemment non. Dans le tribut, il s'agit d'une exportation de capitaux sans contrepartie, d'un don forcé imposé par le vainqueur en sa faveur, certes, là c'est incontestable, il y aura bien perte pour le pays ainsi exportateur. Mais dans l'échange s'il y a toujours exportation de capitaux, il y a importation correspondante de marchandises utiles au pays et désirées par lui. Il s'agit donc en réalité de la différence existant entre une vente et une donation,

et si la dernière est forcément nuisible au donateur, la première a toutes chances d'être profitable à l'acheteur ; c'est en tous cas son opinion puisqu'il se décide au marché. Ainsi donc ce second argument n'est pas meilleur que le premier, il suffit de réfléchir un instant pour se persuader de son inanité.

II. — Les protectionnistes se targuent de patriotisme. Ils s'ingénient à montrer tous les dangers que courrait, en cas de guerre, un pays libre-échangiste qui tirerait la plus grosse part de ses approvisionnements de chez son ennemi : Et ils s'emploient, nous l'avons vu, de tous leurs moyens, à maintenir toujours des conflits imminents, avec les étrangers, pour justifier ces craintes. Nous savons également que ce système a pour but chez eux, en définitive; de maintenir leurs monopoles, en détournant l'opinion publique des vraies sources de ses maux. Toutes ces machinations peuvent-elles recevoir le nom de patriotisme ? Certes, non. D'autant surtout que, lorsque le véritable amour de la patrie devrait pousser à soutenir des accords internationaux, les monopoleurs n'ont plus le même sentiment et repoussent énergiquement toute entente. Ici, en effet, le patriotisme va à l'encontre de leurs privilèges, et dans des cas de ce genre, ils n'hésitent pas à préférer leurs avantages particuliers à ceux du pays tout entier. C'est ce qui s'est produit lorsqu'on envisagea une union douanière avec la Belgique : la prohibition ici s'efforça de faire échouer les négociations. Le patriotisme des monopoleurs apparaît donc comme essentielle-

ment intermittent : ils en tirent argument, ils s'en vantent, quand il concourt avec leur intérêt immédiat, ils le cachent et l'oublient en cas contraire. Si encore, comme on le croit souvent, c'étaient les étrangers et eux seuls qui perdaient dans le régime restrictif, le patriotisme, sous sa forme la plus mauvaise, c'est-à-dire la haine de l'étranger, pourrait, malgré tout être invoqué. Mais, il ne parvient, c'est bien certain, qu'à appauvrir le consommateur national, qu'à empêcher de tirer de ses peines toutes les satisfactions auxquelles il a droit : Donc de ce côté encore, il ne faut pas pousser à protéger. En somme, la protection, quand elle parle de patriotisme, quand elle paraît défendre le pays, ne contient, en réalité, qu'un faux honneur national et ne cherche qu'un moyen de maintenir ses prérogatives : tous procédés qui n'ont rien de commun avec l'amour de la patrie qui, en dehors de toute spéculation subjective, ne devrait tendre qu'au bien-être et à la prospérité de la nation. Voilà donc, pour Bastiat, les effets comparés de la protection et du libre-échange, vis-à-vis des rapports internationaux. Qu'avait-on jusqu'ici exposé sur ce point ?

En France, les Physiocrates et parmi eux Letrôrne surtout, préconisaient la paix et la bonne entente avec l'étranger car pour eux, les industries des divers pays dépendent les unes des autres, leur prospérité est solidaire de celle existant au dehors. Mais ils étaient obligés d'invoquer la morale encore plus que l'intérêt à cause de leur conception spéciale de la terre. Toutes les richesses

venant d'elle en effet, on est tenté malgré tout d'accroître ses possessions, surtout si le pays est naturellement pauvre. Say s'est étendu sur l'avantage qu'avait une nation à la richesse de ses voisines et a montré par là, les graves inconvénients qu'entraînaient les guerres et toute leur inanité. Dunoyer et Charles Comte après avoir réclamé le libre-échange, demandaient la diminution de l'armée ; ils voyaient, dans ce second fait, la conséquence du premier. Ainsi, chez nous, Bastiat a déjà eu bien des précurseurs.

L'étranger s'est chargé de lui fournir la plupart des autres notions. Le système de Smith, mieux que celui des Physiocrates, arrivait à flétrir tous les conflits internationaux. La division du travail, dans toute son étendue comme il la préconise, amène une étroite interdépendance entre les divers états ; elle suppose donc des rapports cordiaux entre les divers pays, faute de quoi, tous souffriront. Donc ici, l'intérêt des peuples coïncide avec la paix universelle. Ricardo ne s'est pas occupé spécialement de cette question. Par contre, List, avec sa volonté de créer une nation complète, ayant développé toutes ses facultés productives, est très dangereux, son système quoiqu'il en dise, pousse directement aux guerres, et aux annexions. Cobden et la Ligue ont exposé clairement que le libre-échange arrivait de suite aux résultats que ne feraient que très lentement les conquêtes. La prétendue dépendance provoquée par la liberté des transactions est pour eux, source de grandeur et de prospérité : enfin ce

sont et ce sont seuls, les rapports commerciaux qui empêchent les guerres.

Bref, Bastiat n'a pas innové ici, il a illustré d'exemples certains points caractéristiques ; il a développé la discussion en combattant tout spécialement les droits différentiels ; il a bien montré les économies qui résulteraient de la politique de non-intervention et a condamné le faux patriotisme du système protecteur. Mais à cela seulement se réduit son rôle sur ce point.

G

BULLIONISME — BALANCE DU COMMERCE SONT DE FAUSSES
THÉORIES : L'EXCÉDENT D'IMPORTATION MESURE LE GAIN
NATIONAL. — PACTE COLONIAL, TRAITÉS DE COMMERCE,
ÉCHELLE MOBILE, ENTREPOT, PRIMES A L'EXPORTATION
SONT AUTANT DE SYSTÈMES NUISIBLES DU PAYS

Le bullionisme qui mesure la richesse d'un pays à la quantité d'or qu'il possède a été l'un des premiers systèmes conduisant à repousser la liberté d'échanger. Mais il repose sur une erreur. Il considère en effet les métaux précieux comme une richesse par eux-mêmes, et, pour cette raison interdit leur exportation. En vérité, ils ne sont que des bons donnant droit à recevoir des services. Ils ne sont que l'intermédiaire qui permet à l'échange de se diviser en deux temps : d'abord rendre un service et recevoir en paiement du numéraire, ensuite, troquer ce numéraire contre un autre service. Mais on ne travaille que pour obtenir le second service, la

preuve en est que si une loi prohibait l'usage de la monnaie, on ne travaillerait plus pour les autres, mais directement à la satisfaction de ses propres besoins. On ne peut donc obtenir ce que l'on convoite qu'en se dessaisissant de son argent. Et si l'on empêche le libre-échange du numéraire et de l'or en particulier, on empêche, par celà même, de retirer de la société les jouissances auxquelles on peut justement prétendre. On enlève toute efficacité au travail, car, Bastiat le dit textuellement : « L'homme ne se nourrit pas de numéraire il ne se vêt pas d'or, il ne se chauffe pas avec de l'argent. Qu'importe qu'il y ait plus ou moins de numéraire dans le pays, s'il y a plus de pain aux buffets, plus de viande aux crochets, plus de linge dans les armoires et plus de bois dans les bûchers » (1). En perfectionnant cette fausse théorie, on en est arrivé au procédé de la balance du commerce qui prétend acheter aux autres le moins possible et leur vendre le plus possible ; d'où protection pour arrêter les importations ; envahissements et conquêtes pour forcer l'étranger à recevoir nos produits, accroître l'exportation ; car, nous avons eu l'occasion de le voir, si tous veulent vendre et si personne ne veut acheter, il n'y aura jamais d'entente entre peuples, mais bien au contraire des guerres incessantes, et ce procédé surcharge d'impôts et appauvrit la nation pour entretenir des forces indispensables

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome IV, p. 14.

vis-à-vis de l'hostilité générale. Puis, surtout, on arrive simplement ainsi à donner beaucoup pour recevoir peu, ce qui à n'en point douter, est contraire aux désirs véritables de tout homme. Il est certain aussi que le but de toute nation est, en tous points, semblable à celui de chacun de ses ressortissants. Mais, malheureusement, en tant que nation, on ne se rend pas compte de l'analogie et pourtant, comme le dit Bastiat « Les importations d'un peuple sont les jouissances qu'il se procure, et ses exportations sont le paiement de ces jouissances » (1). Par conséquent, on a intérêt à un excédent d'importation. Le système de la balance du commerce revient aussi à exporter l'utile et à importer l'inutile, puisqu'il veut exporter ce qui a de la valeur et importer ce qui n'en a pas. Mais alors d'où vient cette erreur, comment peut-elle exister ? Elle vient de ce que l'on considère la différence entre importations et exportations comme se soldant par une exportation d'argent, de capitaux. Mais d'abord, nous venons de montrer que l'on ne pouvait obtenir les services auxquels on avait droit qu'en exportant du numéraire. Et si une semblable exportation se produit, il faut en voir la cause, non dans la liberté commerciale, mais dans une incapacité quelconque et temporaire, la plupart du temps, de fournir des services effectifs actuels en contre partie des achats que l'on fait à l'étranger. Enfin, en général il n'y a pas exportation

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome II, p. 218.

de numéraire, mais échange de services immédiats des deux côtés. Et alors, il faut admettre l'opinion du simple particulier. Il a raison de considérer que s'il a acheté en France pour 10.000 francs de vin et s'il l'a vendu deux fois plus cher aux Américains, en réimportant de la marchandise pour une somme égale à son prix de vente, il fait un bénéfice de dix mille francs ; et la balance du commerce est dans l'erreur complète en venant lui soutenir qu'il a perdu tout son capital : la protection, conséquence de la balance du commerce, revient à faire perdre au négociant une part de son bénéfice en le forçant à ne commercer qu'avec des étrangers vendant cher. Bastiat s'attache tout spécialement à démontrer par des exemples tout l'avantage de l'excédent d'importation. D'abord, il suppose un exportateur français envoyant en Amérique des articles de Paris qu'il déclare en douane 200.000 francs ; aux Etats-Unis, la cargaison acquitte des frais et droits et procure à son vendeur un bénéfice de 40.000 francs, et produit au total 320.000 francs. Le consignataire achète du coton avec cette somme, il y a encore divers déboursés à solder, de sorte que à l'arrivée en France, ce coton revient à 352.000 francs, chiffre qu'inscrit la douane française. L'exportateur français devenu importateur, fait un nouveau bénéfice de 70.400 francs sur cette importation, et pour lui, le résultat de ces deux opérations est un bénéfice total de 40.000 francs plus 70.400 francs. Or la balance du commerce et les protectionnistes prétendent

qu'ici, en réalité, il y a eu exportation de 200.000 francs et importation de 352.000 francs donc appauvrissement et perte de la différence. Une autre fois, le même exportateur expédie à l'étranger une cargaison d'une valeur de 200.000 francs et la douane porte 200.000 francs aux exportations, mais le bateau sombre, à peine sorti du port et se perd corps et biens. Ici, le commerçant inscrit sur ses livres, une perte définitive de 200.000 francs. Mais la douane n'ayant rien à indiquer aux importations en regard des 200.000 francs d'exportation, les protectionnistes prétendent que le pays a gagné 200.000 francs. En sorte que comme le dit notre auteur « Selon la théorie de la balance du commerce, la France a un moyen tout simple de doubler à chaque instant ses capitaux. Il suffit pour celà qu'après les avoir fait passer par la douane, elle les jette à la mer. En ce cas les exportations sont égales au montant de ses capitaux, les importations seront nulles et même impossibles et nous gagnerons tout ce que l'Océan aura englouti » (1). On conçoit donc sans peine tout le ridicule de la théorie de la balance du commerce, elle est exactement contraire à la vérité. En réalité, si l'on en excepte les frais de transport et frais divers, l'excédent d'importation mesure exactement le bénéfice du commerçant du pays, le gain national. Il y a donc lieu de se réjouir, si l'on comprend bien son intérêt de tout accroissement des

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome IV, p. 56.

importations. Cet excédent d'importation montre en somme que l'on tire bien parti de ses facultés, que l'on vend bien ses produits, que l'on donne moins que l'on ne reçoit.

Une autre grave erreur très répandue cependant autrefois et qui même aujourd'hui persiste est la politique du pacte colonial. Ce pacte, dans toute sa rigueur, est le suivant : interdiction, pour les colonies d'exporter ailleurs que dans la métropole, interdiction, pour les colonies de s'approvisionner ailleurs que dans la métropole, interdiction pour les colonies d'effectuer les transports autrement que sur pavillon national, interdiction pour les colonies de manufacturer leurs produits, et, comme seule contre partie obligation, pour la métropole, de ne s'approvisionner de produits coloniaux que dans ses colonies, en les taxant d'ailleurs au besoin. Ce système quoique souvent atténué sur certains points, a toujours été pernicieux. Il est en effet mauvais par sa nature même. D'abord il ne peut qu'engendrer des pertes générales puisqu'il tend à substituer à un marché très large, un marché tout à fait restreint. La métropole perd tous ses débouchés à l'étranger pour vouloir acheter uniquement chez ses sujets les produits qu'ils sont susceptibles de fournir. Elle s'oblige également à acheter à ses colonies leurs marchandises à haut prix, puisqu'elle supprime volontairement le frein de la concurrence étrangère. Les indigènes se trouveront dans la même situation puisque le monopole est réci-

proque. Ainsi donc, perte de débouchés, hausse des prix, et qui plus est, encore ici danger de guerre, tel sera le bilan du système. Pour maintenir ainsi les colonies sous notre joug, car il est bien certain que les indigènes ne supporteront pas de bon gré une si forte oppression, il faudra une force considérable et sans cesse renouvelée, et comme d'autre part, la perte des débouchés sera très fortement ressentie dans la métropole, on sera poussé, malgré soi à étendre autant que possible son marché en conquérant de nouveaux pays, donc, seconde nécessité d'avoir une très forte armée, et hostilité de la part des puissances étrangères. Ce procédé nous oblige enfin à envoyer des fonctionnaires dans la colonie et à perdre leur travail et le bénéfice que nous retirions de leurs achats et à payer tous ces déplacements par des taxes. Voilà donc des inconvénients multiples, sans contre-partie. La politique de liberté aurait des résultats tout différents. Pour la métropole, comme pour les colonies, les débouchés seraient aussi larges que possible, donc les industries auraient toutes chances de prospérer, la vie serait moins chère à cause de la concurrence internationale, et surtout la paix serait assurée. Les liens commerciaux entre les deux pays se développeraient, mais avec une base sûre, en substituant à des rapports factices, des rapports naturels, et à des sentiments de haine, des sentiments d'amitié et de fraternité. C'est de plus la politique suivie par l'Angleterre reconnaissant à temps ses erreurs passées. Il serait à souhaiter aussi selon Bastiat

que la France l'imite en celà, car c'est son avantage, et si les pays ne savent pas voir à temps leurs fautes, il risquent un jour de succomber sous des forces supérieures et de subir des pertes considérables. Voilà de quelle énergique façon notre auteur flétrit le pacte colonial.

Il est cependant moins acerbe lorsqu'il s'agit des traités de commerce. Il semble même à un endroit leur être plutôt favorable. C'est en effet un système qui se rapproche du libre-échange. Il tend, sinon à établir la complète liberté des échanges, du moins à atténuer les droits vis-à-vis de certaines marchandises et avec certains pays. Et Bastiat de regretter d'abord que le système protecteur empêche la conclusion de pactes de ce genre. Mais ses regrets ne sont qu'éphémères, et le voilà combattant même les traités de commerce. Ils ont en effet plusieurs graves inconvénients. D'abord la complication qu'ils entraînent, il faut à la douane, reconnaître exactement la nature et la qualité de la marchandise que l'on veut importer, d'où quantité d'opérations longues et minutieuses ; il faut également connaître son origine et appliquer des droits divers selon les cas. Ils sont aussi iniques s'ils ne sont pas *ad valorem* car, seuls les riches peuvent profiter de leurs avantages. Puis ils sont basés sur cette erreur que l'importation est toujours funeste et ils ne font que chercher à la restreindre ou tout au moins à lui trouver une contre-partie supérieure, or, il ne faut pas soutenir des systèmes basés sur des erreurs. Enfin ils ont l'inconvénient de mécontenter tous les peuples, sauf

le co-contractant ce qui est grave au point de vue des rapports extérieurs ; car quelque traité de commerce que l'on regarde, il a toujours pour but d'exclure l'importation des marchandises étrangères qui sont au meilleur prix et de ne laisser entrer que celles des pays, qui, pour cela ne dépassent pas, ne concurrencent pas notre industrie nationale similaire. Ainsi, les avantages pour les consommateurs sont très minimes et, en regard, les traités ont de graves défauts. Il ne faut donc pas chercher à les développer. Seul, le libre-échange intégral peut avoir vraiment de la valeur à tous points de vue et les systèmes mixtes sont à rejeter.

Un autre procédé qui fut employé sans succès en France est celui de l'échelle mobile. Bastiat résume ainsi son fonctionnement : « Notre loi céréale séduit beaucoup d'esprits par son air de bonhomie et d'impartialité. Quoi de plus simple ? Y a-t-il abondance ? La porte d'entrée se ferme d'elle-même et l'agriculteur n'est pas ruiné. Y a-t-il disette ? La porte s'ouvre naturellement et le consommateur n'est pas affamé. Ainsi un niveau salutaire est toujours maintenu par une loi si prévoyante et personne n'a pu se plaindre. Mais, ajoute-t-il, dans l'application, ce nivellement si désiré rencontre des difficultés qu'on n'avait pas prévues et qu'on n'a pas assez étudiées » (1). D'abord, pour savoir dans quel sens elle doit agir, la douane doit connaître le prix des céréales ; or

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome II, p. 44.

elle ne peut obtenir que des prix passés, plus ou moins réels, à l'aide de moyennes établies d'une façon tout à fait arbitraire, il a fallu aussi créer des zones et prendre des marchés pour types, enfin élaborer des relations entre le prix des blés et celui des autres céréales. Tout cela est essentiellement fictif et forme déjà une grosse source d'inconvénients puisque ces données très vagues et plus ou moins fausses vont servir de support à tout le système. Puis elle gêne énormément les transactions ; les commerçants ne sont plus en sécurité, redoutent toujours de se trouver en face de marchés fermés et hésitent, ne savent plus comment traiter. Et alors, au lieu de la progression lente et continue que seule permet la spéculation on se trouve exposé à des changements très brusques dans les prix : de quantités de céréales arrivées tout à coup dans nos ports parce que l'on a craint à un moment leur fermeture de hausses de prix considérables venant de l'empressement à acheter au dehors à un moment donné pour spéculer très vite. Et naturellement c'est le consommateur qui supporte toutes ces variations et tout spécialement une cherté excessive, car le spéculateur qui a acheté à haut prix à l'étranger par crainte de la fermeture de notre frontière fera retomber cette hausse sur l'acheteur. Ainsi nous perdrons tous. Nous serons également très mal approvisionnés étant donné tous ces à-coups. Enfin et surtout l'échelle mobile nous forcera à exporter en paiement beaucoup de numéraire. Quand le libre-échange fonctionne depuis longtemps, il se pro-

duit la plupart du temps entre les pays des trocs de marchandises ; c'est en produits du pays que nous payons les importations. Mais s'il n'en est pas ainsi, si, suivant l'échelle mobile, nous ne sommes pour l'étranger que des clients passagers, sur lesquels on ne peut pas compter pour des achats réguliers, c'est bien en numéraire et non en marchandises que nous serons forcés de solder nos achats. Aussi tous ces graves inconvénients ont-ils amené à supprimer ce procédé en France. L'Angleterre l'avait aussi autrefois employé, mais devant ses résultats désastreux, elle l'abandonna également. Les choses, chez elle, se passèrent ainsi ; d'abord on fixa un taux au-dessous duquel on n'importerait pas de blé et aussitôt, attirés par l'espoir de gros bénéfices, les agriculteurs développèrent leurs cultures et beaucoup voulurent acheter des terres, ce qui fit hausser leur valeur ; on s'efforça de faire du blé partout, dans les terrains, même les plus infertiles et son prix de revient augmenta. Cela entraîna une crise commerciale et industrielle, car tous les capitaux se concentrèrent vers l'agriculture et les subsistances coûtaient cher. Mais celà déclenchait bientôt une crise agricole. Nous avons vu d'abord que le prix de revient chez les agriculteurs, s'était accru, d'autant que les capitalistes étaient exigeants, ils n'auraient donc pas, pour la plupart fait de gros bénéfices, même si le prix s'était maintenu au taux que la loi voulait garantir. Mais l'abondance de blé provoquée par cet accroissement de culture fit tomber les prix à moitié de leur valeur primitive. Aussi l'échelle

mobile provoqua également une terrible crise agricole, et, dans cette première période, le système entraîne des pertes générales pour l'industrie, le commerce et l'agriculture. Alors commença un mouvement inverse : les terres furent délaissées, et l'on se tourna vers l'industrie qui eut une quantité de capitaux trop considérable cette fois, ce qui provoqua l'éclosion d'entreprises instables et hasardeuses qui ne tardèrent pas à sombrer. Les produits agricoles et le blé, en grande partie abandonnés virent leur prix hausser beaucoup, mais alors, ce ne furent plus les nationaux qui réalisèrent des profits, mais les étrangers car on baissa, à ce moment, le taux d'entrée des céréales et les terres du pays étant presque toutes en friche, ce furent les importations qui s'accrurent. Après cette nouvelle hausse le phénomène se reproduisit et l'on assista plusieurs fois de suite à ces variations. Les agriculteurs anglais perdirent en général sans cesse ; et les industriels ne gagnèrent pas, puisque : ou bien les capitaux se dérobaient ou venaient en trop grande quantité et poussaient à de mauvaises entreprises. Là encore, le libre-échange eût été bien préférable eût assuré la stabilité des prix et provoqué des gains justement répartis et normaux. Et cette description de l'Angleterre est exactement celle qu'on aurait pu faire de la France si le taux d'entrée des blés eût été un peu plus élevé. L'échelle mobile ne s'avère donc à l'usage, que comme une apparence trompeuse.

Bastiat vient ensuite ridiculiser l'entrepôt. Remar-

quons en passant que ce qu'il nomme ainsi, s'appelle plutôt admission temporaire de nos jours. La définition qu'il en donne est la suivante : « C'est mettre en œuvre des matières que l'on va chercher partout où on les trouve au plus bas prix, à la condition soit d'exporter le produit, soit de payer le droit de douane si on le livre à la consommation française » (1). Certes, si un industriel qui, avant, travaillait comme tous ses compatriotes, vient à employer ce système, il progresse, et son usine peut même prendre des proportions considérables. Il va, en effet, pouvoir obtenir à très bon compte ses matières premières et faire baisser son prix de revient dans de fortes proportions. Il va, de cette façon aussi, occuper plus d'ouvriers. Cela forme le bon côté du procédé, ce qui provient directement du libre-échange. Mais, par malheur, en regard de ces avantages se trouvent bien des inconvénients. En premier lieu, le fabricant qui entrepose, dans le sens donné par Bastiat, à cette expression, subit la concurrence intégrale de tous les producteurs étrangers sur leurs marchés, et cependant ne jouit pas de tous les privilèges que possèdent ces derniers. Car, s'il est sur le pied d'une parfaite égalité avec tous pour ses matières premières, il n'en est pas de même pour toutes les denrées alimentaires qui servent à sa nourriture et à celle de ses ouvriers ; ni pour l'outillage qui lui est indispensable ni pour le combustible que consom-

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome II, p. 312.

ment ses machines. De plus, il est surveillé, entravé considérablement par tous les agents de la douane, qui sont sans cesse chez lui pour estampiller ses matières premières et empêcher toute entrée de produits fabriqués en fraude. Le fait qu'il se développe malgré tout est donc un véritable succès à enregistrer pour le système de la liberté des échanges. En second lieu, et c'est surtout ici que Bastiat nous découvre le côté positivement ridicule du procédé ; l'étranger peut ainsi nous battre avec nos propres industries. Car l'entrepôt prévoit que si l'objet fabriqué de cette façon est exporté, il l'est à un prix normal, à un prix essentiellement libre, tandis que si c'est un français qui se présente pour l'acquérir, il le paiera beaucoup plus cher, puisqu'il est « protégé » et que, par conséquent il doit solder les droits. Et notre auteur, avec sa verve coutumière, de s'écrier : « Or le Français en qualité de citoyen protégé doit payer un travail exécuté en France un tiers de plus que l'étranger ; car si la machine entre dans la consommation française elle a 33 % de droits à acquitter, d'où il résulte que les étrangers nous battent avec nos propres armes. Mais que voulez-vous ? la protection est une si bonne chose qu'il faut bien subir quelques inconvénients pour elle. Nous aurions tort de nous plaindre puisque nous sommes protégés, battus et contents » (1). Ainsi, en comparant les avantages et les inconvénients de l'entrepôt, il est facile

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome II, pp. 313 et 314.

de se rendre compte que la balance penche du côté des derniers, et donc qu'un tel système doit être rejeté. Il ne pourrait servir qu'à montrer le **développement industriel** qu'il entraîne, du seul fait de la libre importation des matières premières, tout ce que l'on peut espérer du régime libre-échangiste, même incomplètement appliqué.

Bastiat attaque enfin violemment les primes à l'exportation. On sait que ce procédé consiste, sous prétexte de favoriser les ventes au dehors, à donner des primes aux industriels nationaux pour chaque marchandise qu'ils exportent. Cela leur permet de vendre dans ces conditions, au-dessous de leur prix de revient, de leur coût de production et par cela même de trouver des débouchés étrangers. C'est ce système que notre auteur traite de vol à la prime. Et voici pourquoi : il démontre d'abord, comme nous le savons déjà, que tous les droits de douane, et, à plus forte raison, les primes, sont soustraits aux consommateurs français. Le consommateur, et en général, le public vont payer ces primes par des impôts et il ne leur en reviendra aucun avantage. Le produit de ce véritable vol, ira, non pas, comme dans le vol ordinaire, à celui qui commet l'acte frauduleux, c'est-à-dire ici à l'Etat, mais aux étrangers et à des étrangers parfois très éloignés et inconnus des contribuables. C'est là d'ailleurs la seule différence qui existe entre les primes à l'exportation et le vol pur et simple. Il ne faut pas croire même que ce système profitera aux industriels qui

exporteront ainsi, car la prime n'est destinée qu'à leur permettre de faire des conditions meilleures et elle se retrouve directement dans le prix. Leur bénéfice sera donc absolument égal à celui qu'ils retirent de la vente à l'intérieur. A la fin, il n'y aura qu'un don fait par les Français aux pays étrangers. Si ces pays, pour éviter une sous-concurrence à leurs producteurs nationaux, décident de créer une taxe à l'importation égale aux primes de leurs fournisseurs, le prix de la marchandise chez eux ne changera pas, mais le fisc gagnera et les Français se trouveront ainsi avoir alimenté la caisse publique étrangère, avoir en somme payé les impôts des étrangers en leur lieu et place. Mais si les pays étrangers comprennent encore mieux leur intérêt et font le libre-échange, laissent entrer la marchandise au prix auquel la prime française en permet la vente, ce seront alors tous les consommateurs du produit qui recevront un don gratuit de la part des Français ; et ces dons seront plus nombreux que dans la première hypothèse, car le prix d'achat baissant, les importations du produit considéré s'accroîtront. Voilà donc à quoi se ramènent les primes à l'exportation ; un vol qui sert, soit à payer les impôts étrangers, soit à faire des donations aux consommateurs étrangers. Bref, ce système apparaît comme une véritable mystification.

Ainsi, tous les procédés que nous venons d'envisager : bullionisme, balance du commerce, pacte colonial, traités de commerce, échelle mobile, entrepôt, primes à l'exportation, sont nuisibles au pays. Ce sont autant d'en-

traves, d'empêchements, mis à la liberté des échanges qui, seule devrait être maintenue. Cela pousse, de plus l'Etat dans des difficultés inextricables : il n'est aucunement fait pour réglementer et distribuer les profits. Il se jette ainsi dans des problèmes impossibles à résoudre ou plutôt qui ne peuvent se résoudre que par la liberté. Il ne faut donc pas chercher à inventer des procédés très divers, ils tournent tous à l'encontre des intérêts bien entendus du pays — il n'y a qu'à laisser faire et à laisser passer.

Bastiat sur la plupart de ces questions n'a pas été un précurseur mais il a cependant approfondi certains points et mis à jour quelques questions.

En France, les Physiocrates ont violemment réagi contre le mercantilisme en général et Le Mercier de la Rivière anéantit l'erreur de la balance du commerce en démontrant que l'accumulation des capitaux ferait cesser le commerce international et hausser les prix. Mirabeau a montré toute l'illusion du pacte colonial. Plus tard, Say soutint que la perte qu'avait faite l'Angleterre de ses colonies avait été en réalité un gain pour elle et il était convaincu qu'avec le libre-échange il n'y aurait jamais de crises de surproduction. Dunoyer réclamait également de toutes ses forces la limitation des attributions de l'Etat et il aurait voulu supprimer toute réglementation.

Chez les Anglais, Smith n'a pas donné beaucoup d'indications ; il désirait conserver le monopole des grandes compagnies avec les colonies peu civilisées et il admet-

fait, nous l'avons déjà vu l'acte de navigation de Cromwell. Ricardo n'approfondit pas beaucoup ces matières. Par contre, Cobden et les Ligneurs s'y attachèrent tout spécialement. ils montrèrent que les pays souffraient non pas de la rareté du numéraire mais de celle des aliments. Pour eux, l'excédent d'importation n'est pas un mal. L'importateur étranger est un véritable acheteur et les progrès de l'industrie d'un pays se mesurent à l'importance des importations. Les traites de commerce ont évidemment leur utilité, mais ils peuvent aussi être un ferment de jalousies internationales. L'échelle mobile enfin est très mauvaise, ne tolérant l'importation que dans les cas extrêmes pour empêcher la famine. Bref notre auteur a transporté en France et développe les critiques adressées par les Anglais aux traites de commerce et à l'échelle mobile, mais il a innové en ridiculisant les systèmes de l'entrepôt et des primes à l'exportation et il a spécialement creusé l'idée anglaise de l'utilité de l'excédent d'importation. Son œuvre personnelle fut donc assez considérable en ces matières.

H

LE LIBRE-ÉCHANGE EST CONFORME A LA NATURE
ET PERMET LE DÉVELOPPEMENT DE L'INSTRUCTION
ET DE LA MORALITÉ. IL EST EN TOUS LIEUX
PROFITABLE

I. — Pour plusieurs raisons, et en prenant l'expression sous toutes ses acceptions, l'on peut affirmer que le libre-échange est conforme à la nature.

Il l'est d'abord par la méthode qu'il emploie pour étudier l'économie politique. Ses théoriciens ne font en effet que constater les phénomènes naturels et analyser leurs rapports. Ils se contentent de décrire ce qu'ils voient et de montrer les conséquences des divers faits qu'ils dépeignent. Ils laissent ensuite à l'homme toute liberté dans ses actes, sachant bien que de lui-même il cherchera la plus grande somme possible de jouissances et le minimum de souffrances. En somme, de ce côté, et à l'inverse des protectionnistes qui veulent inventer des procédés, d'ailleurs irréalisables, pour modifier la Nature, jugée mauvaise, on laisse faire la Nature, on se borne à

exposer ses manifestations. C'est pourquoi, pour résumer sa pensée sur les deux écoles, Bastiat s'exprime de la façon suivante : « Ainsi, la première observe l'arrangement naturel des choses et sa conclusion est liberté. La seconde arrange une société artificielle et son point de départ est contrainte. C'est pourquoi et pour abréger, j'appellerai l'une école économiste ou libérale, et l'autre école arbitraire » (1).

En dehors de celà, les lois naturelles, les lois divines, sont évidemment bien supérieures à tous points de vue aux lois humaines, elles sont beaucoup plus harmoniques. Nous ne pouvons pas raisonnablement espérer arriver par notre seule intelligence aux mêmes résultats et surtout à des résultats meilleurs que ceux obtenus par le Créateur. Ce serait d'une ridicule présomption, et c'est pourtant la prétention des protectionnistes : qu'ils veuillent ou non le reconnaître, ils cherchent à modifier la Nature, donc ils espèrent la surpasser. En réalité, même si l'on est incroyant ou tout au moins si l'on n'a pas foi en l'harmonie complète des lois naturelles, il vaut mieux laisser faire, et donc suivre la Nature, elle sait très bien et mieux que nous où il faut nous conduire. D'abord, elle agissait sciemment en variant partout les produits du sol et les aptitudes humaines. En diversifiant ainsi choses et gens, elle a voulu créer des liens entre eux, les unir à tout prix par l'échange. C'est de cette façon qu'elle

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome I, p. 410.

a cherché à empêcher ou au moins a atténuer toutes les guerres et les haines internationales et nous avons déjà vu que ce procédé constituait bien un obstacle invincible à toute conflagration. Donc, déjà de cette façon, l'échange est conforme à la Nature, il a été prévu et voulu par elle. Et surtout la Nature a organisé d'avance la société entre les hommes ; elle a parfaitement vu que seul l'état social permettrait à l'homme de subsister et de se développer. Or, toute société suppose l'échange ; l'échange en est l'indispensable support et sa suppression ou même sa restriction porte à tous un grave préjudice, conduit à l'isolement et au néant. Rousseau le plus grand apôtre de ce qu'il appelait à tort l'état de nature, en y voyant l'état primitif avant l'organisation des hommes en société, a bien été forcé de reconnaître que cette solitude menait à un complet dénûment et s'est trouvé ainsi obligé d'exalter la privation, et l'on ne peut pas véritablement soutenir que ce soit là le bonheur. Donc, en obligeant les hommes à vivre les uns avec les autres, en les rendant interdépendants et sociables, l'échange, le libre-échange, améliore le sort commun, et suit, nous le sentons parfaitement, les voies tracées par la Nature.

Bastiat a aussi envisagé la nature dans le sens de désirs, d'instincts, de penchants humains. Et sous ce nouvel aspect, nous trouvons toujours une entière conformité entre elle et le libre-échange. Ainsi, en premier lieu, à l'encontre de la protection qui voudrait nous faire créer nous-mêmes des choses que nous pourrions nous

procurer à meilleur compte chez autrui, nous tendons tous irrésistiblement à acheter ce qu'il nous coûte plus cher de faire nous-mêmes. Et chez n'importe quelle personne et dans n'importe quelle industrie l'on constate cette même façon de voir. Un écrivain n'ira pas quitter sa plume pour nettoyer lui-même ses chaussures, une ménagère n'ira pas faire elle-même son pain s'il lui est plus avantageux de l'acheter à un boulanger. Nous sommes donc bien ainsi poussés à la division du travail et à l'échange en dépit de tous les beaux raisonnements des protectionnistes. De même, instinctivement, et par une tendance assez proche de la précédente, nous cherchons sans cesse à accroître nos jouissances, à nous développer, à donner peu pour avoir beaucoup. Or ici encore la protection pousse au résultat contraire, elle veut forcer à donner beaucoup pour avoir très peu, et l'on ne peut trouver personne pour de pareilles combinaisons sous le régime de la liberté. Le libre-échange seul permet de découvrir où se trouve le plus grand avantage, en laissant agir la concurrence universelle, et il permet seul par conséquent de suivre à ce point de vue son penchant. L'antagonisme de la nature et de la protection éclate aux yeux de tous puisque cette dernière doit être imposée par la force. Toute nation laissée libre est libre-échangiste, et l'on a toujours tort de combattre la nature. Bastiat s'exprime ainsi : « Je l'ai déjà dit, et je le répète, une théorie m'inspire de la confiance quand je la vois d'accord avec la pratique universelle. Or, il est positif que les na-

tions feraient entre elles certains échanges si on ne leur interdisait par la force. Il faut la baïonnette pour les empêcher, donc on a tort de les empêcher » (1).

De même encore, si l'on s'en reporte à l'intelligence humaine, si l'on recherche l'avis de la raison, autres formes de la nature, on est invinciblement poussé à pratiquer la liberté des échanges. Comment croire raisonnablement par exemple, que les échanges accomplis à travers l'Adour sont très avantageux, et que ceux faits à travers la Bidassoa sont nuisibles. Rien ne permet de soutenir de telles assertions, comme le fait pourtant la restriction et l'on a au contraire parfaitement l'impression d'une simple mystification. La raison s'insurge contre un tel arbitraire et ne peut concevoir une différence de résultats en regard d'une analogie complète de circonstances. Elle affirme par contre avec énergie que l'identité de cause doit entraîner l'identité d'effets, et donc ou bien que les échanges sont bons partout ou qu'ils sont partout détestables. Et comme on ne peut pas à juste titre soutenir pour tous les cas cette seconde hypothèse, il faut bien en venir à croire à leur universelle utilité et à l'universelle valeur du libre-échange. Enfin, même si l'on admettait que l'organisation créée par la Nature soit mauvaise, qu'il soit donc nécessaire de la transformer, où en arriverait-on ? A des changements incessants, à une société essentiellement variable et par celà même

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome VI, p. 328,

instable, car on découvrirait tous les jours de nouveaux systèmes, les inventeurs croiraient toujours à la supériorité de leur imagination, et l'on serait tenté d'appliquer les plus récentes inventions, d'où cause de troubles nombreux. Personne d'ailleurs ne pourrait plus compter sur l'avenir puisqu'il pourrait être modifié tous les jours on ne saurait donc pas comment vivre. Et surtout, toutes ces organisations artificielles seraient parfaitement vaines et impuissantes, puisque, par leur définition même, elles iraient à l'encontre de la Nature. Or, il nous est impossible de transformer et de soumettre la Nature : elle est visiblement plus forte que nous et dans ce combat insensé, nous sommes sûrs d'être les vaincus. Par conséquent, nous perdons notre temps, nous nous usons en vains efforts en voulant la contre carrer : elle nous domine et nous sommes forcés de nous soumettre. Mieux vaut donc le faire de bon gré et chercher à l'utiliser au maximum. Mieux vaut en somme laisser faire et laisser passer.

Ainsi seul, le libre-échange est en harmonie et avec la Force Créatrice et avec le caractère humain, et seul il a des chances de subsister, seul même il ne peut pas complètement périr puisque la Nature est immortelle. Tous les autres systèmes sont au contraire forcément éphémères, voués à une prompt destruction.

II. — Il nous faut envisager maintenant le côté moral du libre-échange et voir s'il est oui ou non un instrument de progrès. Pour cela, observons d'abord sous cet aspect les effets de son ennemie : la protection.

Nous savons en premier lieu qu'elle se présente comme un véritable vol. Elle est donc immorale en elle-même et de ce fait parfaitement mauvaise. Tous les monopoleurs ont ainsi la conscience totalement faussée, leur moralité est profondément atteinte. C'est d'ailleurs une raison pour que la protection ne soit pas durable. Il y eut déjà ainsi des modes de voler qui n'étaient pas flétris, qui étaient même admirés par les hommes : c'est ce qui s'est produit pour les guerres et les conquêtes ; on glorifiait les vainqueurs, on s'efforçait d'en faire des héros. Mais, malgré tout, ce genre de spoliation tombe aujourd'hui en discrédit, il en sera bientôt de même de la protection, d'autant plus, qu'aucune gloire ne saurait s'attacher à elle. Et non seulement la protection est immorale, comme je viens de le dire, mais elle détourne le jugement, elle légitime en effet des actes de spoliation pure et simple, et punit par contre avec une extrême sévérité des actions absolument honnêtes. Que peut-on reprocher par exemple, à deux hommes qui, de nationalité différente, veulent échanger les produits de leur travail ? Absolument rien, évidemment, et pourtant la prohibition les frapperait de mort au besoin. La protection amène aussi le terrible fléau de la misère et par là encore l'immoralité. Tous les crimes, ou, en tous cas, leur plus grande majorité ont pour cause première une pauvreté exagérée. Aussi notre auteur de dire « Le penchant au vol et à l'ivrognerie, la haine des institutions sociales, le recours aux moyens violents de se soustraire

à la souffrance, la révolte des âmes fortes, l'abattement, l'abrutissement des âmes faibles, tels sont donc les effets d'une législation qui oblige les classes les plus nombreuses à demander à la violence, à la ruse, à la mendicité, ce que le travail honnête ne peut plus leur donner » (1). Ainsi, d'après Bastiat, tous sont atteints par la protection, qu'ils soient d'un caractère énergique ou indécis, ils sont atteints diversement, mais leur conscience est touchée. C'est un des plus forts arguments que l'on puisse opposer à la doctrine protectionniste. Même si l'on examine des conséquences moins extrêmes, ce système provoque un dénûment universel, supprime tout commerce international. Par conséquent, en cas de guerre, le pays protecteur n'a plus rien à perdre, sur mer par exemple, aussi n'hésitera-t-il pas à attaquer tous les vaisseaux de ses ennemis quels qu'ils soient, il ne se contentera plus, comme le veut la plus élémentaire morale, et comme on est arrivé à la faire admettre peu à peu, de détruire les navires de guerre ennemis, les seuls biens de l'ennemi appartenant à la nation tout entière. Cette propriété privée en général, qui commence à être respectée dans les luttes internationales cessera de l'être, car n'ayant rien à craindre pour lui-même, le pays protecteur aura un avantage évident à tout détruire chez son antagoniste. La protection présente encore un autre très grave inconvénient : elle pousse à faire des guerres pour avoir des

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome I, page 385.

débouchés. Mais, on entend justifier soi-même ces guerres à ses yeux, on veut, malgré tout, être dans son bon droit en attaquant. Alors on est amené à prendre volontairement des vétilles pour des menaces et des insultes, on s'efforce de faire admettre par sa conscience la légitimité de tels motifs. Il est facile alors de concevoir quelle terrible déviation se produit ainsi ou du moins peut se produire dans les sentiments du juste et de l'injuste. Même d'ailleurs, si en dépit de ses efforts on ne parvient pas à se persuader de son bon droit, le simple fait d'essayer d'y parvenir répugne à toute conscience foncièrement honnête. Enfin, la protection tend à développer les mauvais instincts, les instincts anti-sociaux de l'homme en tant que producteur. Ce sont par exemple, le désir de faire interdire toutes les entreprises semblables à la sienne pour l'industriel, l'espoir de prodigalité du public pour le commerçant, la ruine des maisons pour l'architecte, la maladie pour le médecin. Or, la protection ne fait que donner le moyen d'atteindre au moins en partie de tels buts. Ainsi vis-à-vis de la morale, à tous points de vue, elle se révèle comme exécration.

L'effet du libre-échange se montre, ici encore, complètement opposé. Cette doctrine repose d'abord sur la liberté, or si l'on examine les divers stades de la civilisation, il est aisé de déceler que tous les progrès accomplis, et dans le bien-être et dans la moralité, sont venus d'elle et que par contre tout retard était le produit d'entraves mises par erreur au libre développement des

actions humaines. En réalité, le seul moyen de faire un pas en avant consiste à rechercher et à faire admettre toujours plus de liberté et ainsi la condition de l'homme s'améliorera indéfiniment. Le libre-échange en particulier exerce ici une action tout-à-fait bienfaisante, l'échange des produits entraîne avec lui celui des idées et permet à tous de profiter des progrès de chacun. C'est ainsi, que les inventions d'un pays se répandent partout, profitent à tous. En un mot, commercer c'est apprendre, et par conséquent gagner. Aussi Bastiat constate à propos des inventions : « C'est une loi générale que tout avantage quelconque, provenant de la situation des lieux du climat, ou de quelque libéralité naturelle que ce soit, glisse rapidement entre les mains de celui qui le premier l'aperçoit et s'en empare sans être perdu pour celà, mais pour aller alimenter l'immense réservoir où se puisent les communes satisfactions des hommes. Une seule condition est attachée à ce résultat : c'est que le travail et les transactions soient libres. Contrarier la liberté c'est contrarier le vœu de la Providence, c'est suspendre l'effet de sa loi, c'est borner le progrès dans ses deux sens » (1). Puis l'homme par sa nature même, cherche sans cesse à faire plus avec moins. Par conséquent, il suffit de le laisser agir à sa guise pour qu'il tende à s'améliorer. Celà est inné en lui ; encore ici convient-il donc de laisser faire et de ne pas gêner, par toutes sortes de réglemmentations,

(1) Bastiat, *Oeuvres Complètes*, tome VI, page 370.

un développement naturel. Surtout le libre-échange amène l'abondance et par conséquent la richesse ; or, cette richesse est elle-même un ferment de bien-être, seule, elle peut permettre de développer l'instruction d'être indépendant de tous, et de vivre dignement. Elle développe l'instruction car il faut d'abord être riche pour pouvoir pendant un temps consommer sans produire et parce qu'é, pour s'instruire, il faut avoir des loisirs. L'homme, qui, pour se nourrir, doit travailler du matin au soir, est dans l'impossibilité matérielle de développer son esprit, ce n'est qu'une fois dégagé de ces soucis primordiaux qu'il peut songer à satisfaire son âme, bref à se spiritualiser un peu. Elle permet seule aussi d'être indépendant ; toute personne pauvre, vivant au jour le jour, en effet, est plus ou moins sous la domination de ses employeurs ; ils ont la possibilité, par un renvoi brusque, de la jeter d'un seul coup dans la misère, par conséquent, elle n'est pas libre, elle est forcée de modeler un peu ses idées, au moins en apparence, sur celles de ses chefs pour ne pas leur déplaire. Et par cela même, elle perd en partie sa dignité et peut être entraînée à des actions dégradantes par intérêt. La richesse seule amène des résultats inverses. Aussi le libre-échange qui est une de ses conditions, qui est sa base la plus sûre, se trouve sous cet aspect encore, indispensable à tout développement moral. Enfin, pour que l'homme s'améliore, se développe, il faut qu'il soit sûr de pouvoir profiter des efforts qu'il accomplit. S'il n'a pas cette assurance, il

laissera aller les choses, ne fera rien pour rendre sa condition meilleure. En somme, il faudra qu'il se sente responsable de ses actes, qu'il soit complètement libre ; et il n'aura cette sensation que s'il peut, sans aucune contrainte, échanger. Aussi, comme le dit Bastiat « Toucher à la liberté de l'homme, ce n'est pas seulement lui nuire, l'amoindrir, c'est changer sa nature c'est le rendre, dans la mesure où l'oppression s'exerce, imperfectible, c'est le dépouiller¹ de sa ressemblance avec le Créateur, c'est ternir, sur sa noble figure, le souffle de vie qui y resplendit depuis l'origine » (1). Ainsi le libre-échange, surtout parce qu'il suppose la liberté et entraîne la richesse, est une condition essentielle de tout développement humain, tant au point de vue matériel qu'au point de vue moral.

III. — Pour en terminer avec l'éloge du libre-échange, l'énumération de ses bienfaits, examinons maintenant son unité. Toute vérité est, et doit être par son essence même, universelle. Par conséquent, un dernier moyen de prendre parti entre le libre-échange et la protection consiste à étudier laquelle de ces deux doctrines est appliquée partout de même, est semblable en ses manifestations dans tous les pays. Or, si nous nous attachons d'abord à la prohibition, si nous réfléchissons aux conseils qu'elle donne, que voyons-nous ? Tous les pays protectionnistes veulent défendre leurs industries nationales

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome VI, page 583.

et, pour ce faire, interdire l'entrée des produits étrangers qui les concurrencent. Mais, ainsi ils nuiront forcément à leurs voisins. En supposant alors que l'un des théoriciens de la doctrine veuille aller professer à l'étranger, il se trouvera en contradiction avec les adeptes de la même doctrine dans ce pays. Ce que les deux pays considéreront comme leur intérêt sera exactement opposé, les importations de l'un formant les exportations de l'autre et chacun voulant exporter sans importer. Aussi le théoricien se verra obligé ou de prêcher des actes contraires à ce qu'il croit être l'intérêt de son pays, s'il veut s'en tenir aux principes, ou d'encourir la malédiction de ses prétendus coreligionnaires étrangers ; et pour rester bon patriote, il devra prêcher le libre-échange au dehors. On voit donc à combien de contradictions peut mener la protection. Le libre-échange au contraire se montre partout absolument semblable à lui-même, en ses principes comme en ses manifestations. Que l'on aille dans n'importe quel pays et quelque'éloigné qu'il soit du nôtre, les associations libre-échangistes poursuivent toujours les mêmes buts par les mêmes moyens. Que l'on soit en France ou au Japon, le libre-échange est toujours la seule source d'abondance et de richesse, et la protection, un ferment de disette. Aussi le libre-échangiste sera partout bien accueilli et pourra exposer partout avec un égal succès les mêmes arguments en faveur de sa thèse. Ainsi donc, encore ici, le libre-échange c'est la vérité ; la protection, c'est l'erreur.

Quel a été maintenant l'apport de Bastiat en ces matières ? Ici comme partout il n'a pas tout découvert. Dès les physiocrates, on considéra qu'il existait un Ordre Naturel qui représentait la meilleure façon de gouverner. Il suffisait pour que tout aille bien de laisser faire la Nature, mais cette école ne cherche pas le côté moral de la question. Jean-Baptiste Say croyait aussi à une bonne organisation naturelle mais il ne l'examinait pas minutieusement, réservant plutôt ses spéculations pour la condition de l'entrepreneur. Pour Dunoyer, l'économie politique et la science doivent se contenter de décrire les phénomènes naturels, elles n'ont rien à créer, aucun système à établir. Il étudia aussi beaucoup la liberté dont le libre-échange n'est qu'une manifestation, il analysa en détail les divers stades de la civilisation, faisant ressortir dans chacun d'eux les avantages incontestables de l'absence complète de contrainte. Elle est selon lui, Bastiat nous le dit lui-même, seule capable d'amener des progrès matériels et moraux. Ainsi, en France déjà, notre auteur pouvait puiser dans de précieux documents.

En Angleterre, Adam Smith crut à l'existence d'un Ordre naturel et providentiel qu'il fallait respecter, mais il admettait néanmoins certaines restrictions. Pour Ricardo, l'Ordre Naturel n'est pas toujours bon, mais l'homme doit l'accepter tel qu'il est, il ne peut rien contre lui. Cobden et sa Ligue ont vu que la protection était contraire à notre nature, à notre instinct. De plus, elle entraîne la misère et tous ses funestes attributs ; apathie,

suicides, crimes de toutes sortes. Aussi, en définitive, Bastiat a creusé et rassemblé diverses notions plus ou moins développées, il les a étudiées spécialement par rapport à la liberté des échanges mais son caractère personnel lui vient ici surtout de l'insistance avec laquelle il a montré l'homogénéité, l'unité complète de sa doctrine, en quelque point du globe qu'on veuille la professer.

Voilà énumérés et succinctement exposés les divers et principaux avantages que Bastiat reconnaissait à la liberté des échanges. Il est nécessaire maintenant, pour terminer ce tableau, d'en dresser le contour, c'est-à-dire d'examiner les limites du libre-échange, où, selon notre auteur, la liberté des transactions doit prendre fin.

I

LIMITES DU LIBRE-ÉCHANGE

Le libre-échange pour Bastiat a une double limite : d'abord l'honnêteté. Certains théoriciens de la protection se sont efforcés de faire croire, pour la critiquer violemment ensuite, que la liberté voulue par les libre-échangistes était le droit de tout faire, le mal comme le bien. On conçoit le ridicule d'une telle assertion. Il faut que la protection soit bien faible pour employer de semblables arguments. En réalité la doctrine libre-échangiste est toute différente. Elle veut à n'en point douter la liberté, mais, de ce fait même, elle repousse toute violence et toute fraude dans les transactions, car ces deux procédés sont justement les pires entraves à l'absence totale de contrainte préconisée. Elle considère que le principal et le vrai rôle de l'Etat consiste justement à empêcher ces pratiques malhonnêtes. Il doit assurer partout la justice et la moralité dans les marchés et punir très sévèrement tout manquement à ces élémentaires préceptes. Remarquons d'ailleurs en passant que cette tâche lui

sera d'autant plus aisée qu'il n'aura pas à se préoccuper d'autres travaux pour lesquels il n'est pas apte, comme la pondération des bénéfices que doivent réaliser ses commerçants. Ainsi l'équité est une limite que doit faire respecter l'Etat dans tous les échanges, et Bastiat de résumer de la sorte ces idées « On suppose que vouloir la liberté des échanges, en principe, c'est vouloir que les échanges ne puissent subir de restrictions en aucun cas et sous aucun prétexte. D'abord mettons de côté les échanges immoraux, frauduleux, deshonnêtes. C'est la mission principale de la loi, c'est le droit et le devoir du gouvernement de réprimer l'abus de toutes les facultés, de celle d'échanger comme de toutes les autres » (1). Bref, il ne faut pas abuser de la liberté des échanges, ce qui n'ôte aucune valeur à la théorie d'ailleurs, car tous les droits, même les plus sacrés et les plus unanimement reconnus, comme le droit de propriété, ont des limites, deviennent dangereux si l'on veut les pousser à l'extrême.

La seconde et dernière limite reconnue par Bastiat au libre-échange, c'est l'impôt. Notre auteur s'est toujours efforcé de marquer une délimitation très nette entre l'impôt et la protection. Ce qu'il combat avec une suprême énergie, c'est la protection mais elle seule. Il a répété bien souvent, et en particulier, au moment de la création de l'Association, pour la Liberté des Echanges, que le seul et unique but poursuivi par cet organisme

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome II, p. 251.

était la destruction de toute entrave au commerce international. Il n'attaque pas la douane comme impôt il ne se demande pas si un impôt de ce genre est meilleur ou pire qu'un autre, en un mot il ne discute pas, et il tient à ce que ses associés, en tant que tels, ne discutent pas la douane fiscale. C'est ce qu'il exprime en ces termes dans la Déclaration de l'Association « Les soussignés ne contestent pas à la société le droit d'établir sur les marchandises qui passent la frontière, des taxes destinées aux dépenses communes pourvu qu'elles soient déterminées par la seule considération des besoins du Trésor. Mais sitôt que la taxe, perdant son caractère fiscal, a pour but de repousser le produit étranger, au détriment du fisc lui-même, afin d'exhausser artificiellement le prix du produit national similaire et de rançonner ainsi la communauté au profit d'une classe, dès cet instant la protection ou plutôt la spoliation se manifeste, et c'est là le principe que l'Association aspire à ruiner dans les esprits et à effacer complètement de nos lois indépendamment de toute réciprocité et des systèmes qui prévalent ailleurs » (1). Le seul véritable droit de l'Etat en matière d'échanges est de percevoir des impôts. Ils doivent d'ailleurs être tout-à-fait généraux, frapper toutes les marchandises également et aussi bien à leur sortie qu'à leur entrée. Il est même préférable de taxer surtout à la sortie car ainsi nous faisons payer nos taxes par les

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome II, pp. 2 et 3.

consommateurs étrangers. En un mot, ce que veulent les libre-échangistes, c'est que la douane conserve les mêmes caractères que l'octroi, reste en tous points semblable à lui. Car l'octroi est uniquement fiscal. Quand une ville crée un octroi sur des marchandises entrant dans ses murs, elle n'a aucunement pour but d'empêcher ses habitants de consommer le produit taxé. Son seul désir est d'obtenir des revenus qu'elle dépensera ensuite pour le bien de tous ; pour l'entretien des rues et l'éclairage par exemple. Il se peut fort bien que cet impôt entrave légèrement les transactions et amène certaines personnes à se restreindre ; mais on le regrette, c'est un inconvénient de ce mode de perception et il y a seulement lieu de se demander si un autre procédé moins gênant aurait un rendement aussi considérable. En tous cas, si tous payent ici, tous profitent également de l'emploi qui est fait de cet argent. Aussi les libre-échangistes ne combattent pas l'octroi qui conserve son véritable but et son vrai caractère. Ils attaquent seulement les droits de douane qui, ayant eu cette simple et raisonnable destination fiscale, à leur création, se sont vus peu à peu détourner de cette première direction par la croissance trop considérable et d'ailleurs voulue de leurs tarifs. Ainsi, en effet, ils deviennent protecteurs, attentent à la liberté du commerce et favorisent injustement les uns aux dépens des autres. Napoléon était dans la plus complète erreur en prétendant enlever à la douane son caractère de simple impôt. Il était de ceux qui voient dans les

taxes sur le mouvement international des marchandises un procédé fait pour protéger l'industrie : et c'est exactement le contraire qu'il faudrait appliquer pour lui conserver ses vrais attributs. « Napoléon a dit : « La douane ne doit pas être un instrument fiscal mais un moyen de protéger l'industrie ». Nous plaillons le contraire et nous disons : « La douane ne doit pas être, aux mains des travailleurs, un instrument de rapine, réciproque, mais elle peut être une machine fiscale aussi bonne qu'une autre » (1). Nous avons déjà vu d'autre part que les protectionnistes soutenaient leur thèse en invoquant le rétablissement nécessaire de l'égalité entre les produits étrangers non taxés et les nôtres similaires taxés, nous avons vu ce qu'avait de vain un tel raisonnement. Mais on peut et doit admettre cependant que lorsqu'il s'agit de taxes exceptionnelles il faut y soumettre aussi les produits étrangers. En effet, si l'on n'agissait pas de la sorte, le budget de l'Etat se trouverait en déficit, d'où nécessité de découvrir ailleurs des ressources, donc de créer de nouveaux impôts. Au point de vue du rendement nécessaire, par conséquent, il faut donc frapper uniformément tous les produits, d'où qu'ils viennent, mais là doit se restreindre la taxation, elle ne doit à aucun moment devenir protectrice. Il est fort possible d'ailleurs qu'un tarif soit très élevé, sans cesser pour cela d'être simplement fiscal. Il est ainsi, par exemple, lorsqu'il est *ad*

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome II, p. 4.

valorem c'est-à-dire lorsqu'il est basé sur la valeur de l'objet imposé, et non, plus simplement, comme certains autres, sur le nombre, le poids, ou la mesure des marchandises. Seul, on le conçoit sans peine, le premier s'avère équitable vis-à-vis de tous. Mais surtout un tarif est libéral s'il taxe, même très fortement, des produits étrangers qui n'ont pas de similaires dans le pays considéré. Il n'a pas alors le caractère protecteur faute d'objet à protéger, il reste un simple impôt. Cette élévation exagérée du tarif peut être une erreur au point de vue financier, l'impôt rendant moins lorsqu'il est trop élevé, mais c'est à ce seul sujet qu'elle peut être critiquée. Ainsi, pour déceler quand la douane cesse d'être fiscale pour devenir protectrice il ne faut pas regarder seulement son taux, ce n'est qu'un simple indice, il faut encore voir si par hasard la production similaire dans le pays en question ne fait pas défaut. En dehors de ce cas exceptionnel, la démarcation est très facile à faire. La douane, selon Bastiat, perd son premier but pour devenir protectrice. « Quand le droit est tel que s'il était diminué, il donnerait autant de revenu » (1). Aussi qu'on ne vienne pas invoquer l'impossibilité de savoir quel est l'effet d'un droit de douane à un moment quelconque. Il est très facile de le découvrir.

Voilà donc bien marquées les bornes imposées par notre auteur à la liberté des échanges. Il n'en connaît que deux, mais très nettes et toutes naturelles d'ailleurs.

(1) Bastiat, *Œuvres Complètes*, tome II, p. 11,

Cependant, avaient-elles été décelées par ses prédécesseurs ?

Les physiocrates et Letrosne préconisaient la justice et l'honnêteté dans toutes les transactions et surtout dans les transactions internationales. Comme ils reconnaissaient à la terre seule un caractère vraiment productif, leur doctrine aurait pu pousser aux guerres pour accroître le produit net, et c'est ce qu'ils cherchaient à éviter à tout prix en prêchant la bonne foi et la justice dans les échanges et la concorde internationale. Par contre ils avaient une conception très différente de celle de Bastiat par rapport à l'impôt puisqu'ils réclamaient un impôt unique et foncier. Ils n'ont donc pu donner aucune indication à notre auteur sur ce second point. Say n'a pas particulièrement étudié ces deux questions. Dunoyer soutenait que la liberté la plus complète était indispensable pour faire progresser les hommes tant économiquement que moralement. Il comptait en somme sur la liberté pour assurer l'honnêteté dans les contrats : ce en quoi il était plus optimiste que Bastiat qui, nous l'avons vu considérait l'Etat comme indispensable à son maintien. Bref, en France, notre auteur ne trouva de précurseurs que pour la première limite assignée par lui à la liberté des échanges.

En Angleterre, au contraire, Smith ne s'attarda pas sur la moralité indispensable dans toute transaction commerciale. Mais il admettait, il le dit très clairement, des droits de douane purement fiscaux. Il avait même le

tort de les préconiser pour rétablir l'égalité entre les producteurs étrangers et les nationaux dont les marchandises sont frappées d'impôts. Ricardo n'étudia pas ces deux questions. Enfin Cobden et la Ligue ont marqué une délimitation très nette entre la douane fiscale et la douane protectrice, reconnaissant la première, mais repoussant énergiquement la seconde. Ainsi Bastiat n'a pas innové ici ; il a peut être fait ressortir tout spécialement les deux seules limites du libre-échange, il a peut-être acclimaté en France la distinction entre la fiscalité et la protection, mais là se borna son œuvre personnelle.

IV. — CONCLUSION

QU'EST DEVENU LE LIBRE-ÉCHANGE ?

Il nous reste maintenant à examiner très brièvement comme je l'avais indiqué au début quel est, en doctrine et en politique, l'état actuel du libre-échange, et, plus généralement ce qu'il est devenu, par quelles phases il est passé depuis la mort de notre auteur. Cela nous permettra aussi de voir quelle influence ce grand économiste exerça et de reconnaître que, si cette influence n'a pas été immédiate, elle semble commencer à s'exercer actuellement et devoir se développer dans l'avenir.

Bastiat, en doctrine a marqué indéniablement le point culminant du libre-échange. Déjà à son époque, certains auteurs combattaient cette théorie : List par exemple, qui préconisait, au moins pour son temps la protection, en vue de développer les forces productives du pays. Et, un peu plus tard, il y eût chez tous les grands auteurs un recul très marqué, même parmi les libéraux, comme John Stuart-Mill, qui acceptaient, dans bien des cas, l'ingérence de l'Etat dans les affaires des particuliers, Les

socialistes ne cessèrent, surtout avec les doctrines de Marx, de se répandre en France et ils en arrivent à la contrainte perpétuelle, à la destruction de toute liberté. L'école historique allemande naquit vers 1870 ; elle comprenait des hommes de partis très divers mais, même leurs adeptes les plus libéraux, consentaient à des restrictions, à des entraves. Vers cette même époque, on vit apparaître également les doctrines dites intermédiaires qui tiennent le milieu entre l'individualisme et le socialisme et qui font alors diriger les hommes soit sur tout par l'Etat et les corporations, comme le catholicisme social ou sont socialisants, comme les socialistes chrétiens. Même Le Play, qui était très libéral pour son temps, reconnaissait au besoin la nécessité de rétablir et de renforcer l'autorité de l'Etat. Le solidarisme de Léon Bourgeois préconise aussi l'intervention étatiste. Bref, sans se préoccuper, au moins pour certaines, tout spécialement du libre-échange, toutes les écoles de la fin du xix^e siècle admettaient des restrictions et des limites très diverses à la liberté, cherchaient à développer outre mesure les attributs du gouvernement. Et cette tendance se poursuivit jusqu'à la grande guerre.

D'ailleurs, cette régression très nette alla de pair avec la politique douanière qui devint, depuis la mort de Bastiat, très protectionniste. A son époque, elle n'était pas évidemment, et de beaucoup, libérale, mais elle semblait au moins à l'étranger, se diriger vers une liberté toujours plus considérable. L'Angleterre et la Suisse

étaient devenues franchement libre-échangistes, et les droits dans les autres pays, semblaient devoir se relâcher un peu, en tous cas, on n'en était plus aux prohibitions de Napoléon, et il y avait de grands progrès sur le passé. Aussi notre auteur avait-il pu, à juste titre, espérer un complet et prochain essor de la liberté des échanges. Malheureusement en fait, il n'en fut pas ainsi. La France, en particulier, après avoir, grâce à Napoléon III abaissé ses tarifs en 1860, reprit, devant l'accroissement général des tarifs étrangers en 1881 et 1891, la politique de protection douanière. Tous les pays, sauf l'Angleterre, agirent ainsi à ce moment. Et cette tendance se poursuivit, de telle sorte qu'en 1910, notre pays éleva encore ses droits, comme tous les autres. Enfin, en 1921, la France aggrava encore sa protection et l'Angleterre elle-même abandonna le libre-échange.

Actuellement enfin, le mouvement se poursuit, aux Etats-Unis en particulier. Mais l'on constate en regard, une tendance opposée de la doctrine. Sur l'instigation de la France, les pays ont été interrogés sur un projet d'union économique européenne. Les réponses furent très divergentes, et même parfois défavorables, au moins quant à la réalisation pratique actuelle. Malgré tout, l'idée est trouvée et toutes les grandes puissances reconnaissent sa valeur. On cherche à l'organiser dans le cadre de la Société des Nations et on espère qu'elle arrivera tôt ou tard, à des résultats pratiques importants.

En tous cas, quelque long temps qu'il faille à la poli-

tique internationale pour se mettre de pair avec la théorie, et à toutes deux pour adopter entièrement le libre-échange, la tendance est maintenant certaine, et il est permis de dire que la liberté des échanges se développe en même temps que la civilisation: Bastiat, s'il ne fut pas très bien compris de son temps, n'en fut donc pas moins un précurseur. En somme, le premier, il fit une vraie théorie du libre-échange invoquant tous les arguments et les seuls que l'on ait trouvés jusqu'ici. Ses prédécesseurs avaient, certes, émis beaucoup d'idées, mais ils n'en étudiaient chacun que quelques-unes et les examinaient de points de vue très spéciaux. Même les Anglais, qui, pourtant cherchaient à systématiser de son temps, envisageaient surtout la question des céréales. Lui seul eut, du libre-échange, une conception tout-à-fait large et tout-à-fait générale. Il eut même, indéniablement, des idées trop absolues, voire même fausses, ses raisonnements furent parfois faibles ou même aisément réfutables, mais je ne me suis attaché qu'à exposer ses opinions, non à les discuter. En tous cas, il fut un grand vulgarisateur et un convaincu, et ceux-là seuls sont susceptibles d'exercer une véritable influence. Ce fut un homme d'une très forte élévation d'esprit, d'un très beau caractère, dont la renommée ira sans cesse s'accroissant, et Lamartine, voyait juste quand il disait : « Vous vous souviendrez alors, vous ou vos enfants, vous vous souviendrez avec reconnaissance, de ce missionnaire de bien-être et de

richesse qui est venu vous apporter de si loin, et avec un zèle entièrement désintéressé, la vérité gratuite, dont il est l'organe et la parole de vie matérielle, et vous placerez le nom de M. Bastiat, ce nom qui grandira à mesure que sa vérité grandira elle-même, vous le placerez à côté de Cobden, de J. W. Fox, et de leurs amis de la grande ligue européenne, parmi les noms des apôtres de cet évangile du travail émancipé, dont la doctrine est une semence sans ivraie, qui fait germer chez tous les peuples, sans acception de langue, de patrie ou de nationalité, la liberté, la justice et la paix ! ».

Vu : Le Président de la Thèse,
AUG. DESCHAMPS.

Vu : Le Doyen,
BERTHELEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

Le Recteur de l'Académie de Paris

Pour le Recteur, l'Inspecteur de l'Académie

J. PERRON

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	7
I. BIOGRAPHIE	9
II. MÉTHODE	16
III. POLÉMIQUE	24
A. <i>Le libre-échange est l'intérêt des consommateurs, des producteurs non protégés et de l'Etat, c'est donc l'intérêt général.....</i>	24
B. <i>Le libre-échange est seul juste vis-à-vis de tous. L'échange libre est d'ailleurs un droit naturel et une forme de la propriété.....</i>	43
C. <i>Le libre-échange donne seul une direction normale au travail et au capital et une bonne division du travail.....</i>	55
D. <i>Le libre-échange est l'intérêt des ouvriers et supprime la lutte des classes.....</i>	65
E. <i>Le libre-échange est préférable à la protection même pour les industries que ce régime protège. Il est aussi l'intérêt de l'armement maritime</i>	81
F. <i>Le libre-échange est un gage de paix et d'économies-patriotisme</i>	99
G. <i>Bullionisme, balance du commerce sont de fausses théories, l'excédent d'importation</i>	

mesure le gain national. Pacte colonial, traités de commerce, l'échelle mobile, entrepôt, primes à l'exportation sont autant de systèmes nuisibles au pays.....	114
H. Le libre-échange est conforme à la Nature et permet le développement de de l'instruction et de la moralité. Il est en tous lieux profitable	132
I. Limites du libre-échange.....	147
IV. CONCLUSION	
Qu'est devenu le libre-échange.....	155

